

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

Le Droit administratif local en Chine

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Droit public)

présentée et soutenue le 22 juillet 1935, à 15 heures

PAR

KU-WEI YEN

MEMBRES DU JURY :

Président. . . .	MM. LALOUEL, professeur.
Assesseurs . . .	KRÖELL, professeur.
	TEITGEN, agrégé.

NANCY

IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1935

*Thèse Nancy
1935.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Le Droit administratif local en Chine

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Droit public)

présentée et soutenue le 22 juillet 1935, à 15 heures

PAR

KU-WEI YEN

MEMBRES DU JURY :

Président. . . .	MM. LALOUEL, professeur.
Assesseurs . . .	KRÖLL, professeur.
	TEITGEN, agrégé.

NANCY

IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1935

* 38568.

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen: M. SENN (*, ☞, ☞ I).

Doyens honoraires: MM. F. GÉNY (C *, ☞ I) MICHON (*, ☞ I).

Professeurs honoraires:

MM. MAY (*, ☞ I).

ROLLAND (☞ I).

MOREL (☞ I).

GÉNY (F.) (C *, ☞ I).

RENARD (☞ I).

Maître de conférences honoraire: M. MÉLIN (☞ I), docteur en droit.

MM. GÉNY (C *, ☞ I), professeur de Droit privé.

MICHON (*, ☞ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (*, ☞ I), professeur d'Economie politique.

SENN (*, ☞, ☞ I), professeur de Droit romain.

HENRY (☞ I), professeur de Droit criminel.

KRÖLL (☞ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (☞ I), professeur de Droit international public.

LESCOT (☞ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☞ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (☞, ☞ A), professeur de Droit civil.

TROTABAS (☞, ☞ A), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

PARISOT (☞ A), professeur de Droit civil.

DE MENTHON, professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

GROS, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

WATRIN, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit public.

BERTRAND (☞ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



A LA MÉMOIRE VÉNÉRÉE DE MA MÈRE

A MON PÈRE

*Témoignage de la plus vive affection et
de la plus grande reconnaissance.*

A MES SŒURS ET A MES FRÈRES

*Que mon cœur réunit dans une même et
inaltérable tendresse.*

A mon Maître

M. LE PROFESSEUR LALOUEL

Professeur de Droit international public

*Témoignage de ma reconnaissance et de
ma respectueuse admiration.*

INTRODUCTION

Notions générales sur le système politique chinois, et l'organisation du Gouvernement national de la Chine

I

La Chine a toujours été un pays unitaire

La Chine a toujours été un pays unitaire depuis la dynastie des Ching (221-207 av. J.-C.) sauf à l'époque de quelques autres dynasties. Avant la dynastie des Ching, c'était l'époque féodale, depuis, ce fut l'époque monarchique jusqu'à la grande révolution chinoise de 1911. Le grand empereur de l'Etat de Ching conquiert les six grands pays (Chi, Tchou, Yen, Chao, Han, Vey) et les fit disparaître, puis enfin les remplaça en divisant la Chine en 36 thuns (provinces). C'était vraiment la première fois que la Chine était un pays unitaire. Après cela il y eut même quelquefois des modifications des thuns et pendant quelque temps il y eut des luttes de seigneurs comme à l'époque féodale en France, mais la plupart des dynasties de l'ancienne Chine restèrent toujours un pays unitaire avec un gouvernement central très fort, comme les Han (202 av. J.-C. 219), les Tang (618-905), les Song (960-1276), les Yuan (1277-1367), les Ming (1360-1643) et les Tsing (1644-1911).

II

Le mouvement de la décentralisation en Chine.

Depuis la révolution chinoise de 1911 jusqu'à l'établissement du Gouvernement national de Nankin, sauf pendant quelque temps, la Chine fut partagée par les grands chefs militaires qui luttèrent toujours entre eux, malgré l'existence du gouvernement central, mais la force armée étant insuffisante, les moyens de transports n'étaient pas commodes et les guerres civiles continuèrent. Depuis 1920, pendant un certain temps, il y eut des mouvements en faveur de la décentralisation. Les raisons principales en étaient : 1° Chaque province avait sa situation spéciale, on ne devait pas forcer toutes les provinces à être sous le même système au point de vue local; 2° Pour éviter la guerre civile entre le centre et les provinces, ou entre les provinces elles-mêmes. Si les pouvoirs étaient bien réglés, il n'y avait plus de guerre civile; 3° L'expérience du président Yuan, de 1912 à 1915 : c'était le président Yuan qui administrait la Chine, le Gouvernement central était très fort, enfin il avait transformé la Chine en monarchie et lui se fit l'Empereur pendant 83 jours. Pour ces trois raisons indiquées, on avait proposé l'application du système de décentralisation en Chine. Il y avait deux projets : 1° Laisser les provinces qui étaient autonomes et qui allaient faire leurs constitutions provinciales. D'après la constitution, le peuple allait organiser son gouvernement pour administrer sa

province. Dans les limites de cette constitution, d'une part, elle pouvait éviter l'intervention du centre, d'autre part, elle pouvait éviter l'envahissement d'autres provinces; 2° Chaque province envoyait des délégués élus pour organiser la conférence inter-provinciale, on allait faire la constitution inter-provinciale pour réussir l'unité nationale de la Chine. C'est-à-dire qu'on fixait la forme de la nation chinoise comme un pays décentralisé. C'est pourquoi on pouvait mettre fin aux conflits entre la Chine du Nord et celle du Sud depuis quelques années; en même temps, on divisait très nettement le pouvoir central et le pouvoir local, la force d'armée appartenait au gouvernement central pour éviter le partage de la Chine entre les grands chefs militaires. Mais à cause des différences entre les opinions sur cette question, surtout celles qui existaient entre les grands chefs d'armées, la décentralisation de la Chine ne s'était pas réalisée.

III

L'autonomie locale de la province de Hou-Nan

En 1922, le Gouvernement provincial publia un règlement pour préparer la constitution de cette province. D'après ce règlement : 1° Le Gouvernement provincial du Hou-Nan devait nommer 13 personnages connus (personnages ayant une expérience politique particulière) pour organiser une Commission d'initiative de la constitution provinciale. Le Gouvernement provincial n'interviendrait pas; 2° En

faisant examiner par toute la population ce projet de constitution, tous les districts de cette province devaient envoyer ensemble 150 délégués pour organiser la Commission d'examen de ce projet de constitution. La Commission avait le droit de la modifier ; 3° Après l'examen et la modification de ce projet, un référendum de ce projet constitutionnel provincial s'assembla le 20 mars 1921, et le projet constitutionnel réussit pendant un mois. Quand ce projet fut terminé, l'examen par la Commission eut lieu, et en novembre 1921 le référendum fut fait par le peuple de cette province et, enfin, le 1er janvier 1922, la constitution provinciale était publiée. Il y avait deux traits spéciaux dans cette constitution : 1° Le pouvoir du Gouvernement provincial était rémunéré. Car le système autonome n'était pas seulement pour cette province, il y avait espoir de l'appliquer dans toute la Chine où la décentralisation serait réalisée. L'esprit fondamental de la décentralisation de la Chine à ce moment-là, consistait à diviser les pouvoirs centraux et provinciaux par la constitution de la Chine. Mais la constitution chinoise n'était pas encore faite, il n'y avait qu'un moyen de rémunérer les pouvoirs provinciaux par la constitution provinciale et de fixer les attributions du Gouvernement provincial, comme but de décentralisation constitutionnelle pour l'avenir ; 2° Le développement des droits du peuple. Le pouvoir d'élection également pour les hommes et les femmes. Le gouverneur devra être élu par le peuple de cette province. Le peuple pourra faire valoir son droit de faire les lois et de révoquer les fonctionnai-

res. Depuis la publication de la constitution provinciale de Hou-Nan, il y eut plusieurs provinces qui eurent les mêmes attributions que celle-là.

IV

L'histoire et l'organisation du Gouvernement national en Chine

Le Gouvernement national fut d'abord établi dans la province de Kwantong, en juillet 1924; puis il le fut à Nankin, en 1928. On publia à cette date les lois organiques du Gouvernement national qui sont décidées par le Comité exécutif central (1) du parti du Koumintang. D'après ces lois, le Gouvernement national est sous la direction et le contrôle du Koumintang pour diriger la politique de toute la Chine. D'après l'article 2 de ces lois, il y avait un certain nombre de commissaires du Gouvernement national, mais il n'était pas fixé. En réalité, à ce moment-là, il y avait 16 commissaires au Gouvernement national. Parmi eux, on choisissait un président et 5 commissaires comme directeurs des services ordinaires(2). Les ministères étaient au nombre de trois : ministère de la Guerre, des Affaires extérieures et des Finances. Les ministres cumulaient leurs fonctions avec celles des directeurs des services ordinaires. En cas de

(1) C'est l'organe le plus haut pendant l'intervalle des sessions de l'Assemblée générale du Koumintang. Quant à la dernière, elle est l'organe le plus haut du Koumintang.

(2) Ils dirigent les affaires ordinaires du Comité, et pendant la séance chacun peut être tour à tour président.

besoin, on établissait le ministère d'après la décision du Comité exécutif central. En 1927, le Gouvernement national s'établissait à Nankin, dont les lois organiques de 1925 étaient encore applicables. A ce moment-là, il y avait quatre ministères : celui des Affaires étrangères, des Finances, des Communications et de la Justice. En plus, il y avait l'Institut central (3), la Cour centrale, le Bureau de législation (4), le Comité central de législation, le Comité financier, le Comité de la guerre, le Bureau du travail, le Bureau des actes (5). Le 4 février 1928, la deuxième Assemblée générale du Comité exécutif central avait pris la décision de modifier les lois organiques du Gouvernement national. Le 11 février de la même année, le Gouvernement national avait publié ces lois,, d'après lesquelles, le nombre des commissaires du Gouvernement national était fixé de 12 à 16. Les directeurs des services ordinaires étaient de 5 à 7. On choisissait parmi eux, un président comme chef d'Etat de la Chine. Il y avait : les ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères, des Finances, des Communications, de la Justice, de l'Agriculture et des Mines, de l'Industrie et du Commerce. En plus de la Cour de Cassation, la Cour d'Examen, la Cour des Comptes, le Bureau des Lois, le Comité des Travaux publics, le Comité de la Guerre, le Comité de la Mongolie et du Thibet, le Comité des Colonies, etc... A ce

(3) C'est l'organe le plus haut des études; c'est à peu près le Collège de France.

(4) C'est un organe pour élaborer les projets de loi et en suggérer.

(5) C'est un organe qui fait imprimer les journaux ou les rapports officiels et fait apposer les sceaux.

moment-là le système de cinq pouvoirs séparés n'était pas encore appliqué. En automne 1928, la guerre du Sud-Nord était terminée et l'unité nationale de la Chine était réalisée. Sur la proposition de MM. HOU-HAN-MING et SUN FO, eut lieu une réorganisation du Gouvernement national. C'était la première fois que la Chine appliquait le « Principe de cinq Yuans » (6). C'est-à-dire la séparation des cinq pouvoirs : de législation, de l'exécution, de la justice, de l'examen et du contrôle. Au mois de septembre de la même année, les chefs du Koumintang avaient pris la décision d'organiser un Comité d'élaboration de la loi organique du Gouvernement national, dont faisaient partie MM. WANG CHUNG HWEI, HOU HAN MING et SUN FO. Le 23 septembre, ils en ont fait 49 articles. Après la vérification de la Conférence politique centrale (7) et le vote du Comité exécutif central, le Gouvernement national l'avait publiée le 8 octobre 1928; enfin, le Gouvernement national de cinq Yuans était établi, à ce moment; le gouvernement est organisé par le Comité et les cinq Yuans. Les ministères appartiennent aux cinq Yuans séparés. En mai 1931, il y eut l'Assemblée générale à Nankin, on prit quelques décisions sur le système politique, ainsi elle vota 89 articles de lois constitutionnelles provisoires. Le Comité exécutif central avait élaboré, d'après les lois constitutionnelles, les

(6) Le «Yuan», au sens chinois, signifie «organe»; sa situation est plus élevée que celle des ministères.

(7) C'est un organe de départ de la politique générale entre le Koumintang et le Gouvernement national. Il joue un rôle de législation beaucoup plus important que le Yuan législatif.

nouvelles lois organiques du Gouvernement national. Après le vote de la IV^e Assemblée exécutive centrale (8), et la vérification du Yuan législatif, ces lois furent publiées le 30 décembre 1931. Ce sont les lois organiques du Gouvernement national actuel. Leurs caractéristiques sont les cinq Yuans séparés et indépendants l'un de l'autre et responsables devant le Comité exécutif central. Et dans les Yuans d'examen et de contrôle, il y a un certain nombre de membres qui sont élus par le peuple. Le Président du Gouvernement national a moins d'attributions qu'au paravant. Il n'est pas réellement responsable de la politique. C'est un peu différent du système d'avant l'Assemblée nationale. Le Président du Yuan exécutif joue un rôle politique très important comme celui du Président du Conseil en France. Le Yuan législatif a, comme pouvoirs, à peu près ceux du Parlement, mais ses membres ne sont pas élus par le peuple.

V

Le système local actuel

Dans le système local, on divise la circonscription locale en provinces, districts, communes (villes), et les « Parties dites spéciales » (Mongolie et Thibet). Maintenant, nous allons étudier successivement les articles qui concernent les subdivisions locales et les pouvoirs centraux et locaux de cette constitution provisoire chinoise de 1931.

(8) C'est une assemblée des membres entiers du comité exécutif central. Elle doit ouvrir sa séance au moins une fois tous les six mois.

A) LES SUBDIVISIONS LOCALES

I. *La province.* — Art. 78. — Chaque province organise son gouvernement, sous la direction du Gouvernement central; il dirige la politique de toute la province, son organisation est fixée pour les lois. Art. 79. — Selon l'article 16 du « principe de l'établissement de l'Etat » (9) au commencement de « l'ère constitutionnelle » (10), le gouverneur sera élu par l'Assemblée des représentants du peuple.

II. *Le district.* — Chaque district organise son gouvernement, sous la direction du Gouvernement provincial; il dirige la politique de tout le district, son organisation est fixée par les lois. Art. 82. — Chaque district organise la Conférence préalable d'autonomie, celle-ci s'occupe des affaires concernant l'article 8 du « Principe de l'établissement de l'Etat » (11). L'organisation de cette Conférence est fixée par les lois (12).

III. *La commune.* — Art. 83. — La région, qui a bien développé son commerce, son industrie et a beaucoup de population, ou qui se trouve dans une

(9) C'est un ouvrage où le président SUN YAT SEN avait écrit tout ce qui concerne l'établissement de la politique, des sociétés, de la moralité et de l'industrie.

(10) D'après les principes du Koumintang, c'est l'ère où le Koumintang rendra tous les pouvoirs politiques au peuple chinois. Elle commencera à la fin de 1935.

(11) Les affaires concernant l'art. 8 du « Principe de l'Etablissement de l'Etat » sont: 1° le recensement des habitants du district; 2° les mesures des terrains du district; 3° la sûreté publique; 4° la réparation et le pavage des routes.

(12) Dans les articles des lois chinoises, ont dit « fixé par les lois »; les « lois » sont celles qui sont votées par le Yuan législatif et publiées par le Gouvernement national.

situation particulière, peut s'organiser en commune. Son organisation est fixée par les lois.

IV. *Les « parties dites spéciales »*. — Art. 80. — Le système local de Mongolie et de Thibet, selon leurs situations spéciales, est fixé par d'autres lois.

B) LES POUVOIRS CENTRAUX ET LOCAUX

Dans la constitution provisoire, les pouvoirs centraux et locaux sont nettement définis. Nous les étudierons par les textes dans ce paragraphe en deux parties : 1° Au point de vue politique; 2° Au point de vue financier.

I. *Au point de vue politique*. — L'art. 59. — D'après l'art. 17 du Principe de l'établissement de l'Etat concernant les pouvoirs centraux et locaux, on applique le système de « décentralisation » (Balance des pouvoirs). Art. 60. — Chaque Gouvernement local, dans la limite de ses pouvoirs, peut faire les lois et les règlements locaux. Mais, s'ils ne sont pas conformes aux lois et aux règlements d'Etat, ils sont nuls. Art. 64. — Au commencement de « l'ère constitutionnelle », les pouvoirs centraux et locaux doivent, selon le principe de l'établissement de l'Etat, être réglés complètement par les lois.

II. *Au point de vue financier*. — Art. 62. — Le Gouvernement central peut limiter les pouvoirs fiscaux par les lois pour éviter les faits suivants :

1° Porter atteinte à l'intérêt public;

- 2° Retenir des ressources des recettes centrales;
- 3° Doubler les impôts;
- 4° Nuire à la circulation;
- 5° Dans l'intérêt d'une région, établir l'assiette de l'importation des régions voisines;
- 6° Faire les péages des marchandises entre différentes régions.

Art. 63. — L'autorisation spéciale du monopole appartient au Gouvernement central.

VI

Le système futur local d'après le projet de la constitution de 1934

Selon le projet de la constitution de 1934, la circonscription locale en Chine sera divisée en provinces, districts et communes. Nous étudierons dans cette section : 1° La province; 2° Le district; 3° La commune.

A. — LA PROVINCE

Les articles du projet de la nouvelle constitution concernant la province sont les suivants :

Chaque province aura son Gouvernement qui exécutera les lois et les règlements d'Etat et qui contrôlera l'autonomie locale (art. 108). Un Gouverneur sera à la tête du Gouvernement provincial; la durée de son mandat sera de trois ans; il sera nommé et révoqué par le Gouvernement central. Les chefs d'armée ne pourront être nommés Gouverneurs que

trois ans après leur démission (art. 109). Chaque province a son Conseil provincial, dont chaque district ou ville pourra avoir un conseiller élu par le Conseil du district et celui de la commune. La durée du mandat du conseiller sera de trois ans, et il pourra être réélu (art. 110).

Le Conseil provincial aura, chaque année, une session d'une durée d'un mois ; en cas de besoin, il pourra avoir une session extraordinaire (art. 111).

D'après l'ar. 112, les attributions du Conseil provincial seront :

1° Discuter, et voter le budget proposé au Gouvernement central par le Gouvernement provincial ;

2° Déposer les propositions concernant les législations provinciales au Yuan législatif ;

3° Discuter et voter, d'après les lois, les règlements spéciaux ;

4° Déposer les propositions concernant les contrôles des fonctionnaires provinciaux au Yuan de contrôle ;

6° Discuter et voter les projets proposés par le Gouverneur ;

7° Déposer les propositions chez le Gouverneur.

L'organisation du Gouvernement et du Conseil provinciaux, l'élection et la révocation des conseillers provinciaux seront fixées par les lois (art. 113).

Dans les régions qui ne seront pas encore établies en provinces, le système politique sera fixé par les lois (art. 114).

B. — LE DISTRICT.

Les articles du projet de la nouvelle constitution concernant le district de 1934, sont les suivants :

Le district est le point de départ de l'autonomie locale (art. 115). D'après l'art. 116, les affaires concernant l'autonomie locale seront les suivantes :

- 1° Le recensement;
- 2° L'administration des terrains;
- 3° Les finances;
- 4° La circulation, les cours d'eau et autres travaux;
- 5° La régie et ce qui concerne les Sociétés coopératives;
- 6° La sûreté publique;
- 7° Les écoles et la civilisation;
- 8° La salubrité publique;
- 9° Les assurances et les assistances sociales;
- 10° La conservation et l'aménagement du domaine public;
- 11° La conservation des endroits pittoresques et des monuments;
- 12° Autres affaires au dehors des articles ci-dessus.

Les citoyens pourront, à l'égard de l'autonomie locale, selon les lois, exercer leurs droits de faire les lois et de faire le référendum aux lois. Ils pourront aussi élire et révoquer le sous-préfet et autres agents d'autonomie locale (art. 117).

Chaque district aura son Conseil dont les conseillers seront élus par l'Assemblée générale des citoyens

du district (durée du mandat : 3 ans); ils pourront être réélus. Le Conseil aura chaque semestre une session (durée : un mois); en cas de besoin, la session extraordinaire pourra avoir lieu.

D'après l'art. 120, les attributions du Conseil du district seront les suivantes :

1° Discuter et voter le budget et vérifier le rapport financier du district;

2° Discuter et voter l'impôt et le contrat financier du district;

3° Discuter et voter la direction et les dispositions du patrimoine du district;

4° Vérifier les comptes financiers du district;

5° Discuter et voter les règlements spéciaux du district;

6° Proposer les programmes des travaux au Gouvernement du district;

7° Discuter et voter les propositions du sous-préfet;

8° Faire les interpellations au sous-préfet.

Chaque district aura son Gouvernement (sous-préfecture); à sa tête un sous-préfet, élu par l'Assemblée générale du district (durée du mandat : 3 ans); il pourra être réélu. Le candidat sous-préfet ne sera admis qu'après avoir passé un examen ou celui qui remplit les conditions exigées, après avoir été questionné par le Yuan d'Examen. Le sous-préfet dirigera l'autonomie locale du district sous le contrôle du Gouvernement provincial. L'organisation du Conseil et de la sous-préfecture sera fixée par les lois, ainsi que l'élection et la révocation du conseiller et du sous-préfet.

C. — LA VILLE (COMMUNE).

A l'autonomie et à l'administration municipales pourront être appliquées les mêmes lois que celles du district, à l'exception d'autres réglementations. Chaque ville aura son Conseil, dont les conseillers seront élus par l'Assemblée générale des citoyens de la ville (durée de mandat : 3 ans); ils pourront être réélus. Chaque ville aura un maire, dont l'élection, la durée du mandat et la réélection seront les mêmes que celles du conseiller. Les conditions du candidat-maire seront les mêmes que celles du sous-préfet. Le maire dirigera l'autonomie municipale et, en même temps, sous la direction de son organisation supérieure, il s'occupera des ordres et des lois des Gouvernements central et provincial. L'organisation du Conseil municipal et de la Mairie sera fixée par les lois, ainsi que l'élection et la révocation du conseiller et du maire.

D. — AUTRES RÉGLEMENTATIONS CONCERNANT
LES POUVOIRS LOCAUX DANS LE PROJET
DE LA NOUVELLE CONSTITUTION.

Nous trouvons aussi dans le projet de la nouvelle constitution de 1934 quelques réglementations concernant les pouvoirs locaux.

1° *A l'égard de l'armée.* — D'après l'art. 167, on divisera, selon le besoin de la défense nationale, le pays en quelques régions militaires; le chef d'armée ne pourra pas résider toujours au chef-lieu de la

province. D'après l'art. 168, les troupes ne pourront pas être mobilisées, sauf en ayant l'autorisation du Gouvernement central ou en cas de danger, sur la demande de la province, du district ou de la ville. En cas d'un coup d'Etat indiqué ci-dessus, les autorités locales intéressées et le chef de l'armée devront aussitôt rendre un compte au Gouvernement central. Enfin, d'après l'art. 170, les autorités locales ne pourront ni organiser les troupes, ni établir l'école militaire, ni l'arsenal. Toutes les réglementations ont pour but d'empêcher le militarisme provincial.

2° *A l'égard des finances.* — a) Le Gouvernement local devra, chaque année, établir un budget général et un rapport financier général;

b) Le budget et le rapport financier de la régie du Gouvernement local pourront être fixés par des règlements spéciaux. Mais les intérêts et les pertes nettes devront être portées dans le budget général et le rapport financier général;

c) Le Gouvernement local pourra à l'égard d'un travail permanent, préparer la somme, mais le budget de ce travail devra, chaque année, être mis dans le budget général;

d) Le budget général du Gouvernement local ne pourra être établi qu'après avoir pris les mesures juridiques;

e) Le Gouvernement local pourra établir le budget extraordinaire : s'il y a des travaux importants pour la défense nationale et pour la sûreté, ou un grave sinistre, ou de grands et importants travaux;

f) Le Gouvernement local, sauf avec l'autorisation des lois, ne pourra pas emprunter l'argent de l'étranger, non plus employer des capitaux étrangers.

VII

Plan du travail

On divise ce travail en deux parties. La première partie explique l'histoire du système local de l'ancienne Chine. La deuxième partie étudie le système actuel et futur en Chine.

La première partie se compose de deux chapitres :

- 1° L'histoire de l'ancien système local avant 1911 ;
- 1° L'histoire de l'ancien système local avant 1711 ;
- 2° L'histoire du système local depuis 1911.

La deuxième partie comprend cinq chapitres :

- 1° La province ;
 - 2° Le district ;
 - 3° La ville moderne ;
 - 4° Les systèmes spéciaux locaux ;
 - 5° Les villes de Nankin et de Changhaï.
-

PREMIÈRE PARTIE

Généralités historiques sur l'organisation administrative locale

Dans l'histoire du système administratif local en Chine, on peut distinguer nettement deux périodes : l'une qui a pris fin en 1911, l'autre qui a commencé à cette époque-là. L'année 1911 est la date où la Chine connut une révolution qui la fit passer d'une monarchie vieille de quatre mille ans à la République. Le renversement d'institutions aussi anciennes a été, on le pense, un bouleversement complet pour la Chine. Toutefois, avant d'étudier la situation actuelle, il est indispensable de jeter un regard sur le passé, et ceci nous oblige à une énumération fastidieuse des dénominations employées par le « Droit administratif » d'autrefois.

CHAPITRE PREMIER

L'HISTOIRE DE L'ANCIEN SYSTÈME LOCAL AVANT 1911

Section I

Définition de quelques-unes des dénominations usitées par le système administratif local

§ I. — LE THUIN, LE HSIEN, LE KOUO ET LE FOU.

A) *Le Thuin*. — Sous la dynastie des Chow (1122-770 avant J.-C.) le Thuin était sous le contrôle du Hsien. L'empereur avait, à cette époque, un territoire de 1.000 kilomètres carrés, divisé en 100 Hsiens de 4 Thuins chacun. Autrement dit, l'Empire comprenait 400 Thuins.

Sous le règne des Ching (246-207 avant J.-C.) le Hsien passe sous le contrôle du Thuin à l'inverse de ce qui existait précédemment. Le grand empereur des Ching réunit les six grands pays (Chi, Tchou, Yen, Cho, Vey, Han) et réalisa ainsi l'unité nationale de la Chine. Puis il divisa la Chine en 36 Thuins dont les dimensions sont à peu près semblables à celles des provinces d'aujourd'hui. Avec la dynastie des Han (206 avant J.-C.-217), le Thuin subsista,

mais fut aussi appelé « Fou », et les agents du Thuin furent le « Sho », le « Tchen » et le « Vey ». Le premier avait l'administration civile; le deuxième était l'adjoint du premier et le troisième enfin avait la haute main sur l'armée du Thuin. La dynastie des Song (960-1127) modifia le Thuin en Fou, et le chef du Fou prit le nom de Thuin-Sho, comme à l'époque des Ching. Il avait le titre de « Thuin-Général », s'il cumulait ses fonctions et les attributions militaires.

Sous cette dynastie, des personnages de la Cour de l'Empereur étaient parfois envoyés pour administrer le Thuin, et ils portaient le titre du « Thuin-Général », même s'ils ne dirigeaient que les affaires civiles. En cas de besoin, ils dirigeaient la force armée, et recevaient l'impôt dans leur Thuin.

B). *Le Hsien* (district). — Le Hsien existait déjà sous la dynastie des Chow (1134-247 avant J.-C.), et le Gouvernement de Nankin en fit une subdivision de la province. Du temps de la dynastie des Chow, chaque Hsien comprenait 2.800 familles (foyers, ménages), et son chef était le « Hsien-Chen » chargé du contrôle des affaires civiles et fiscales de son Hsien. Les Han donnèrent à chaque Hsien un chef politique assisté d'un adjoint, et ce régime dura jusqu'à la dynastie de Tsing, c'est-à-dire près de 2.100 ans. L'adjoint du Hsien fut dénommé « Vey » et son rôle fut de s'emparer des malfaiteurs et des bandits. L'adjoint du Hsien, pendant les premières années de la République chinoise, collabora avec son chef, dont les attributions étaient de : 1° Visiter le Hsien;

2° Empêcher les rébellions; 3° Veiller aux catastrophes; 4° Lutter contre les insectes nuisibles à l'agriculture; 5° Percevoir l'impôt; 6° Organiser le service des eaux.

L'adjoint du Hsien résidait en un point important du Hsien; il ne pouvait être installé dans la même ville que le sous-préfet.

En définitive, toutes ces circonscriptions locales ont disparu actuellement à l'exception de la province (Sun) et du district (Hsien). C'est ainsi qu'il n'est pas inutile de préciser que le Hsien est l'unité administrative fondamentale de l'organisation chinoise. Si l'on ne devait pas craindre de risquer une comparaison avec le système français, on pourrait dire que le Hsien en Chine a la même importance que la commune en France, comme base de l'organisation.

Toutefois, il convient de noter que le Hsien est une unité beaucoup plus grande que la « Commune » française, puisqu'il y a 36.000 communes en France, alors qu'il y a à peu près 2.000 Hsiens en Chine. Chacun représente approximativement l'étendue d'un département français.

Bien entendu, le Hsien n'est assimilable à la commune française que comme unité administrative de base, car, en fait, un Hsien comporte toute une série d'agglomérations, mais le chef du Hsien est en réalité le fonctionnaire qui est le plus près du peuple, chaque agglomération ne comportant que des sous-agents qui sont sous l'autorité du chef du Hsien; et, d'autre part, le Hsien est le premier échelon où se trouvent coordonnés les services publics.

C) *Kouo* (Etat). — Avant le règne des Ching, il y avait des « Etats », grands et petits. Avec Ching, ils disparurent, et sous les Han, ils co-existèrent avec les Thuins. Les Thuins furent directement sous le contrôle de l'empereur, tandis que les « Etats » restaient sous la direction des princes saliques et des dignitaires qui étaient fidèles à l'empereur.

D) *Le Fou*. — Le Fou se situe entre le Hsien et le Sun (province). A la tête du Fou, on trouve le « Sze-Fou », ou « Fou-Ying » sous la dynastie des Han. Sous les Tang, dans les capitales de l'Est, de l'Ouest et du Nord, il y a toujours un Fou-Ying, et sous les dynasties des Ming et des Tsing, il continua à y avoir des Fous avec ou sans Fou-Ying. Les Fous qui avaient ces hauts administrateurs, furent toujours plus importants que les autres. Cette importance est d'ailleurs révélée par ce fait que les Fou-Ying furent assistés d'un adjoint dénommé « Fou-Chen ». Sous les Ming et Tsing, ce chef-agent contrôlait quelques Hsiens et résidait dans une ville qu'on pourrait appeler en traduisant « Chef-Hsien », autrement dit chef-lieu du Fou.

§ II. — LE CHOW, LE LOU, LE TAO ET LE SUN

A) *Le Chow*. — L'empereur Yao, de la dynastie des Tang (2357-2261 avant J.-C.) (1) divisa la Chine en 9 Chows, et son successeur, l'empereur Sun, de la

(1) C'est l'âge d'or de la Chine. Depuis 4.000 ans, tous les empereurs et tous les peuples ont envié cela. On peut dire que c'est à peu près l'Etat idéal de Platon.

dynastie des Yu, redivisa le pays en 12 Chows. A ce moment-là le Chow était aussi vaste qu'une province actuelle.

Sous les Han, l'administrateur du Chow sera un personnage très important, beaucoup plus qu'à l'époque Tsing; il aura à peu près la même importance que le général de la province sous les Tsing.

B) *Le Lou*. — Le Lou est la subdivision administrative chinoise de la dynastie de Song. C'est, en somme, les provinces actuelles.

C) *Le Tao*. — Avec la dynastie des Tang (618-905) apparaît la subdivision dite « Tao ». Le pays fut partagé en 10 Taos. Les dynasties Ming et Tsing firent des Taos des subdivisions de chaque province. L'administrateur du Tao prenait le nom de « Tao-Yuan ». Depuis la naissance de la République chinoise et jusqu'au transfert de la capitale à Nankin, le Tao a subsisté et est resté une subdivision intermédiaire entre le Hsien et la province, avec à sa tête un « Tao-Ying ». Théoriquement, c'est à ce dernier qu'était confié le pouvoir réglementaire et l'administration du Tao, ainsi que parfois l'administration financière et judiciaire, sur délégation du gouverneur. En réalité, le Tao-Ying ne jouait pas un rôle important comme le sous-préfet en France, et le Tao fut supprimé par le Gouvernement de Nankin.

D) *Le Sun* (province). — La création des provinces date de la dynastie des Yuan. Mais ce fut d'abord un système provisoire. Avec les dynasties Ming et

Tsing, la province prit le nom de circonscription locale et il en fut ainsi jusqu'à nos jours.

En 1911, la Chine métropolitaine comptait 18 provinces auxquelles il fallait ajouter 3 provinces mandchouriennes et une province de Singkiang (Turkestan chinois), en tout 22 provinces et les autres régions dites « spéciales ».

Depuis 1911, il en a été créé de nouvelles. On en compte aujourd'hui 28, dont 22 d'avant 1911, plus les provinces de Jehol, Su-Yan, Tchahar, Si-Kiang et Ching-Hai, ainsi que deux régions dites « spéciales » (Mongolie et Thibet).

Section II

L'Histoire de l'ancien système local depuis les Ching aux Tsing (240 av. J.-C.-1911)

Cet ancien système local a commencé avec l'abolition de la féodalité en Chine qui fut remplacée par le Thuin et le Hsien.

§ I. — LE SYSTÈME LOCAL SOUS LA DYNASTIE DES CHING ET DES HAN.

A) *Ching*. — Cet événement se place sous le règne de Ching. Sans doute, depuis la dynastie des Ching jusqu'à nos jours, la circonscription administrative locale s'est modifiée de temps en temps, mais le Hsien est toujours resté à la base du système local. Du temps des Ching, bien que le Hsien soit sous le contrôle du Thuin, c'est au gouvernement central qu'il apparte-

nait de nommer et de révoquer le chef du Hsien. Le Hsien était donc en fait directement placé sous l'autorité du Gouvernement central et non sous celle du Thuin. Le Thuin avait son chef (Sho) ayant autorité sur la population civile, un sous-chef (Tchen) qui aidait le premier, un officier (Vey) pour les questions militaires, et enfin un inspecteur chargé du contrôle.

L'administration, l'armée et la justice étaient des administrations distinctes l'une de l'autre.

A l'égard du Gouvernement central, ils partageaient les responsabilités du contrôle sur les fonctionnaires inférieurs et la population, et pour les divers Hsiens, ils étaient des auxiliaires de l'administration civile. Le système administratif local à deux échelons date de cette époque.

B) *Han*. — Sous les Han, après la mort de l'empereur-soldat WOU (1140-88 av. J.-C.), on divisa le pays en 13 « Chows » dotées d'un chef. En réalité, les Hsiens et les Thuins subsistèrent et le chef politique du Chow eut pour mission de contrôler les chefs des Thuins, sans agir directement sur la population civile.

Toujours sous les Han, sous les règnes des empereurs AN et LING (147-189), le Gouvernement central était désorganisé et très affaibli. Partout il y avait des rebelles. Des Chows et des Thuins étaient aux mains des rebelles. Pour remettre de l'ordre, deux ministres, MM. LIEU YEN et LIEU Yü, furent envoyés et nommés chefs de Chows. A la suite de cette circonstance, les fonctions du chef du Chow

s'amplifièrent: il devint le grand chef de l'administration locale.

§ II. — LE SYSTÈME LOCAL SOUS LA DYNASTIE
DE TSIN, DES TANG ET DES SONG

A) *Tsin*. — Sous la dynastie des Tsin (265-419), on divisa le pays en 19 Chows ayant chacun son chef politique. En plus, en dehors du territoire de ces 19 Chows, on en créa encore 156, mais bien que portant le même nom, ces unités administratives étaient beaucoup plus petites que les premières.

Depuis, sous les dynasties des Sud, des Nord, des Sui (2), des Tang, on changea souvent le nom de Chow en Thuin ou de Thuin en Chow. Mais le Hsien ne subit aucun changement.

B) *Tang*. — En 624, sous la dynastie des Tang, on divisa le pays en 15 « *parties* » et en 733, à la même époque, on substitua 10 « *Taos* » à ces 15 « *parties* ». Ces circonscriptions territoriales se superposaient aux Chows et aux Hsiens, et étaient sous les ordres d'un « officier-inspecteur » chargé de veiller au respect des lois. Dans les Taos des frontières, on trouvait un « général » chargé de veiller à la sécurité extérieure. Ce général avait le plus haut grade et n'avait ni attributions civiles, ni celles des inspecteurs des autres Taos. Tout d'abord le Tao

(2) Après la dynastie des Tsin (265-414), la Chine était divisée en dynasties du Sud et du Nord. Les dynasties du Sud étaient, l'une après l'autre, Song, Chi, Liang et Tchen; les dynasties du Nord étaient, l'une après l'autre, Vey du Nord, Chi du Nord et Chow du Nord. Enfin la dynastie des Sui unit la Chine.

ne se montra pas capable d'administrer les Hsiens et les Chows ou les Thuins, et ce n'est qu'après le moyen âge des Tang que les Chows et les Hsiens se soumirent en fait à l'autorité du Tao. Le général du Tao cumulait les autorités militaire, civile et financière. Il assurait un rôle formidable et était un personnage considérable, si bien qu'il y eut des révoltes, celles de AN-LO-SHANG et de SZE-SZE-MING (3), et la dynastie des Tang ne résista pas à ces assauts.

C) *Song*. — Elle fit place à la dynastie des Song (960-1276); l'empereur n'ignorait pas les causes de la faiblesse et de la ruine des Tang, et il réorganisa le système local en rétablissant le chef du Chow sous l'autorité directe du Gouvernement central. Les chefs des Chows étaient choisis parmi les fonctionnaires du Gouvernement central, et lorsqu'un premier ministre démissionnait, on l'envoyait diriger un Chow. En 977 (sous Song), on divisa le pays en 15 «Lous», puis en 1086 (sous Song), on procéda à une redivision du pays en 24 «Lous». Au début de la dynastie des Song, le « Lou » était comme le Tao à l'époque Tang. Les fonctionnaires qui dirigeaient les Lous n'avaient pas d'autorité directe sur le peuple. Ces fonctionnaires étaient au nombre de quatre et se partageaient les attributions suivantes: 1° l'armée; 2° la justice; 3° le trésor; 4° le service de l'empereur. Cha-

(3) Le premier était grand général de l'empereur Ming, de la dynastie des Tang. En 755, il se révolta contre l'empereur et se fit l'empereur. En 757, il fut tué par son fils. Le deuxième était complice du premier; après la mort de AN-LO-SHANG il avait tué le fils de celui-ci et se fit l'empereur. Enfin il avait été tué par son fils.

cun exerçait son autorité sur les fonctionnaires ressortissant de ses attributions qui se trouvaient dans les Hsiens et les Fous ou les Chows.

§ III. — LE SYSTÈME LOCAL SOUS LA DYNASTIE
DES YUAN, DES MING ET DES TSING

A) *Yuan*. — Dans le système local, la province était la division supérieure au Hsien et au Chow ou Fou. La dynastie des Yuan divisa les provinces en province centrale (une seule) et provinces ordinaires. La première était au centre du pays et elle était en même temps un instrument de politique générale, mais aux ordres d'un chef ayant rang de premier ministre. Les deuxièmes étaient au nombre de onze. Généralement, la province contrôlait les Lous, le Lou contrôlait les Fous et les Chows, et le Fou ou le Chow contrôlait les Hsiens. Parfois, le Lou contrôlait les Hsiens. Ces différences s'expliquent par le fait qu'il y avait de grandes différences entre les Lous à l'époque Yuan. Le grand Lou correspondait à peu près à la province actuelle, quant au petit Lou, il n'était grand que comme le Fou. Le chef politique de la province ordinaire cumulait les fonctions militaires, judiciaires, fiscales et le service de l'empereur, tout comme les chefs des Lous sous la dynastie des Song. Mais il n'avait pas d'administration directe de la population civile.

B) *Ming*. — Au début des Ming, le système des provinces subsiste d'abord, puis les provinces furent

supprimées dans toute la Chine, et treize « administrateurs » furent nommés qui dirigèrent chacun un territoire d'une dimension intermédiaire entre celle du Lou à l'époque Song et celle de la province à l'époque Yuan. Cet administrateur était un officier et, sur son territoire, il était un peu comme le ministre de la province ordinaire des Yuan. Mais, à côté de lui, il y avait un chef de l'armée et un autre de la justice. C'était ce qu'on appelait les « trois administrateurs ». Bien que la suprématie de l'administrateur politique sur les Fous et les Chows donne à sa circonscription l'allure d'une circonscription locale, on ne peut toutefois intégrer cette unité dans le système administratif local, car cet administrateur n'avait qu'un pouvoir de contrôle sur les agents qui lui étaient subordonnés. D'ailleurs des « inspecteurs mobiles » partageaient son rôle de contrôle et le centre de l'administration locale restait encore dans les Chows et les Hsiens.

Le système administratif local était donc encore à deux échelons (Hsien et Fou ou Chow). Au moyen âge de la dynastie Ming, les pouvoirs des généraux des régions ont été augmentés, parce que ces fonctionnaires avaient réprimé les révoltes.

Les « administrateurs » ont passé sous l'autorité des généraux. Mais la fonction de général était provisoire, et le territoire de ces généraux n'ayant pas été fixé, ne peut non plus figurer dans le système administratif local.

C) *Tsing*. — Au début de la dynastie des Tsing, le système de la province, adopté par les Ming, fut

conservé avec l' « administrateur » et l' « administrateur de la justice ». En outre, on créa les fonctions de divers officiers (Tao) de l'impôt, du sel et de la justice. L'empereur KIANG-SI (1662-1721) fit, des généraux résidant dans les provinces, des fonctionnaires officiels et leurs fonctions furent fixées, leur rôle consistant à diriger l'armée et à contrôler les agents locaux.

La province devenait donc une circonscription supérieure au Hsien et au Fou ou Chow. Le système local à trois échelons se réalisait.

Section III

L'ancien système municipal de la dynastie des Chow (1134-247 av. J.-C.)

Le système municipal, en Chine, avant la dynastie des Chow, est très difficile à étudier à cause du peu de matières. Depuis Chow, d'après le « Chow-Li », l'ouvrage politique le plus ancien et le plus complet de l'ancienne Chine, le système municipal était parfait au point de vue historique. A ce moment-là, établir une ville était aussi important qu'établir un état, la ville était la base de l'État. Les administrateurs municipaux étaient contrôlés par un haut fonctionnaire dit « fonctionnaire de terre » qui dirigeait les civils comme le ministre de l'Intérieur actuel. Ceci étant dit, nous allons étudier : 1° les fonctions municipales sous la dynastie des Chow ; 2° des interdictions municipales de cette dynastie, et 3° les traits spéciaux du système municipal de cette dynastie.

§ I. — LES FONCTIONS MUNICIPALES
DE LA DYNASTIE DES CHOW

1° *La fonction de l'officier qui est chargé de créer la ville et l'Etat.* — NEW-JÉ.

2° *Fonction du maire général.* — SZE-SZE dirigea les affaires de la ville comme administrateur, l'éducation, la politique, les punitions, les mesures et les différentes interdictions; il pouvait :

- a) Diviser la circonscription de la ville;
- b) Distinguer les marchandises falsifiées des marchandises naturelles, et fixer le prix des objets;
- c) Interdire par décret les objets de luxe;
- d) Frapper et émettre la monnaie;
- e) Fixer les prix des objets et les équilibrer;
- f) Etablir la confiance par le crédit et empêcher les conflits entre les habitants;
- g) Employer les inspecteurs pour empêcher les fraudes et les escroqueries du peuple;
- h) Interdire et punir les malfaiteurs et les bandits;
- i) Acheter les marchandises qui ne pouvaient pas être vendues, et les prêter à celui qui en avait besoin.

3° *Fonctions des officiers du commerce.*

a) SZE-GEN contrôlait les marchandises, les habitants, les animaux domestiques, les armes, les objets de luxe, vérifiait les contrats entre les habitants, et rendait la justice dans les conflits commerciaux ou les affaires litigieuses;

b) KOU-SZE, adjoint au maire général, vérifiait la qualité et équilibrait la demande et l'offre des marchandises, et balançait les prix des objets;

c) CHUNG-FOU dirigeait la régie municipale, les cours de l'argent (monnaie) et en prêtait aux habitants;

d) Le chef du district de la ville contrôlait les règlements de la ville, distinguait et groupait les marchandises d'après l'offre et la demande, et les balançait.

4° Fonctions des officiers de la sûreté publique.

a) SZE-TEZ assurait l'exécution des ordres municipaux, interdisait les bagarres et les révoltes, les conflits se produisant à l'entrée et à la sortie de la ville, défendait de boire et de manger ensemble dans la rue; si l'on contrevenait à la loi, on pouvait être tué par l'officier nommé ci-dessus;

b) SZE-GI, c) Sü, d) CHING-PO-MING étaient tous trois des officiers de la sûreté publique municipale;

e) PING-SZE contrôlait la sûreté de la rivière, de la ville, comme la police marine actuelle;

f) SZE-WOU-SZE assurait le service de nuit de la ville;

g) SZE-SZE dirigeait le service des incendies.

5° Fonctions des chefs des finances municipales.

a) CHIENG-JEN surveillait les recettes de la ville;

b) SZE-KWANG contrôlait l'octroi; si les marchan-

dises ne passaient pas par l'octroi, il les confisquait et imposait une amende;

c) SZE-MENG dirigeait la fermeture, l'ouverture des portes (de la ville), vérifiait les marchandises à leur entrée et à leur sortie.

6° *Fonctions des officiers de la salubrité publique municipale.*

a) ET-LOU-SZE s'occupait des réparations et du nettoyage de la rue, de la plantation des arbres dans les rues, et contrôlait les autres règlements concernant les rues de la ville;

b) LA-SZE dirigeait l'enterrement des morts, pompes funèbres actuelles;

c) YOUNG-SZE s'occupait des égouts municipaux.

§ II. — LES INTERDICTIONS MUNICIPALES SOUS LA DYNASTIE DES CHOW

Les interdictions municipales, sous la dynastie des Chow, étaient assez intéressantes. En voici quelques exemples.

Il était interdit:

1° De vendre le jade et l'or dans les magasins;

2° De vendre les habits et les voitures de cérémonie dans la ville;

3° De vendre les instruments des cérémonies;

4° De vendre les provisions des morts;

5° De vendre les armes;

6° De vendre les meubles, instruments, ustensiles quotidiens s'ils n'étaient pas bien exécutés;

7° De vendre les voitures de l'armée si elles n'étaient pas bien construites ;

8° De vendre les tissus et les soies s'ils n'étaient pas d'une mesure déterminée ;

9° De vendre les objets avec de mauvaises couleurs criardes ;

10° De vendre les bois s'ils n'étaient pas bien coupés ;

11° De vendre les céréales et les fruits s'ils n'étaient pas mûrs ;

12° De vendre les volailles, les animaux et les poissons s'ils n'étaient pas bien tués.

§ III. — LES PARTICULARITÉS DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE SOUS LA DYNASTIE DES CHOW

Au point de vue historique, nous pouvons savoir que l'administration municipale, sous la dynastie des Chow, était presque parfaite. Nous allons parler de ses particularités.

1° Les marchandises devaient être vérifiées par les administrateurs, et on les interdisait si elles étaient contraires aux bonnes mœurs ou à la sécurité publique, ou bien si elles étaient falsifiées ;

2° Le contrat du commerce était formulé d'une certaine manière et était inscrit chez les administrateurs. Les administrateurs municipaux pouvaient rendre la justice en cas de conflit commercial, le plaideur avait certains jours prescrits ; s'il dépassait ces jours fixés, le plaidoyer était annulé ;

3° Les administrateurs municipaux, suivant les cas, pouvaient intervenir dans la fixation des prix des objets et les balancer. L'administrateur pouvait acheter des denrées qui ne se vendaient pas bien sur le marché, et les vendre aux autres. C'était un moyen de développer le commerce;

4° L'administrateur municipal pouvait prêter de l'argent au peuple en recevant quelque pourcentage. En outre, il était interdit de prêter de l'argent à hauts intérêts;

5° Il y avait différents administrateurs, comme la police et les gardes municipaux pour la sécurité publique;

6° Il y avait le système de percevoir les droits d'octroi ou non (voir *b*, § 1, 5°); en outre, lorsqu'il y avait une catastrophe, les droits d'octroi étaient supprimés;

7° Il y avait les administrateurs particuliers qui dirigeaient les travaux municipaux, par exemple, la construction, les réparations, le nettoyage des rues, la plantation des arbres dans la rue, les réparations des murs d'enceinte, etc...;

8° Il y avait un hôtel public, pour recevoir les étrangers; sur les routes nationales, tous les 10 kilomètres, il y avait une maison où l'on pouvait demander des provisions; tous les 30 kilomètres, il y avait une station où l'on établissait un hôtel public; tous les 50 kilomètres, il y avait un établissement public où il y avait *des provisions*.

Section IV

Les systèmes municipaux des dynasties qui suivirent les Chow jusqu'à celle des Tsing.

La dynastie des Chow fut l'âge d'or de l'ancien système municipal en Chine. Après elle, dans les dynasties qui se succédèrent, il n'y eut pas grand développement en ce qui concerne le système municipal. Nous allons maintenant donner quelques détails sur ce système.

§ I. — LES CAPITALES SOUS LES DYNASTIES DES CHING JUSQU'AUX TSING

Pendant la dynastie des Ching, la capitale, Chang-An (4), fut une ville florissante, car l'empereur de cette dynastie fit venir tous les riches du pays pour habiter la capitale. Pendant celle des Han, la capitale fut la même que celle des Ching, dans laquelle il y avait trois magistrats :

1° CHANG-AN-LING dont la fonction était à peu près celle de chef des Thuin et Hsien, il dirigeait les civils qui lui appartenaient et surtout l'administration municipale de la capitale, à peu près comme le préfet de la Seine pour Paris.

2° TSE-CHING-WOU dirigea et contrôla la sécurité publique de la capitale, un peu comme le préfet de police aujourd'hui.

(4) Ancienne capitale chinoise; capitale actuelle de la province de Chen-Si.

3° SZE-LI-SHO-TOU avait d'abord une fonction provisoire, ensuite elle fut définitive; il dirigea les affaires en dehors de la ville comme le chef du Chow. Dans les dernières années de l'empereur WOU (140-168 avant J.-C.), sa fonction fut celle d'un chef de police des armées (les gendarmes); il y avait toujours eu un conflit dans ses attributions avec le deuxième.

Dans les dynasties de l'Est Han (25-219), de Vey (220-264) et de Tsin (265-417), le chef de la capitale, malgré le changement de titre, avait toujours la même fonction. Parmi les dynasties ci-dessus, comme parmi les deux Han et les deux Song, le chef officier de la capitale joua un rôle très important. A l'époque des « six dynasties » (Wou 198-280, l'Est-Tsin 317-419, Song 420-477, Chi 479-501, Liang 502-556, Tchen 557-588), la fonction de chef de la capitale s'ajoutait toujours à la fonction du général; il ne s'intéressait jamais aux civils ni à l'administration de la ville. Pendant la dynastie des Tang (618-905), ce fut un chef de la capitale qui surveillait à la fois des fonctionnaires des Hsiens qui lui appartenaient. Pendant celle de Yuan et Ming, la fonction de chef de la capitale fut de s'occuper des fournitures officielles pour l'empereur. Sous Tsing, le chef fonctionnaire de Pékin fut un officier local qui administrait les régions en dehors de Pékin et aussi Pékin. D'abord la police de Pékin fut commandée par un général d'infanterie, ensuite le Gouvernement établit le ministère de la Police et la préfecture de police pour maintenir la sûreté et l'ordre public dans Pékin,

enfin le ministère de la Police changea de nom et devint ministère civil, et le préfet de police lui appartint.

§ II. — LA VILLE DE HANCHOW SOUS LA DYNASTIE
DE SONG DU SUD (1127-1276)

A cause de l'invasion de l'état de King (5), Song partit de sa capitale, Kaifong (capitale actuelle de la province de Ho-Nan) et se fixa à Hanchow (capitale actuelle de la province de Chekiang). Sous Song du Sud, dans la ville de Hanchow, il y avait un préfet de police pour sauvegarder la sécurité de la ville et du palais royal, quatre gardes (officiers) pour contrôler la fermeture et l'ouverture des portes de la ville. La cité se divisa en 15 districts dont chacun avait un chef et deux adjoints. Le chef de district de la ville dirigea le commerce des habitants. En outre, il y avait un autre fonctionnaire municipal moins important, il dirigeait l'inscription des naissances et des décès.

On divisa aussi la ville en 22 districts de police; ils n'étaient pas organisés comme les districts administratifs. La police comprenait les gardes du palais royal et les agents ordinaires.

(5) L'Etat de King (1126-1234) avait chassé le Song au sud de la rivière Yang-Tze; il avait le territoire des provinces mandchouriennes et celles du côté de la Rivière Jaune.

CHAPITRE II

L'HISTOIRE DU SYSTÈME LOCAL DEPUIS 1911

Section I

Le système local de 1911 à 1927

De 1911 à 1927, la plupart des provinces étaient sous le gouvernement de Pékin. Les subdivisions locales étaient de trois classes : la province, le Tao et le district ou la ville. Chaque province avait un gouverneur et un général résident. Quelquefois le général cumulait la fonction de gouverneur. Le gouverneur jouait un grand rôle, mais en réalité le général avait une influence politique très importante dans la province.

Au-dessus des provinces (soit de 2 à 3, 5, 7 jusqu'à 13) et au-dessous du Gouvernement central, il y avait des maréchaux dont la fonction était de veiller sur les armées des provinces qui étaient sous sa surveillance. Quelquefois il cumulait la fonction de général d'une province. Les généraux résidents étaient d'office sous son contrôle, ainsi que les gouverneurs. Mais c'était un système très vague. Entre la province et le district, il y avait le Tao, deuxième degré de

subdivision locale, au-dessus duquel était un chef, appelé Tao-Ying. Au-dessous du Tao, c'était le district avec son chef: il formait le premier degré de subdivision locale, il était sous le contrôle du Tao et à la fois sous celui de la province.

Maintenant nous allons étudier successivement :
1° la province; 2° le Tao et le district; 3° la ville.

§ I. — LA PROVINCE

Nous divisons ce paragraphe en deux parties: 1° le système provincial général, c'est-à-dire la plupart des provinces l'appliquaient; 2° le système provincial spécial de Hou-Nan, c'est-à-dire c'était la province de Hou-Nan qui l'appliquait.

I. — *Le système provincial général*

A) *L'organisation exécutive.* — D'après le système de 1914 et de 1916, le gouverneur était sous la direction directe du Président de la République. Bien que les divers ministres soient responsables dans la surveillance des indications données au gouverneur, celui-ci ne leur était pas subordonné. Même s'il y avait des attributions du gouverneur, elles concernaient les ministres pour lesquels le gouverneur devait établir un rapport, mais ce n'était qu'une obligation de rendre compte. Quant aux attributions du gouverneur, elles étaient:

1° La direction de l'administration provinciale. Le gouverneur était le chef de sa propre province, à l'exception des administrations des P.T.T., des che-

mins de fer, du sel, de la douane, de la justice et des services étrangers en établissant les organes spéciaux sous la direction du Gouvernement central, il dirigeait toutes les autres administrations.

2° La publication des arrêtés provinciaux. Le gouverneur, d'après ses attributions ou d'après une autorisation spéciale du Gouvernement central, avait le pouvoir de publier les arrêtés provinciaux qui ne pouvaient pas contredire les lois et les règlements d'Etat.

3° Le pouvoir de requérir la force armée. Le gouverneur avait le droit de contrôler les troupes provinciales, comme moyens d'appuyer l'administration. S'il y avait un danger extraordinaire, que les forces des garnisons provinciales ne pouvaient pas défendre ou réprimer, il pouvait s'adresser aux chefs des troupes et de la marine nationales pour obtenir du secours.

4° Le contrôle sur les organes locaux inférieurs. Si le gouverneur considérait que les arrêtés ou les dispositions de ses organes subordonnés étaient contraires aux lois et nuisibles aux intérêts généraux, ou excédaient leurs pouvoirs, il pouvait les suspendre ou les annuler.

5° Le contrôle des fonctionnaires. Si le gouverneur considérait que ses fonctionnaires locaux devaient être sanctionnés ou récompensés, il pouvait s'adresser directement au Président de la République pour obtenir satisfaction.

Les attributions indiquées ci-dessus étaient les attributions générales du gouverneur. D'ailleurs, il y en avait de spéciales, c'étaient: 1° Le contrôle sur les finances. Le gouverneur, sur l'autorisation spé-

cial du Gouvernement central, contrôlait les finances de toute la province. Il avait la direction des impôts, des recettes, des dépenses, du contrôle sur les agents financiers, et des nominations, des révocations, des sanctions et des récompenses. 2° Le contrôle de l'administration judiciaire. Le gouverneur, avec l'autorisation du Gouvernement central, contrôlait l'administration judiciaire. Il avait le droit de contrôler les finances judiciaires et de surveiller les magistrats. Les nominations et les révocations, les sanctions et les récompenses des juges et des directeurs de prison du district étaient faites par le gouverneur sur la demande du Président de la Cour provinciale (1), et enfin enregistrées par le ministre de la Justice. Le gouverneur pouvait, après la vérification des infractions des inspecteurs, d'abord ordonner au président de la Cour provinciale la révocation, puis demander ensuite au Président de la République une sanction, et enfin faire enregistrer par le ministre de la Justice. 3° Les contrôles sur les organes spéciaux (2) d'après les règlements des organes spéciaux ou avec autorisation des ministres intéressés, le gouverneur avait le droit de contrôle sur les organes spéciaux de sa province.

L'agent le plus important du gouverneur était le

(1) C'est le tribunal le plus haut de la province, mais il est au-dessous de la Cour de Cassation.

(2) On les appelle organes spéciaux parce qu'ils appartenaient aux différents ministères, mais en même temps étaient placés sous le contrôle du gouverneur, comme le département des Finances appartenait au ministre des Finances, le département de l'Instruction au ministre de l'Instruction. Mais tous les deux à la fois étaient sous le contrôle du gouverneur.

chef du département politique. Dans ce département, il y avait les sections suivantes: 1° section générale; 2° section de l'intérieur; 3° section de l'industrie; 4° section d'éducation.

B) *L'organisation législative.* — Le droit d'élire et d'être élu du peuple chinois commença en 1908, sous la dernière dynastie des Tsing. A cette date, l'empereur KWANGSU publia les règlements du Conseil provincial qui était l'organe législatif de la province. Les règlements du Conseil provincial comprenaient plus de 60 articles (voir la 2° page et la suite des lois et règlements nouveaux du Kwangsu).

Les points importants de ces règlements étaient au nombre de trois: 1° Les conditions, pour être électeur, étaient très sévères; les gens qui profitaient du droit d'élire devaient être: a) bourgeois; b) avoir fini leurs études de lycée; c) être choisi par le fonctionnaire local; d) être anciens fonctionnaires ou officiers; e) avoir un patrimoine d'environ 5.000 dollars. 2° Les conflits entre le Conseil et le général résidant étaient résolus par l'assemblée provisoire. 3° Le général résidant pouvait demander la dissolution du Conseil à l'Empereur.

L'organisation législative provinciale de 1911 à 1927 était: *le Conseil provincial.*

Le Conseil provincial était l'organisation législative dans une province, et en même temps il exécutait un contrôle sur le gouverneur; ses attributions étaient:

1° Voter le budget et le rapport financier de la province;

2° Voter les lois et les règlements pour la province;

3° Contrôler les fonctionnaires de la province.

L'élection du conseiller provincial était à deux degrés (3). Les candidats étaient proportionnels à la population. Généralement, un district avait le droit d'élire un ou deux conseillers, selon sa population. La durée du mandat du Conseil était de trois ans.

Il y avait un président et un vice-président, élus par les conseillers.

Les relations ordinaires entre le Conseil et le gouverneur étaient à peu près les mêmes qu'entre la Chambre des Députés et le Gouvernement central. Mais la dissolution du Conseil provincial devait être faite avec l'autorisation du Gouvernement central.

II. — *Le système provincial de Hou-Nan de 1922*

Le système provincial du Hou-Nan était tout à fait différent de celui des autres provinces. D'après la constitution de cette province, l'organisation provinciale se divisait en deux parties: 1° l'organisation exécutive; 2° l'organisation législative.

A) *L'organisation exécutive.* — L'administration provinciale était dirigée par le gouverneur et le Comité provincial. Nous allons étudier successivement:

(3) D'après la constitution du 10 octobre 1923, l'élection du conseiller était directe. Mais cette constitution n'a jamais été appliquée.

a) *Le gouverneur.* — 1° *L'élection du gouverneur.*

— Le gouverneur était élu par la majorité des citoyens de toute la province et parmi les quatre candidats élus par le Conseil provincial. Tout citoyen de cette province, ayant 35 ans et y demeurant depuis plus de cinq ans, pouvait être éligible comme gouverneur. Si un militaire était élu comme gouverneur, il devait démissionner en tant que militaire.

2° *Le mandat du gouverneur.* — La durée du mandat était de quatre ans, il pouvait être réélu quatre ans après l'expiration de son mandat. La prochaine élection du gouverneur devait avoir lieu trois mois avant l'expiration du mandat du gouverneur en fonction. Avant l'expiration de son mandat, il pouvait être révoqué par un plébiscite de citoyens, sur la proposition du Conseil provincial. Mais cette proposition devait être établie par le vote des deux tiers des conseillers présents par les deux tiers de la totalité des conseillers. Après l'établissement de la proposition, le gouverneur devait cesser d'exercer ses pouvoirs. Si le plébiscite avait une majorité pour la proposition du Conseil provincial, le gouverneur devait démissionner. Au contraire, c'est-à-dire si le plébiscite avait une majorité contre la proposition du Conseil provincial, le gouverneur reprenait ses fonctions, et le Conseil devait être dissous. Si le gouverneur devait quitter son poste ou était empêché de remplir ses fonctions, c'était le président du Comité provincial qui le remplaçait jusqu'au jour où le nouveau gouverneur entra en fonctions. Le gouverneur devait quit-

ter son poste le jour de l'expiration de son mandat. Si à ce moment-là l'élection du nouveau gouverneur n'avait pas encore eu lieu, ou si elle avait eu lieu, mais que celui-là ne soit pas encore en fonction, le président du Comité le remplaçait provisoirement.

D'après l'article 55, les attributions du gouverneur consistaient à :

- 1° Publier les lois et les règlements ;
- 2° Diriger et contrôler les troupes de toute la province ;
- 3° Nommer et révoquer les fonctionnaires et les officiers de la province ;
- 4° Déclarer l'état de siège avec l'approbation du Conseil provincial en cas de révoltes intérieures ou d'invasion extérieure. Pendant l'intervalle des sessions du Conseil provincial, la déclaration de l'état de siège devait avoir l'approbation de la Commission provinciale (4) et enfin être réapprouvée par le Conseil provincial ;
- 5° Convoquer la séance extraordinaire du Conseil provincial.

Quand le gouverneur remplissait ses fonctions, il était obligé d'avoir les contreseings du président du Comité et du commissaire intéressé.

b) *Le Comité.* — 1° *L'organisation du Comité.* — Le Comité avait sept bureaux : l'intérieur, les finances, l'éducation, l'industrie, la justice, les affaires

(4) C'était un organe des représentants du Conseil provincial de Hou-Nan qui se réunissait dans l'intervalle des sessions du Conseil provincial, comme la Commission départementale pour le Conseil général en France.

étrangères et l'armée. Le Comité était organisé par les sept chefs des bureaux; en même temps ceux-ci étaient commissaires provinciaux. Les chefs du bureau étaient nommés par le gouverneur parmi les deux candidats élus par le Conseil pour chaque bureau.

Le président du Comité était d'abord élu par les commissaires et parmi eux, et enfin nommé par le gouverneur. Si le commissaire quittait sa fonction, le nouveau commissaire devait être élu par le Conseil provincial dans le délai de dix jours à partir du moment où le premier quittait sa fonction. Pendant l'intervalle des sessions, l'élection du nouveau commissaire devait avoir lieu dans le délai de dix jours depuis la première séance de la session. En outre, s'il y avait une démission du commissaire pendant l'intervalle, le gouverneur pouvait nommer provisoirement un nouveau commissaire.

2° *La conférence politique du Comité.* — Le président de cette conférence était d'office le président du Comité; les commissaires s'y présentaient. On discutait le projet de l'administration et les conflits des attributions entre les divers bureaux. Ils étaient responsables devant le Conseil provincial. Les décisions de cette conférence devaient être rapportées au gouverneur par le président. En cas de besoin, le gouverneur pouvait y présider.

3° *La responsabilité des commissaires.* — Le président et les commissaires intéressés devaient contre-signer les arrêtés et les actes du gouverneur. Si les

commissaires ensemble, ou si un seul commissaire, avaient perdu la confiance du Conseil provincial, ils devaient démissionner. En outre, le gouverneur pouvait révoquer le commissaire si ce dernier avait manqué à ses fonctions ou violé les lois.

B) *L'organisation législative*

1° *L'organisation*. — Le nombre total des conseillers provinciaux était proportionnel à la population. Il y en avait un par 200.000 habitants. Mais si le district avait moins de 200.000 habitants, il pouvait quand même en avoir un. Le citoyen, ayant 25 ans, pouvait être élu conseiller, à moins qu'il ne soit dans les conditions suivantes: 1° militaire en service actif; 2° fonctionnaire en fonction; 3° curé en fonction; 4° étudiant à l'école.

La durée du mandat de conseiller était de trois ans. Le Conseil avait un président et deux vice-présidents, élus par les conseillers et parmi eux. Le Conseil avait deux sessions ordinaires par an, chaque session durait deux mois, mais en cas de besoin, elle pouvait être prolongée d'un mois. Pendant l'intervalle des sessions, on établissait la Commission provinciale. La séance extraordinaire pouvait être révoquée pour un délai d'un mois sur la proposition d'un tiers des conseillers ou sur celle du gouverneur.

2° *Les attributions*. — Le Conseil provincial avait les attributions suivantes: 1° discuter et voter les lois provinciales; 2° voter le budget et le rapport financier; 3° élire les fonctionnaires; 4° recevoir les

demandes du peuple; 5° faire une interpellation au Comité provincial; 6° voter la méfiance à l'égard de l'un ou de l'ensemble des conseillers; 7° contrôler le gouverneur, en cas d'attentat contre la province, de détournement ou de forfaiture; 8° contrôler le président de la Cour provinciale et le président de la Cour des Comptes; 9° contrôler tous les fonctionnaires provinciaux.

3° *La garantie.* — Les conseillers n'étaient pas judiciairement responsables de leurs paroles en dehors du Conseil. Les conseillers, pendant la séance, ne pouvaient pas être saisis, questionnés et enfermés judiciairement sans l'autorisation du Conseil, sauf en cas de flagrant délit.

4° *La révocation du conseiller.* — La circonscription électorale pouvait révoquer son conseiller, si elle n'avait plus confiance en lui. La révocation avait lieu par plébiscite, avec la majorité absolue, sur la proposition d'un centième des citoyens de cette circonscription.

5° *La dissolution du Conseil.*

Le Conseil provincial pouvait être dissous par la majorité absolue du plébiscite de la province sur une des propositions suivantes:

a) La proposition de 1/100° des citoyens de la province;

b) La proposition de plus de la moitié des Conseils des districts de la province;

c) La proposition de la totalité des commissaires du Comité.

D'ailleurs, la proposition de dissolution était envoyée au plébiscite par le gouverneur. A partir du jour de la dissolution du Conseil, dans un délai de trois mois, le nouveau Conseil devait être convoqué. Du reste, le Conseil ne pouvait pas être dissous deux fois par an.

§ II. — LE TAO ET LE DISTRICT

Nous divisons le paragraphe en trois parties :

1° Le Tao ; 2° le système général du District ; 3° le système spécial du District de la province de Hou-Nan.

Le Tao était le deuxième échelon des subdivisions locales. Chaque Tao comprenait une dizaine de districts. Chaque province comprenait de six à dix Taos. Dans le Tao, il n'y avait pas d'organisation législative, il n'y avait qu'un chef administratif. C'était Tao-Ying. Il était nommé par le Président de la République, sur la proposition du gouverneur dont les attributions étaient :

1° *L'administration du Tao.* — Le Tao-Ying était sous le contrôle du gouverneur dirigeant l'administration de son Tao ;

2° *La publication des arrêtés.* — Le Tao-Ying, dans son Tao, d'après ses attributions ou avec une autorisation spéciale, pouvait publier les arrêtés ;

3° *Le contrôle et la mobilisation des troupes provinciales.* — Le Tao-Ying pouvait contrôler et mobiliser les troupes locales ;

4° Le droit de requérir la force armée, en cas d'incident extraordinaire ou d'après les besoins de la nécessité de défense; en principe, il fallait demander l'aide des chefs d'armée par l'intermédiaire du gouverneur, mais en cas de presse, le Tao-Ying pouvait les demander directement;

5° *Le contrôle sur la Sous-Préfecture.* — Si le Tao-Ying considérait que les arrêtés ou les dispositions du sous-préfet étaient contraires aux lois et aux intérêts généraux, ou dépassaient leur pouvoir, il pouvait les suspendre ou les annuler; à l'égard du gouverneur il n'y avait qu'une obligation, c'était d'établir un rapport;

6° *Le contrôle sur le sous-préfet.* — Le contrôle sur les fonctionnaires et sur les organes était différent; le Tao-Ying ne pouvait pas directement prendre une décision, il devait avoir l'autorisation du gouverneur. Les récompenses et les sanctions du sous-préfet étaient faites par le Tao-Ying. Lorsqu'il y avait un incident en l'absence du sous-préfet, le Tao-Ying avait le droit de choisir des candidats sous-préfets, mais le droit de décision appartenait au gouverneur. En plus du droit de remplacement provisoire du sous-préfet, le Tao-Ying avait le droit de le nommer. Tels étaient les pouvoirs généraux du Tao-Ying. Il y avait, en outre, les pouvoirs spéciaux, par exemple, les contrôles des finances, de l'administration judiciaire et autres organes spéciaux. Ces pouvoirs sont confiés par le gouverneur, ou établis d'après les règlements des organes spéciaux. En un

mot, ce n'étaient pas les attributions propres du Tao-Ying. Les agents du Tao-Ying étaient nommés par ce dernier. Quant au nombre des agents, il était fixé par le gouverneur.

II. — LE SYSTÈME GÉNÉRAL DU DISTRICT

Nous traitons ici deux questions :

A) L'organisation exécutive ;

B) L'organisation législative.

A) *L'organisation exécutive.*

Le district était la subdivision première, il appartenait au Tao, et avait un sous-préfet. Les attributions du sous-préfet étaient les mêmes que celles du Tao-Ying, mais dans les limites du district. Les sous-agents du district étaient nommés par le sous-préfet. Mais le nombre des sous-agents était fixé par le gouverneur sur la demande du Tao-Ying. Pour le peuple, le chef du district était l'administrateur direct. Ses relations avec le peuple étaient très étroites. En outre, d'après les lois autonomes du district de 1919, les articles 35 et 36, chaque district établissait un Conseil, dont les membres étaient un président et de 4 à 6 conseillers ; le président cumulait la charge de sous-préfet. C'était le chef du district, à la fois fonctionnaire public et chef de l'organe autonome local.

B) *L'organisation législative.*

Le Conseil du district était l'organisation législative et, en même temps, il exécutait un contrôle sur

le sous-préfet comme le Conseil provincial pour le gouverneur. Ses attributions principales étaient :

1° Voter le budget et le rapport financier du district;

2° Voter les lois et les règlements spéciaux pour le district;

3° Exécuter un contrôle sur le sous-préfet et les sous-agents du sous-préfet.

L'élection du conseiller du district était à deux degrés. Les candidats étaient proportionnels à la population de chaque canton. Il y avait un président et un vice-président élus par les conseillers comme ceux du Conseil provincial. Le Conseil pouvait faire une interpellation au sous-préfet et le sous-préfet pouvait se présenter. La dissolution du Conseil du district devait être faite avec l'autorisation du gouverneur.

III. — LE SYSTÈME DU DISTRICT DE LA PROVINCE DE HOU-NAN.

D'après la constitution provinciale de Hou-Nan, les subdivisions n'avaient que les districts et les villes. Il n'y avait pas de Tao. Le district était une circonscription administrative. Nous en allons étudier les deux parties : A) l'organisation exécutive; B) l'organisation législative.

A) *L'organisation exécutive.*

Le chef de l'organisation exécutive était le sous-préfet. Il dirigeait l'administration provinciale concernant l'autonomie du district sous le contrôle du

gouverneur, en même temps, il contrôlait ses organisations inférieures. La nomination du sous-préfet se faisait dans les conditions suivantes : 1° Le Conseil du district élisait six candidats ; 2° Le plébiscite du district élisait deux parmi les six candidats ; 3° Le gouverneur nommait un parmi deux candidats. La durée du mandat du sous-préfet était de quatre ans, mais il pouvait être révoqué par le gouverneur en cas de manquement à ses fonctions et de violation des lois.

B) *L'organisation législative.*

Le Conseil du district était l'organisation législative. Le nombre des conseillers était établi d'après la population du district. Mais il ne devait pas être de moins de 16 conseillers et ne dépassant pas 50. Les conseillers étaient élus directement par les citoyens du district. Les attributions principales du Conseil de district étaient : 1° D'après les lois provinciales, voter les règlements spéciaux du district ; 2° Voter les dispositions du domaine public du district ; 3° Contrôler le sous-préfet et les fonctionnaires de ce dernier.

§ III. — LA VILLE

Nous divisons ce paragraphe en cinq parties.

1° Généralités historiques sur le système municipal de 1908 à 1928 ; 2° Le système municipal de 1911 réglé par le Ministère de l'Intérieur de Pékin ; 3° Le système municipal de 1921 pour la ville de Kwang-

chow; 4° Le système municipal de la province de Hou-Nan; 5° Le système municipal de 1925 des villes de Changhaï et de Wou-Song.

I. — *Généralités historiques sur le système municipal de 1908 à 1928.*

Le système autonome municipal en Chine commença depuis la 34^e année (1908) de l'empereur KWANG-SU par la publication des règlements de Tchen (cité du district), Chen (petite ville) et Schang (village) il y a deux degrés dans l'autonomie, le Tchén et le Chen ou Shang, c'est-à-dire la cité du district et la petite ville ou le village, la petite ville et le village étaient sur le même pied sous le contrôle d'un district. L'organisation se divisait en deux parties: 1° la législation, et 2° l'exécution. Le conseil municipal délibère sur la législation et le comité municipal dirige l'exécution. La première année du règne de POU-YI (1909), le gouvernement central publia les règlements autonomes de Pékin. Depuis la Révolution chinoise, on s'occupait toujours de réprimer les révoltes, l'autonomie locale ne put donc se développer, mais au mois d'octobre 1911, le Conseil de province de Kiangsou vota le règlement de la ville et du village, et le publia par le Général résident de cette province. C'est une copie de celui de la dynastie des Tsing. Il tomba en désuétude par le décret du Président de la République le 3 février (1914). Le 29 décembre 1924, le Ministère de l'Intérieur mit au point les « règlements d'essai de l'autonomie locale ». Le 14 avril 1915, le même organe publia les « Règle-

ments appliqués des règlements d'autonomie locale », mais en réalité, ils restaient sans application. Le 15 février 1921, le Gouvernement de la province Kwangtong publia les « règlements provisoires de la ville de Kwangchow (chef-lieu de province) sous le titre de « Système municipal du Comité ». Le Comité municipal jouait à la fois le rôle de législateur et d'exécuteur, c'était une grande différence avec le système précédent. Le 3 juillet 1921, le Ministère de l'Intérieur régla le « système de l'autonomie municipale » et le fit publier par le Président de la République. Par ce système la différence entre la ville dite « spéciale » et la ville dite « ordinaire » est fixée. On a adopté le système du maire et du Conseil municipal.

Le 18 novembre 1922, le Président de la République publia le règlement municipal de la ville de Tsing-Tao (dans la province Shangtong). Celui-là, à part quelques détails spéciaux, était établi suivant le « système de l'autonomie municipale » de l'année 1921. En octobre 1921, le gouvernement de la province de Chikiang publia les constitutions de cette province, d'après quoi, on distingua la ville spéciale et la ville ordinaire. La première devait être une ville commerciale et industrielle et avoir des habitants au moins au nombre de 150 mille. Elle était l'organe autonome, sous le contrôle direct du Gouvernement de la province. Elle avait son Conseil et son organe exécutif municipaux dont les membres sont élus par les habitants à condition d'avoir l'approbation du gouvernement de province. La deuxième devait être le chef-lieu du district, ou bien, être une ville commer-

ciale et industrielle et avoir au moins 10.000 habitants. Du reste, si une ville avait moins de 10.000 habitants, c'était un village. Les organisations de la ville ordinaire et du village sont réglées par les lois de province. En 1922, le gouvernement de la province de Hou-Nan publia sa constitution provinciale, elle a réglé l'autonomie de la ville et du village. D'après cette constitution provinciale toutes les villes de cette province se divisaient en trois classes. La ville de 1^{re} classe devait avoir au moins 200.000 habitants, elle avait un Conseil municipal, un Maire, et un Comité sous le contrôle direct du gouvernement provincial. La ville de 2^e classe devait avoir plus de 50.000 habitants et moins de 200.000, et était soumise aux mêmes règles que la première, mais sous le contrôle du Gouvernement du district. La ville de 3^e classe devait avoir plus de 5.000 habitants et moins de 50.000. La petite ville qui avait moins de 5.000 habitants devenait le village. L'organisation de la ville de 3^e classe et du village était réglée par les lois de la province, mais elle pouvait se régler d'après sa situation locale, son organisation, à condition d'avoir l'approbation du Conseil de province.

En 1925, le Gouvernement central reconnut les villes de Changhaï et de Wousong comme des ports commerciaux spéciaux, mais le gouverneur de la province de Kiangsou nomma le Comité chargé de préparer l'organisation des villes Wousong-Changhaï en faisant des règlements communs municipaux pour ces villes et en établissant la Mairie et le Conseil municipal. Mais ces règlements n'ont pas été ap-

prouvés par le Gouvernement central. Le 30 mai 1925, le président provisoire du Gouvernement central publia les instructions du système autonome de Wousong-Shanghai. En outre, à ce moment, dans les villes de Pékin, Tien-Tsin, Hankow, Moukden et Yuan-Nan, l'administration municipale était entre les mains des fonctionnaires nommés par le Gouvernement. Le 3 juillet 1928, le Gouvernement national publia les lois organiques des villes spéciales et ordinaires. C'était la première fois que la Chine avait des lois organiques uniques de la ville. En mai 1930, le Gouvernement national publia les nouvelles lois organiques municipales et supprima les titres de villes spéciales et ordinaires.

II. — *Le système municipal de 1921 réglé par le ministre de l'Intérieur*

Le 3 juillet 1921, le système d'autonomie municipale a été publié par le Président de la République, selon ce système l'organe d'autonomie municipale devait avoir ses circonscriptions anciennes. La population de la ville devait être au moins de 10.000 habitants, si elle était en dessous elle pouvait appliquer le système autonome du village. On divisa les villes en 1° villes spéciales; 2° villes ordinaires. Les premières étaient fixées par l'instruction du Président de la République ou en cas de besoin avec l'approbation et à la demande du ministre de l'Intérieur. Les deuxièmes étaient celles qui n'étaient pas comprises dans les autres. La ville était une personne morale sous la direction de son organe supérieur et dans la limitation des

lois et des règlements, elle dirigeait les affaires concernant l'autonomie municipale, c'est pourquoi elle pouvait aussi fixer les contrats publics et les règlements municipaux. Nous allons maintenant parler : *a)* du droit d'être électeur et d'être éligible ; *b)* de l'organe législatif ; *c)* de l'organe exécutif ; *d)* du Comité municipal ; *e)* du contrôle de la ville ; *f)* de la critique de ce système.

A) Le droit d'être électeur éligible. — Si les citoyens, âgés de 20 ans, habitant dans cette ville depuis plus d'un an, de nationalité Chinoise, remplissaient une des conditions suivantes ils pouvaient avoir le droit d'élection dans l'organe autonome municipal :

1° Ils devaient payer une contribution directe de plus d'un dollar par an ;

2° Ils devaient avoir un patrimoine meuble ou immeuble valant plus de 300 dollars ;

3° Ils avaient été ou devaient être fonctionnaires ou instituteurs ;

4° Ils devaient avoir fini leurs études à l'école primaire de 3^e année ou bien avoir quelque chose d'équivalent.

Quant à être éligible les conditions étaient plus sévères. Tous les habitants, étant de nationalité Chinoise ayant 25 ans, demeurant dans la même ville depuis plus de deux ans, et remplissant une des conditions suivantes pouvaient être élus :

1° Payer une contribution directe de plus de deux dollars chaque année ;

2° Avoir meuble ou immeuble. Valant plus de 500 dollars;

3° Avoir été ou être fonctionnaire ou instituteur plus d'un an;

4° Avoir fini ses études à l'école primaire de 6° année ou bien avoir une équivalence.

En outre, ne pouvaient ni élire, ni être élus:

1° Ceux qui étaient privés du droit public avant d'avoir été réhabilités;

2° Ceux sur qui on avait prononcé l'interdiction, ou la demi-interdiction, ou la faillite non encore liquidée;

3° Ceux qui ne pouvaient pas lire;

4° Les bonzes, les abbés et les autres professeurs en religion;

5° Les militaires en service actuel;

6° Les officiers locaux actuellement en service comme ceux de la police, de la justice, des finances, etc...

B) *L'organe législatif.* — Le Conseil municipal était l'organe législatif de la ville. La ville de moins de 50.000 habitants pouvait avoir dix conseillers municipaux, au-dessus de 50.000, un conseiller en plus par 10.000 habitants, mais la ville spéciale pouvait avoir au plus 30 conseillers. La ville ordinaire pouvait en avoir au plus 20. La fonction du conseiller était gratuite. Le fils et le père ou bien les frères étaient élus à la fois dans le Conseil, le fils devait laisser sa fonction pour son père et le frère cadet pour son frère aîné. La durée du mandat était de

2 ans, avec renouvellement de la moitié chaque année. Le conseiller était réélu. Un président était élu parmi les conseillers. Le Président pouvait en cas de besoin nommer les employés pour diriger les correspondances, les comptes, les affaires ordinaires du bureau, etc... Chaque année, le Conseil avait deux sessions ordinaires, la première au mois d'avril et la deuxième au mois d'octobre. Quant à la session extraordinaire, elle était convoquée par le maire ou sur la proposition de plus de la moitié des conseillers, mais si les affaires concernaient le maire, la session extraordinaire était convoquée par le président du Conseil municipal. Les attributions du Conseil municipal consistaient à :

- 1° Voter les contrats publics de la ville;
- 2° Voter ce qui concernait les affaires qui devaient être établies et celles qui devaient être abolies;
- 3° Voter ce qui concernait les affaires autonomes, ce qui devait être payé par le Trésor municipal;
- 4° Voter le budget et le rapport financier;
- 5° Voter les impôts d'autonomie, les frais obligatoires, et les frais d'utilisation;
- 6° Voter la dette municipale et le contrat financier;
- 7° Voter l'achat, la vente et la faculté de disposer des immeubles municipaux;
- 8° Voter la gestion et les dispositions des établissements publics municipaux, les travaux publics municipaux;
- 9° Voter les primes d'assurances des employés de bureau de l'autonomie municipale;
- 10° Répondre aux questions du bureau d'autonomie municipale et à celles de son organe de contrôle.

C) *L'organe exécutif.* — Le maire était le chef de l'administration municipale, élu par le Conseil municipal parmi les habitants ayant rempli les conditions d'éligibilité. Le maire de la ville ordinaire était nommé par son organe supérieur direct du contrôle après qu'il avait été élu. Le maire de la ville spéciale, était nommé par le Ministre de l'Intérieur à la demande de l'organe supérieur du premier après avoir été élu. Le maire de Pékin, exceptionnellement n'était pas élu par le Conseil municipal, mais choisi par le Ministre de l'Intérieur, sur la demande du Président du Conseil et enfin il était nommé par le Président de la République. Quant à ses attributions, elles consistaient à :

- 1° Exécuter les décisions du Conseil municipal ;
- 2° Diriger l'élection du Conseil municipal ;
- 3° Soumettre les projets au Conseil municipal, à l'exception de la ville spéciale, le projet du maire devait d'abord être accepté par le Comité ;
- 4° Diriger ou contrôler les finances, les travaux et les établissements municipaux ;
- 5° Diriger les recettes et les dépenses municipales ;
- 6° D'après les lois et les décisions du Conseil municipal, recevoir l'impôt municipal, les frais d'utilisation et les frais obligatoires.

Le maire avait le droit de veto sur les décisions du Conseil municipal. Si le Conseil municipal maintenait ses décisions, le maire pouvait demander à son organe du contrôle supérieur de les abolir. Si le maire n'était pas d'accord avec la disposition de son organe du contrôle (le gouvernement provincial ou la sous-

préfecture) il pouvait à titre gracieux demander de la modifier, ou bien établir un rapport au Conseil provincial en demandant une résolution. Au-dessous du maire il y avait plusieurs sous-fonctionnaires. Dans la ville spéciale il y avait sous les ordres du maire des adjoints qui, l'aidaient à exécuter les affaires. Le nombre des adjoints dépendait des affaires, simples ou compliquées, mais il y en avait au plus quatre. Dans la ville ordinaire il y avait aussi des adjoints élus par le Conseil municipal parmi les habitants susceptibles d'être élus. Un trésorier à la Mairie était nommé par le maire avec l'approbation du Conseil municipal comme officier administratif des finances. La ville spéciale pouvait se diviser en districts dont chacun avait à sa tête un chef qui dirigeait les affaires de son district sous la direction du maire, élu par le Conseil municipal. D'ailleurs, les fonctionnaires de gestion municipale étaient choisis et nommés par le maire parmi les gens qui avaient de l'expérience et qui avaient fait des études spéciales.

La durée du mandat de tous les administrateurs municipaux était de trois ans.

D) *Le Comité municipal.* — Le Comité municipal dans la ville spéciale, était organisé par le maire, les adjoints, les chefs des districts, et les commissaires à titre honorable (au nombre de 4 à 8 élus par le Conseil municipal parmi les habitants pouvant être élus). Le maire était le président du Comité municipal. Pendant la séance du Comité municipal, le président du Conseil et les conseillers pouvaient se présenter,

mais n'avaient pas le droit de voter. Les attributions du Comité municipal consistaient à :

1° Voter les projets proposés au Conseil municipal;

2° Voter les affaires que le Conseil municipal proposerait;

3° Voter les règlements municipaux;

4° Voter les autres affaires municipales d'après les lois qui lui appartenaient.

Le Comité municipal était réellement un organe administratif supplémentaire pour le maire de la ville spéciale. Car la ville spéciale avait plus de travaux que la ville ordinaire.

E) *Le contrôle sur la ville.* — La ville ordinaire était sous le contrôle direct du Gouvernement du district. Quant à la ville de Pékin elle était sous le contrôle du ministre de l'Intérieur. Les droits du contrôle sur les villes étaient de : 1° dissoudre le Conseil municipal. L'organe du contrôle direct de la ville pouvait demander la dissolution du Conseil municipal à son organe supérieur au cas où il serait prouvé que le Conseil municipal contrevenait aux lois ou dépassait ses pouvoirs. Mais, pendant la durée du mandat des fonctionnaires du contrôle de la ville, il ne pouvait le dissoudre qu'une fois, et devait exiger que le maire exécute la nouvelle élection et révoque les séances pendant les trois mois à partir de la dissolution du Conseil municipal.

2° Donner des instructions ou prendre des dispositions. L'organe du contrôle direct de ville, au be-

soin du contrôle, pouvait donner les instructions ou prendre les dispositions concernant la ville. Si la municipalité n'était pas d'accord, ils pouvaient demander de la modifier, ou établir un rapport à soumettre au Conseil provincial en lui demandant une décision.

3° Vérifier les rapports ou se présenter en vue de les examiner. L'organe du contrôle direct, d'après le besoin du contrôle, pouvait demander au maire de lui envoyer un rapport sur les affaires municipales, ou demander à voir les documents ou bien aller examiner les recettes et les dépenses de la ville. A la fin de chaque année, l'organe supérieur direct devait faire un rapport concernant les travaux des diverses villes pour son organe supérieur et le transmettre au ministère de l'Intérieur. (Par exemple: l'organe supérieur direct de la ville ordinaire, le gouvernement du district, faisaient un rapport concernant les travaux de la ville ordinaire au Gouverneur, le Gouverneur le transmettait ensuite au Ministère de l'Intérieur). Quant au rapport de la ville de Pékin, il était fait par le ministère de l'Intérieur et envoyé au Président de la République; 4° augmenter le budget municipal. Selon les lois, les dépenses devaient être payées par la ville, en cas d'omission dans le budget, l'organe du contrôle direct pouvait en expliquer les raisons, et faire entrer dans le budget des dépenses oubliées.

5° Sanctionner les fonctionnaires municipaux. L'organe du contrôle pouvait, selon les instructions du Président de la République, appliquer des sanctions aux fonctionnaires municipaux.

F) *La critique du système municipal de l'année 1921.* — Le système municipal de l'année 1921 avait imité celui de la France et du Japon. Il était assez bon. Il y avait la distinction entre la ville spéciale, et la ville ordinaire. C'était adapté aux circonstances de la Chine. Quant au système de Pékin, différent des autres, il y en avait plusieurs exemples dans les pays civilisés. Au point de vue de l'organisation administrative et au point de vue du développement de l'autonomie locale, ce système est meilleur que celui de la ville de Kwang-Chow (on le verra dans la suite). Les administrateurs municipaux devaient être des gens ayant de l'expérience et ayant fait des études spéciales. C'était la particularité de ce système. Mais comme on n'avait pas fixé les droits du contrôle des habitants sur le Conseil municipal et sur le maire c'était un défaut d'organisation.

IV. — *Le système municipal de 1921 pour la ville de Kwangchow*

Kwangchow est la capitale de la province de Kwangtong. Sous la dynastie de Tsing, il n'y avait pas d'organisation municipale proprement dite. A la fin des Tsing, on organisa la police en dirigeant la sûreté publique de la ville. En 1918, on établit le bureau de l'administration municipale dans laquelle il y avait un maire et un adjoint. Mais les travaux municipaux ne consistèrent qu'à démolir les murs et à construire des rues. En 1920, le Gouvernement provincial organisa le bureau municipal et nomma quelques membres pour établir le système municipal de

cette ville. Quelques jours plus tard, le plan du système municipal était terminé, aussitôt il fut vérifié par le Comité législatif et publié par le Gouverneur. D'après ce système l'organisation se composait de trois parties indépendantes : 1° Le Comité municipal ; 2° Le Conseil municipal et 3° Le bureau des comptes municipaux. Le Gouvernement provincial était l'organisation du contrôle sur la ville. Le vrai rôle administratif était entre les mains du Comité.

Maintenant nous allons d'abord étudier les trois organisations indiquées ci-dessus, et puis celle du contrôle et enfin faire la critique de ce système.

A) *Le Comité.* — Le Comité est organisé par le maire et les chefs des bureaux. Toute administration municipale émanait du Comité. A la tête du Comité, était le maire, élu théoriquement par le peuple, mais pratiquement nommé par le Gouverneur ; à ce moment-là, la durée de son mandat était de 5 ans.

Les administrations municipales se divisaient en six parties : 1° les finances ; 2° les travaux publics ; 3° la sûreté publique ; 4° la salubrité publique ; 5° l'utilité publique ; 6° l'éducation. Chaque partie s'organisait en bureau à la tête duquel était un chef, nommé par le gouverneur sur la proposition du maire. Les attributions des bureaux étaient bien définies. Si le Comité n'était pas d'accord avec les décisions du Conseil municipal, il pouvait les retourner au Conseil pour demander un deuxième vote. Si le Conseil les votait une deuxième fois, le Comité devait les exécuter. Mais les attributions du Conseil municipal étaient

peu importantes pratiquement. Le Comité avait, sous les ordres du maire, deux secrétaires, qui dirigeaient les services importants et vérifiaient les documents. En plus, il y avait une section générale qui dirigeait les affaires ordinaires de la Mairie.

B) *Le Conseil municipal.* — Le Conseil municipal était l'organe qui représentait les habitants et aidait le maire. Les conseillers étaient au nombre de : 1° dix membres nommés par le gouverneur parmi les habitants ; 2° dix membres élus directement par les habitants ; 3° six membres pour les associations du commerce et du travail ; 4° quatre membres pour les associations de professions libérales.

Le nombre total des conseillers était de 30. Tous les citoyens de cette ville avaient le droit d'élire et d'être élus s'ils avaient 21 ans et remplissaient les conditions suivantes :

- 1° Habiter dans cette ville depuis plus d'un an ;
- 2° Avoir une profession ;
- 3° Pouvoir lire les textes des règlements de cette ville ;
- 4° N'être pas faible d'esprit ;
- 5° Avoir les droits civils.

Les conseillers étaient élus pour un an mais pouvaient être réélus indéfiniment. C'est pourquoi chaque année, il y avait une élection des conseillers. Ils pouvaient, chaque année, toucher 500 dollars de frais, mais ils ne pouvaient pas être fonctionnaires administratifs en même temps. Le Conseil avait une séance ordinaire par mois. Quant à la séance extraordinaire

elle pouvait être convoquée sur la proposition de dix conseillers. Les attributions du Conseil étaient les suivantes :

1° Discuter et voter les demandes des habitants et les envoyer au Comité municipal ;

2° Discuter et voter les propositions du Comité municipal ;

3° Vérifier les travaux des bureaux de la Mairie.

C) *Le bureau des comptes municipaux.* — Le bureau des comptes était une particularité du système municipal de Kwangchow, c'était le début de l'amélioration des finances municipales. Un chef était nommé par le gouverneur, la durée de son mandat était d'un an, mais il pouvait être renommé. Le chef pouvait être invité par le Comité et par le Conseil pour assister à leurs séances, mais il n'avait pas le droit de vote. Les attributions de ces bureaux étaient les suivantes :

1° Vérifier les comptes des recettes et des dépenses de chaque mois et vérifier les reçus ou réceptionnés ;

2° Vérifier les contrats financiers établis par le Comité ;

3° Proposer l'amélioration des comptes municipaux ;

4° Etablir le rapport des comptes et l'envoyer au Gouverneur.

D'ailleurs, s'il y avait des conflits entre le bureau des comptes et le Comité, c'était le Gouverneur qui tranchait la difficulté.

D) *L'organisation supérieure du contrôle.* —

L'organisation supérieure du contrôle de la ville était le Gouvernement provincial, en réalité, c'était le Gouverneur. Il nommait le maire, les chefs du bureau des Comptes et les dix conseillers, ainsi que les chefs des bureaux sur la proposition du maire. Les conflits entre le Comité, le Conseil et le bureau des comptes étaient réglés par le Gouverneur. Son pouvoir dans le contrôle sur la ville était très considérable.

E) *La critique du système municipal de Kwangchow.* — Le Comité municipal de la ville de Kwangchow avait les pouvoirs exécutifs et législatifs en même temps. Mais seulement, il partageait les deuxièmes avec le Conseil municipal. Les membres du Comité étaient nommés par le Gouverneur, ils n'étaient pas élus par le peuple. Quant aux conseillers municipaux, un tiers seulement était élu par le peuple. En réalité ce tiers n'avait pas de pouvoirs réels. En général, le contrôle sur la ville est exercé par le Conseil ou directement par les citoyens. Mais le contrôle sur la ville de Kwangchow était exercé par le Gouverneur. En outre, la séance publique est un principe important comme cela se produit au Conseil municipal français. Mais d'après l'art. 15 des règlements généraux administratifs, le Comité en refusait l'entrée aux auditeurs qui s'y présentaient sans invitation des membres du Comité. D'autre part, d'après l'art. 16, les débats et les décisions pouvaient être publiés par le maire. Mais, c'était facultatif pour le maire, il pouvait à son gré les publier ou non. Enfin dans le système municipal de Kwangchow, on ne trouvait guère l'esprit d'autonomie.

IV. — *Le système municipal de la province de Hou-Nan.*

D'après la constitution provinciale de Hou-Nan, on divisait les villes en trois classes :

1^o La ville de 1^{re} classe. Elle devait avoir plus de 200.000 habitants et elle était sous le contrôle direct du Gouverneur. Elle avait à sa tête : 1^o un maire et un comité, le maire était élu directement par les citoyens, la durée de son mandat était de deux ans, le Comité avait un président, c'était d'office le maire. Les plans et les projets de l'administration municipale devaient être votés par le Comité. La moitié des membres du Comité était élue par le Conseil municipal, l'autre était nommée par le Maire parmi les diverses associations professionnelles. La fonction des membres du Comité était gratuite. Les fonctionnaires municipaux étaient nommés par le maire avec l'approbation du Comité; 2^o un Conseil municipal était organisé par les conseillers élus directement par les citoyens. Leurs fonctions étaient également gratuites. En outre, les citoyens de la ville de 1^{re} classe, avaient les droits d'initiative et de référendum pour les lois municipales les plus importantes.

2^o Les villes de 2^e et 3^e classe. La ville de 2^e classe devait avoir une population égale au moins à 50.000 et au plus à 200.000 habitants, elle était sous le contrôle du district. Son organisation et ses attributions étaient les mêmes que celles de la ville de 1^{re} classe. Quant à la ville de 3^e classe, elle devait avoir une population d'au moins 5.000 et de moins de

50.000 habitants. Elle était aussi sous le contrôle du district, mais son organisation était beaucoup plus simple.

V. — *Le système municipal de 1925 des villes de Changhaï et du Wousong*

Le système municipal de Changhaï-Wousong fut publié par le chef exécutif de Pékin (5) le 30 mai 1925. D'après ce système les villes étaient contrôlées par le « Général du contrôle » de Changhaï-Wousong. Les droits et les devoirs du citoyen pouvaient être fixés dans des contrats publics municipaux. Mais ceux-ci ne pouvaient pas être contraires au système municipal et aux autres lois. Les circonscriptions étaient d'abord fixées par le « Général du contrôle » et du Gouverneur de Kiangsou, et ensuite publiées par le chef exécutif de Pékin ainsi que les modifications. Les villes se divisaient en quelques arrondissements, à la tête desquels, il y avait un conseil et un chef. Le Conseil était organisé par les représentants élus par les habitants. Quant au chef d'arrondissement il était nommé par le « Général du contrôle » sur la demande du maire et parmi les trois candidats élus par les habitants.

Maintenant, nous allons étudier successivement :
A) les droits pour être électeur, et pour être éligible;
B) l'organisation législative; C) l'organisation exécutive; D) le contrôle sur les villes.

(5) Le 24 novembre 1924, l'ancien président du Conseil, M. TOIN-CHI-SUI, devint le chef exécutif du Gouvernement de Pékin. C'était un système de dictature, tous les pouvoirs lui appartenaient. D'ailleurs, à son côté, il n'y avait pas de parlement.

A) *Les droits pour être électeur et pour être éligible.* — Tous les citoyens de nationalité chinoise, âgés de 20 ans, demeurant dans ces villes depuis plus d'un an, et remplissant une des conditions suivantes pouvaient être électeurs :

- 1° Avoir une situation et savoir lire et écrire, ou payer chaque année deux dollars d'impôts directs;
- 2° Avoir été ou être fonctionnaire;
- 3° Etre instituteur ou avoir fini les études à l'école.

Quant au droit pour être éligible il était confié à celui qui était de nationalité chinoise, âgé de 25 ans, demeurant depuis plus de 2 ans dans ces villes et remplissant les conditions suivantes :

- 1° Avoir une situation, savoir lire et écrire et avoir été ou être fonctionnaire;
- 2° N'avoir pas de situation, mais avoir été fonctionnaire depuis plus de 2 ans;
- 3° Etre fonctionnaire en activité;
- 4° Avoir fini ses études au lycée ou avoir été instituteur à l'école.

Au contraire, ne pouvaient être ni électeurs ni éligibles : 1° les militaires et les agents de police en service actif;

- 2° Les fonctionnaires et les magistrats en activité;
- 3° Les bonzes et les curés.

B) *L'organisation législative.* — Le Conseil municipal était l'organisation législative. Les conseillers étaient élus directement par les habitants. Le nombre des conseillers était proportionnel à la population. En

général chaque conseiller représentait 50.000 habitants. La fonction était gratuite. La durée de son mandat était de trois ans.

Les conseillers élaient parmi eux-mêmes un président et un vice-président dont la durée du mandat était également de trois ans, mais ils pouvaient être réélus. Le Conseil avait sa session ordinaire et sa session extraordinaire. La première s'ouvrait deux fois par an et chaque fois durait un mois. La session extraordinaire pouvait être convoquée par le maire ou par le « Général du contrôle » ou sur la proposition d'un tiers des conseillers et convoqués par le maire. Le Conseil avait comme principales attributions à :

- 1° Discuter et à voter le contrat public de la ville ;
- 2° Discuter et à voter le budget et le rapport financier ;
- 3° Discuter et à voter les dettes municipales ;
- 4° Discuter et à voter les impôts municipaux.

Le maire et les membres du Comité pouvaient assister à la séance du Conseil et y prendre la parole, mais ils n'avaient pas le droit de vote. Si le Conseil municipal jugeait que le maire ou les membres du Comité avaient violé les lois, les règlements publics, ou les règlements municipaux, causant ainsi un grand dommage aux intérêts et aux domaines municipaux, il pouvait se déclarer contre eux par le vote de $\frac{3}{4}$ des conseillers présents, parmi les $\frac{2}{3}$ du nombre total des conseillers. Après le vote de révocation, le président du Conseil municipal pouvait demander au « Général du contrôle » de les destituer.

C) *L'organisation exécutive.* — L'organisation exécutive se divisait en deux parties : 1° le maire; 2° le Comité municipal.

1° Le maire était nommé par le Gouvernement de Pékin, sur la demande du « Général du contrôle » parmi les trois candidats élus par les habitants. La durée de son mandat était de trois ans. Il était le chef de l'Administration municipale et jouissait du droit de *veto* à l'égard des décisions du Conseil municipal. Il pouvait aussi proposer le budget et autres plans au Conseil. Mais les propositions du maire devaient tout d'abord être votées par le Comité. Quant au rapport financier, il devait être vérifié par le bureau des comptes. Le traitement du maire était voté par le Conseil municipal;

2° Le Comité municipal. — Le Comité municipal était l'organisation supplémentaire d'administration municipale. Il comprenait des membres à titre gratuit et d'autres à double emploi. Les chefs de bureaux de la Mairie étaient les membres à double emploi. Ils étaient nommés par le « Général du contrôle » et choisis d'abord par le maire parmi les habitants. Les dépenses des bureaux étaient votées par le Conseil sur la proposition du maire. Les membres à titre gratuit étaient au nombre de six, élus par le Conseil municipal, parmi les habitants qui avaient rempli les conditions pour être conseillers. La durée de leur mandat était la même que celle du conseiller. Les attributions du Comité consistaient à :

- 1° Proposer le budget, le rapport financier et autres affaires au Conseil municipal;
- 2° Etablir les règlements municipaux;
- 3° Discuter les propositions envoyées par le Conseil municipal;
- 4° Demander le deuxième vote de décision au Conseil.

En outre, le Comité pouvait proposer l'Administration d'Etat dans la ville au « Général du contrôle » et répondre aux questions du général. Le maire contrôlait le Comité et en même temps il en était le président. Si le maire jugeait que les membres du Comité dépassaient leurs pouvoirs, violaient les lois et les règlements municipaux, ou nuisaient aux intérêts ou aux domaines municipaux, il pouvait demander des sanctions au Conseil municipal pour les membres à titre gratuit et au Comité des sanctions des agents municipaux pour les chefs des bureaux.

D) *Le contrôle sur la ville.* — Le contrôle sur les villes était entre les mains du « Général du contrôle ». Si le général jugeait que le maire dépassait ses pouvoirs, violait les lois et les règlements d'Etat ou les règlements municipaux ou bien attentait aux intérêts ou aux domaines municipaux, il pouvait citer les faits et énumérer ses motifs et les envoyer au Conseil municipal pour demander le vote, puis, enfin la destitution au chef exécutif de Pékin, afin qu'on réélise un maire. Le « Général du contrôle » avait les droits de veto et d'annulation sur les décisions du Conseil municipal. Si le Conseil municipal n'était pas d'accord, il pouvait s'adresser

au Ministre de l'Intérieur. Si le cas était grave, le Ministre de l'Intérieur devait rendre compte au chef exécutif de Pékin. Le chef exécutif pouvait commander au Ministre de l'Intérieur de le dissoudre s'il considérait que c'était nécessaire. Dans un délai de trois mois à partir du jour de la dissolution, le nouveau Conseil devait s'établir et la séance devait être convoquée par le maire. De plus, si les dépenses nécessaires n'étaient pas toutes énumérées dans le budget, le Général pouvait commander au maire de proposer au Conseil un budget supplémentaire. Ainsi l'administration municipale de ces villes se disait autonome, mais en réalité elles étaient administrées par le « Général du contrôle ».

Section II

L'histoire du système local depuis 1927 jusqu'à nos jours

Depuis 1927, c'est-à-dire depuis l'établissement du Gouvernement national de Nankin, il y a beaucoup de changements dans le système local. Les Taos sont supprimés et les villes modernes sont établies. Quelques parties dites spéciales sont changées en provinces. La province applique le système du Comité au lieu de l'ancien système du Gouverneur et du Conseil provincial. Le Gouvernement du district est réorganisé. En un mot, depuis 1927, le système local chinois a subi un changement très considérable.

Nous allons maintenant étudier dans cette section :
1° la province ; 2° le district ; 3° la ville.

§ I. — LA PROVINCE

On y étudiera :

A) Les modifications des provinces.

B) Le changement du système politique de la province.

A) *Les modifications des provinces.* — La Chine, sous le Gouvernement de Pékin, avait 22 provinces, 4 régions dites « spéciales » (Jehol, Tchahar, Suyuan, Chuanbien) et 4 parties dites « spéciales » (Mongolie extérieure, Mongolie intérieure, Thibet et Chinghaï). Depuis l'établissement du Gouvernement national de Nankin, les 4 régions dites spéciales sont devenues 4 provinces. On partagea une partie de la province de Kangsoo et on créa une nouvelle province appelée Ninesha. Chinghaï, une des 4 parties dites spéciales, est aussi devenue province. Maintenant on compte en tout 28 provinces, et, en plus la Mongolie (extérieure et intérieure) et le Thibet.

B) *Le changement du système politique de la province.* — Le changement du système politique provincial est le résultat de l'influence du parti du Koumintang. Le Koumintang applique beaucoup le système du Comité. C'est pourquoi il pratique son système de parti dans le système politique. Le Comité provincial remplace le Gouvernement et le Conseil provincial, il a les attributions de ces deux derniers. La situation du chef (président) de la province est la

même que celle des chefs des départements. Le chef ne peut plus publier un arrêté sans la décision du Comité. Les attributions de divers départements sont beaucoup plus nettes et plus développées que sous l'ancien régime. L'organisation est plus complète.

§ II. — LE DISTRICT

Le district (Hsien) est l'unité du système local, dit le « Principe de l'établissement de l'Etat » du Koumintang. En appliquant le système d'autonomie locale, il faut commencer par le district, comme toutes les administrations en France commencent par la commune. A une ère où l'on fait « apprendre la politique du Koumintang », surtout on considère avec beaucoup d'attention la politique du district. D'abord, en 1930, le Ministère de l'Intérieur, sur l'approbation du Gouvernement national, a publié les règlements fixant les limites des provinces, des districts, et des communes. C'était le point de départ de l'application du système d'autonomie locale. Le 15 septembre 1928 les « lois du district » sont publiées et en 1929 et 1930 des modifications sont apportées à ces lois. D'après ces lois on divise le district en plusieurs « cantons autonomes » et chaque canton en quelques petites villes ou villages. Quant aux districts nouvellement établis dans toute la Chine, jusqu'à maintenant, ils sont au nombre de 72, et d'ailleurs il y en a 14 petits récemment établis. On choisit ainsi le district où l'ex-président Sun Yat-San est né, comme district-type en souvenir de lui, il y a un système

politique tout à fait différent des autres. Il y a aussi des districts supprimés parce qu'ils ont perdu de leur importance.

§ III. — LA VILLE

Nous divisons ce paragraphe en deux parties :

- 1° La création des villes modernes ;
- 2° Le système municipal de 1928.

I. — La création des villes modernes. — Depuis ces dernières années, en Chine, les villes s'agrandissent de plus en plus, en raison de leurs développements commerciaux et industriels, et surtout de la tendance à la concentration de la population. L'ancien système local de la ville ne convient plus, il faut bien le réorganiser. Le 3 juillet 1928, le Gouvernement national publia deux lois concernant les villes. La première organisa des « villes spéciales » et la deuxième des « villes ordinaires ». D'après la première loi, les villes de Nankin, Changhaï, Hankow, Pékin, Tien-Tsin, Ching-Tao, Kwangchow et Harbine, au nombre de huit furent villes spéciales. Quant aux villes ordinaires, d'après la deuxième loi, elles étaient au nombre de dix-sept, la plupart étaient des chefs-lieux, des provinces ou des ports commerciaux. En 1930, au mois de mai, le Gouvernement national a publié les « lois organiques de la ville » et a annulé le titre de « ville spéciale et ordinaire ». D'après ces lois les plus grandes villes appartiennent au Yuan exécutif et le reste appartient au Gouvernement de la province. Celles qui appartiennent au Yuan exé-

cutif sont Nankin, Changhaï, Tien-Tsin, Chingtao et Hankow. Mais depuis le 7 juillet 1931, la ville de *Hankow* appartient au Gouvernement de province de Hou-Pei au lieu du Yuan exécutif, la ville de Tien-Tsin aussi quitta le Yuan exécutif et appartient au Gouvernement provincial de Ho-Pei. Les autres, comme Soochow, Ninpoo, Kaifong, Chenchow furent supprimées, on les rétablit comme districts. Actuellement, il y a quatre villes qui appartiennent au Yuan exécutif : Changhaï, Nankin, Pékin et Chingtao. Quant aux villes appartenant au Gouvernement de province, elles sont au nombre de neuf.

II. — LE SYSTÈME MUNICIPAL DE 1928

On étudiera ici : A) la ville spéciale; B) la ville ordinaire.

A) *La Ville spéciale*

Nous divisons l'étude de la ville spéciale en : 1° les conditions; 2° les attributions; 3° l'organisation exécutive; 4° l'organisation législative; 5° le contrôle.

I. *Les conditions.* — Si une ville était dans l'un des cas suivants elle était « ville spéciale » :

1° Etre la capitale de la Chine;

2° Etre une ville avec une population de plus d'un million;

3° Avoir une situation particulière.

La division, les modifications et l'agrandissement de la ville spéciale devaient être fixés par le Gouvernement national sur la demande de la municipalité.

II. *Les attributions.* — Les attributions de la ville spéciale consistaient dans les limites des lois et des règlements d'Etat, à diriger :

- 1° Les finances municipales;
- 2° La direction et la gestion du domaine municipal;
- 3° Les terrains communaux;
- 4° La vérification, les statistiques et les récompenses de l'agriculture, du travail et du commerce dans cette ville;
- 5° L'administration du travail;
- 6° Les bénéfices;
- 7° Les travaux des ponts et chaussées;
- 8° La limitation des travaux publics et privés;
- 9° Les P. T. T., la circulation, l'électricité, le service des eaux et du gaz, et autres affaires d'utilité publique;
- 10° La sûreté publique, les incendies et le recensement;
- 11° Les hôpitaux, les marchés, l'abattoir et les lieux de spectacle;
- 12° L'éducation, la civilisation et les coutumes.

Si le Gouvernement central ne dirigeait pas directement l'Administration d'Etat dans cette ville, il pouvait lui commander de le faire.

III. *L'organisation exécutive.* — La ville spéciale avait un maire nommé par le Gouvernement national, comme chef de l'organisation exécutive. Sous les ordres du maire, il y avait des bureaux de finances, de terrains, de sociétés, de travaux publics, de salubrité, d'éducation, de ports et d'utilité publique. Cha-

que bureau avait un chef nommé par le Gouvernement national sur la proposition du maire. Un secrétariat avait le devoir de diriger les documents et les affaires qui l'intéressaient.

Dans le secrétariat, un secrétaire général était nommé par le même moyen que celui des chefs des bureaux. En outre, il y avait de deux à quatre adjoints et ils étaient nommés de la même manière que les chefs des bureaux.

Il y avait d'autre part, la conférence de l'Administration municipale, dont les membres étaient le maire, le secrétaire général, les adjoints et les chefs des bureaux. Les affaires qui devaient être traitées par cette conférence étaient les suivantes :

- 1° Les règlements de l'organisation des bureaux et du secrétariat;
- 2° Les règlements particuliers municipaux;
- 3° Le budget et le rapport financier;
- 4° L'impôt, la dette municipale et la régie;
- 5° Les conflits d'attribution entre les bureaux ou entre le secrétariat et les premiers.

Le maire était le président de la conférence d'administration municipale. La séance s'ouvrait au moins une fois par mois. Le Conseil municipal pouvait envoyer quatre représentants pour y assister.

IV. *L'organisation législative.* — Le Conseil municipal était l'organisation législative. Il était organisé par les représentants du peuple. La durée de leur mandat était de deux ans. Chaque année il y avait un renouvellement de la moitié. Le Conseil avait un

président et un vice-président, élus par les conseillers et parmi eux. La durée de leur mandat était d'un an. Il y avait deux sessions ordinaires du Conseil, et chacune durait un mois. Mais le maire pouvait convoquer la séance extraordinaire en cas de besoin. Les attributions du Conseil consistaient, à :

1° Faire des propositions ou à soumettre des projets au maire;

2° Discuter d'abord les quatre premières attributions de la conférence de l'administration municipale;

3° Pouvoir, avec le consentement de la majorité absolue des conseillers présents, demander au maire de soumettre ses décisions au référendum du peuple. Si le maire refusait, le Conseil pouvait appliquer ce pouvoir avec le consentement des deux tiers de la totalité des conseillers en cas de violation des lois et de manquement aux fonctions du maire.

V. *Le contrôle sur la ville spéciale*. — La ville spéciale était sous le contrôle du Gouvernement national. Mais les textes n'indiquaient pas quel organe pouvait exercer le contrôle sur elle. Les divers Yuans, les divers ministères et le Comité des travaux du Gouvernement national.

B) *La ville ordinaire*

Les attributions de la ville ordinaire étaient les mêmes que celles de la ville spéciale. Les affaires provinciales dans la ville pouvaient être confiées au maire, si le Gouvernement (central) provincial ne dirigeait pas directement, mais si le Gouvernement central ne dirigeait pas directement celles de l'Etat

elles pouvaient être confiées au Gouvernement provincial.

La ville ordinaire avait un maire, nommé par le Gouvernement national, sur la proposition du Gouvernement provincial. Ses divers bureaux étaient les mêmes que ceux de la ville spéciale, mais le secrétaire général, les chefs de bureaux et les adjoints étaient nommés par le Gouvernement provincial sur la proposition du Maire. En outre, les finances, la conférence politique et le Conseil municipal étaient astreints à la même loi que ceux de la ville spéciale. Le contrôle sur la ville était exercé par les chefs des départements provinciaux. Les conflits entre la Mairie et la Sous-Préfecture étaient réglés par le Gouvernement provincial.

C) *La critique sur la loi organique municipale de 1928*

La loi organique municipale s'adapte-t-elle à la situation de notre pays ? C'est une question. Nous allons en faire la critique :

1° Les conditions de la ville étaient trop strictes. Elles ne s'accordaient pas avec la situation municipale de notre pays. Car la ville ordinaire devait avoir plus de 200.000 habitants et devait être approuvée par le Gouvernement national sur la proposition du Gouvernement provincial. D'ailleurs le Gouvernement national pouvait approuver ou non. Quant aux villes spéciales, elles devaient avoir plus d'un million d'habitants. Mais en réalité, en Chine, il n'y a pas beaucoup de villes qui puissent remplir ces conditions ;

2° Il y avait peu d'esprit d'autonomie, malgré le Conseil municipal, car il n'avait pas beaucoup d'attributions ;

3° La responsabilité n'était pas nettement établie et la direction était difficile, car le maire qui révoquait ses sous-préfets, devait avoir l'approbation de son organe supérieur ;

4° Il n'y avait pas de conditions imposées pour devenir des chefs des bureaux et des fonctionnaires importants.

DEUXIÈME PARTIE

Le système local actuel

Les administrations centrales assurent la marche générale des services publics, mais c'est dans la province, le district, et la commune (ville) que ceux-ci entrent en contact avec les particuliers.

On aura à étudier successivement :

Les chapitres suivants :

- I. — La province,
 - II. — Le district,
 - III. — La ville moderne,
 - IV. — Les systèmes spéciaux locaux,
 - V. — Les villes de Nankin et de Changhaï.
-

CHAPITRE PREMIER

LA PROVINCE

La province a, en Chine, un double aspect comme le département de France. C'est un compartiment pour la gestion des services généraux ainsi qu'un centre pour la gestion des services provinciaux. Mais il y a une différence entre la province chinoise et le département français au point de vue administration. C'est la position du Gouvernement provincial qui est sur le même pied que celle des ministères, c'est-à-dire que tous les deux sont sous la direction du Yuan exécutif. Quant au département français, il est sous le contrôle des ministères, surtout sous celui du Ministère de l'Intérieur. D'ailleurs au point de vue du territoire et de la population on ne peut pas faire de comparaison entre les deux.

On étudiera donc successivement :

- I. Le Gouvernement provincial;
- II. Les divers départements et organes du Gouvernement provincial;
- III. Le mouvement de la modification de la province et l'essai de la concentration administrative provinciale;
- IV. La critique du système provincial actuel.

Section I

Le Gouvernement provincial

Nous divisons cette section en :

- 1° Les notions générales sur le Gouvernement provincial;
- 2° Le Comité politique provincial;
- 3° La présidence provinciale;
- 4° Le secrétariat du Gouvernement provincial.

§ I. — LES NOTIONS GÉNÉRALES DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL

Le Gouvernement provincial en vertu du « Principe de l'établissement de l'Etat », des lois et des règlements centraux, dirige la politique de la province. Dans la limite des lois et des règlements centraux, il peut prendre les arrêtés provinciaux ou bien les règlements spéciaux pour la province, mais ceux qui concernent la limitation des droits du peuple et l'établissement des nouveaux impôts, il peut les exécuter après avoir reçu l'autorisation du Gouvernement national. Le Gouvernement provincial peut suspendre ou annuler les arrêtés ou les actes de ses organes inférieurs s'il les considère comme une violation des lois, excès du pouvoir, ou autres dispositions injustes. Il a de 7 à 9 commissaires, parmi eux un président, nommés par le Gouvernement national, pour organiser le Comité et diriger la politique de la province. Pendant la session du Comité, les commissaires ne peuvent pas se faire représenter. Le pré-

sident et les commissaires ne peuvent pas s'occuper de l'administration des autres provinces. Les officiers en activité de service ne peuvent pas être à la fois ni président ni commissaires du Comité.

§ II. — LE COMITÉ POLITIQUE PROVINCIAL

C'est un organe exécutif et à la fois législatif de la province; il joue un grand rôle dans la province, d'après l'art. 5 de la loi organique du Gouvernement provincial, ses attributions sont les suivantes :

1° S'occuper de la publication des arrêtés et les règlement provinciaux, de la suspension ou de l'annulation des actes ou des dispositions de ses organes inférieurs;

2° De l'augmentation ou de la modification des contributions du peuple;

3° De la fixation et de la modification des circonscriptions administratives locales;

4° Du budget et du rapport financier de la province;

5° Du domaine provincial et de sa régie;

6° De l'exécution des affaires transmises par le Gouvernement national;

7° Du contrôle d'autonomie locale;

8° Des affaires ressortissant de l'Administration provinciale ou de la modification de cette dernière;

9° De la mobilisation des troupes nationales, et des troupes provinciales dans cette province, en y défendant la sûreté;

10° De la nomination et de la révocation des fonctionnaires de cette province;

11° Des autres affaires qui doivent être décidées par le Comité.

§ III. — LA PRÉSIDENTE PROVINCIALE

D'après l'art. 6 de la loi organique du Gouvernement provincial, les attributions du président de la province sont :

1° Convoquer la séance du Comité et la présider;

2° Représenter le Gouvernement provincial et exécuter les décisions du Comité;

3° Représenter le Gouvernement provincial et contrôler toutes les administrations de cette province;

4° Exécuter les affaires ordinaires et urgentes du Gouvernement provincial.

La séance extraordinaire du Comité est convoquée par le président, soit sur la proposition de trois commissaires, soit dans un cas nécessaire et au gré du président.

Si le président ne peut diriger la politique par empêchement, les Commissaires peuvent choisir parmi eux-mêmes, une personne pour le remplacer provisoirement pendant un mois.

§ IV. — LE SECRÉTARIAT DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL

Les attributions du secrétariat (art. 9) sont :

1° S'occuper de toutes les affaires urgentes et de celles concernant la séance du Comité;

2° Elaborer, conserver, recevoir et délivrer les documents;

3° Faire les comptes et les affaires du bureau;

4° Etablir les statistiques et les rapports;

5° Inscrire les nominations et les révocations des fonctionnaires des divers départements;

6° Garder les sceaux;

7° Diriger les attributions qui n'appartiennent pas aux autres départements.

Section II

Les divers départements et organes du Gouvernement provincial

Le Gouvernement provincial a, en outre, un département civil, un département des finances, un département de l'éducation, un département des travaux publics, mais en cas de besoin, il peut établir le département de l'industrie et les autres organes spéciaux, avant d'établir celui de l'industrie dont les affaires sont dirigées par le département des travaux publics. Les commissaires ont une simple ou une double qualité, c'est-à-dire que parmi eux quelques-uns sont simples commissaires et les autres sont compatibles de la fonction de président, de secrétaire général ou de chef du département. Le secrétaire général et les chefs des départements sont nommés par le Gouvernement central sur la proposition du Yuan exécutif. Chaque département (ainsi que le secrétariat) a des secrétaires de 1 à 3 pour diriger les affaires importantes, et selon le besoin on les divise en sections.

Chaque section a un chef et de 4 à 12 sous-agents. S'il est nécessaire on peut leur adjoindre des ingénieurs et des inspecteurs. Chaque département dans la limite des lois et règlements centraux ou des décisions du Comité, peut prendre les arrêtés envers ses organes inférieurs. S'il y a des conflits d'attributions entre les départements, ils seront résolus par le Yuan exécutif sur la demande du Gouvernement provincial.

Les attributions des divers organes sont :

§ I. — LE DÉPARTEMENT CIVIL

Le département civil est en même temps sous le contrôle du Comité provincial et du Ministère de l'Intérieur. Il a des pouvoirs très considérables dans la province.

Nous divisons ce paragraphe en quatre parties :

- I. — Les attributions du département civil,
- II. — Le contrôle du chef du département civil sur les sous-préfets,
- III. — Le pouvoir sur la police du chef du département civil.
- IV. — La conférence administrative du département civil.

I. — *Les attributions du département civil*

Les attributions du département civil (art. 10), consistent à s'occuper :

- 1° Des propositions de nomination et de la révocation des fonctionnaires des districts et des commu-

nes (villes sous le contrôle du Gouvernement provincial);

2° De l'autonomie et des finances des districts et des communes;

3° De la police et de la défense provinciale;

4° De l'administration sanitaire;

5° Des affaires concernant l'élection;

6° Des secours en cas de catastrophes et à la Société;

7° Des conflits entre les ouvriers et les patrons et ceux entre les fermiers et les propriétaires;

8° Des coutumes et des religions;

9° De l'interdiction de l'opium;

10° De tout ce qui concerne le cadastre, l'expropriation et l'administration des terres.

II. — *Le contrôle du chef du département civil sur les sous-préfets*

Au point de vue du contrôle sur les sous-préfets, le département civil joue un rôle beaucoup plus important que les autres départements. Les nominations et les révocations des sous-préfets sont toujours proposées par le chef du département civil. C'est pourquoi les relations des sous-préfectures avec le département civil sont beaucoup plus étroites qu'avec les autres départements.

III. — *Les pouvoirs du chef du Département civil sur la police.*

Pour assurer la sûreté publique provinciale, il y a un bureau de la sûreté publique dans chaque dis-

trict, un bureau de la sûreté publique du chef-lieu provincial, une préfecture de police de la province, et enfin, les troupes mobiles de police. Le chef du département civil a sur tout cela des pouvoirs de contrôle très considérables. Nous allons les étudier successivement.

1° *A l'égard du bureau de la sûreté publique du district.* — Ce bureau appartient au gouvernement du district et il est en même temps sous le contrôle du département civil. Le chef de ce bureau est nommé par le Gouvernement provincial, mais sur la proposition du département civil.

2° *A l'égard du bureau de la sûreté publique du chef-lieu de la province.* — Ce bureau appartient directement au département civil. Le commissaire de ce bureau est nommé par le gouvernement provincial sur la proposition du chef du département civil.

3° *A l'égard de la préfecture de police provinciale.* — Cette préfecture dirige toutes les polices de la province sous la direction du chef du département civil. Si le préfet de police considérait que les arrêtés et les dispositions de ses organes inférieurs violaient les lois ou nuisaient aux intérêts généraux, il pouvait demander au chef du département civil de les modifier ou de les annuler. En outre, le secrétaire, les chefs de sections, et le chef-contrôleur de la préfecture sont nommés par le gouvernement provincial sur la proposition du département civil. Quant au préfet de police, il est nommé par le gouvernement national sur la proposition du gouvernement provin-

cial et du ministère de l'Intérieur, malgré son haut grade, mais il est sous le contrôle du département civil.

4° *A l'égard des troupes mobiles de la province.* — C'est une force de police, mais elles sont organisées comme armée. Elles sont sous les ordres du chef du département civil. L'effectif des troupes est fixé par le gouvernement provincial et sur la proposition du chef du département civil. Ainsi, en cas de danger, le sous-préfet peut demander l'aide des troupes mobiles qui résident dans son district, mais il sera tenu de rédiger un rapport pour le département civil. Du reste, le budget et les règlements sont fixés par le chef du département civil.

IV. — *La conférence administrative du Département civil.*

Nous consacrons quelques pages à l'étude de la conférence administrative du département civil.

A) *Le but.* — D'après l'article 1^{er} du règlement de cette conférence, pour unifier et progresser le travail de l'instruction politique, le département civil peut révoquer la conférence administrative de cette province.

B) *Les membres.* — D'après l'art. 2, les membres de cette conférence sont :

1° Le chef du département civil, ainsi que le secrétaire-directeur, les chefs de sections et les inspecteurs du département civil ;

- 2° Les sous-préfets de cette province;
- 3° Les maires de cette province;
- 4° Les fonctionnaires supérieurs sous la direction immédiate du département civil;
- 5° Les autres organes en relations avec l'administration civile peuvent chacun envoyer un délégué;
- 6° Les conseillers techniques invités par le département civil au nombre de 2 à 4.

Le chef-lieu d'une province, si la municipalité n'est pas encore établie, peut envoyer son commissaire de police y présenter.

7° Les membres envoyés par le ministère de l'Intérieur et du gouvernement provincial (art. 3).

C) *La présidence et la session.*

D'après l'art. 4, cette conférence a un président et un vice-président, le premier est d'office le chef du département civil, et le deuxième est élu par les membres présents. D'après l'art. 5, cette conférence a lieu une fois chaque année, au chef-lieu de la province; sa durée est fixée par le chef du département civil, et c'est lui qui doit établir un rapport au gouvernement provincial et au ministère de l'Intérieur.

D) *Les limites des délibérations.*

D'après l'art. 6, les limites des décisions de cette conférence sont :

- 1° Des propositions du chef du département civil;
- 2° Des propositions des membres présents;
- 3° Des propositions des différentes associations juridiques recommandées par trois membres présents.

E) *L'ouverture et la clôture de la conférence.*

La séance s'ouvrira s'il y a la majorité absolue des membres (art. 7). Les décisions seront prises à la majorité relative des membres présents; si le pour et le contre sont égaux, le président prendra la décision (art. 8). Les décisions de cette conférence sont exécutées par le chef du département civil (art. 9), et, après clôture de la conférence, doivent être rapportées au gouverneur provincial et au ministère de l'Intérieur aux fins d'enregistrement (art. 10).

§ II. — LES AUTRES DÉPARTEMENTS
ET ORGANE DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL.

I. — *Le Département des finances.*

Le département des finances est la plus haute administration financière de la province. Il est en même temps sous le contrôle du Comité provincial et du ministère des Finances.

Ses attributions (article 2) sont :

1° Diriger les impôts et les dettes publiques provinciales;

2° Etablir le budget et le rapport financier du gouvernement provincial;

3° Diriger les recettes et les dépenses du trésor provincial;

4° Diriger le domaine public de la province;

5° Diriger d'autres affaires concernant les finances provinciales.

II. — *Le Département de l'éducation.*

Le département de l'éducation est l'organe supérieur pour les écoles dans une province. Il est en même temps sous le contrôle du Comité provincial et du ministère de l'Education.

Ses attributions (art. 12) sont :

- 1° Contrôler toutes les écoles;
- 2° Contrôler toute l'éducation sociale;
- 3° Les associations des études et des enseignements;
- 4° Les bibliothèques, les musées, et les terrains sportifs;
- 5° Les autres administrations de l'éducation.

III. — *Le Département des Travaux publics.*

Ce département dirige tous les travaux publics de la province. Il est en même temps sous le contrôle du Comité provincial et du Comité des travaux publics du Gouvernement national.

Ses attributions (art. 13) sont les suivantes :

- 1° L'établissement des voies publiques et des voies ferrées;
- 2° Les travaux des eaux et les travaux de navigation;
- 3° Les mesures qui n'appartiennent pas à l'administration du terrain;
- 4° Autres administrations des travaux publics.

IV. — *Le Département de l'industrie.*

Jusqu'à ce moment, les provinces n'ont pas encore organisé le département de l'industrie, quant à ses attributions d'après l'art. 14, elles sont les suivantes :

1° Le plan, la direction, la surveillance, la protection et les primes de l'agriculture, des forêts, des soies, des pêches, des élevages et des mines ;

2° L'aménagement des terrains agricoles et du désert ;

3° L'aménagement des eaux ;

4° L'amélioration de l'économie rurale ;

5° La défense contre les maladies des animaux et des plantes, les insectes nuisibles et la protection des oiseaux et insectes utiles ;

6° La protection, le contrôle et la récompense du commerce et de l'industrie ;

7° La surveillance des usines et des ports commerciaux ;

8° L'exposition et la vérification des marchandises ;

9° La vérification et l'application des poids et mesures ;

10° Les associations de l'agriculture, du travail, du commerce, de la pêche et des mines.

11° Autres administrations industrielles.

V. — *Le Comité des sanctions
des fonctionnaires locaux.*

D'après la loi organique des Comités des sanctions des fonctionnaires publics de 1931, ces Comités com-

prennent des fonctionnaires centraux et des fonctionnaires locaux. Nous allons maintenant étudier les derniers. Chaque province organise un Comité des sanctions des fonctionnaires locaux. A la tête de ce Comité, il y a un président cumulant ses fonctions avec celles de président de la Cour provinciale; en outre, il y a de 7 à 11 commissaires; 4 à 6 de ces commissaires sont choisis par le Yuan judiciaire parmi les juges de la Cour provinciale. Le reste est choisi par les fonctionnaires des divers départements. Les décisions des sanctions doivent être prises par le Comité, mais il ne peut pas intervenir dans les décisions. La durée du mandat du président et des commissaires est de deux ans. Le président peut commander les agents de la Cour provinciale en dirigeant les services ordinaires du Comité.

Section III

Le mouvement de la modification des provinces et l'essai de la concentration des administrations provinciales

Ce paragraphe en comprend deux : 1° le mouvement de la modification de la province; 2° celle de l'essai de concentration des administrations provinciales.

§ I. — LE MOUVEMENT

DE LA MODIFICATION DE LA PROVINCE.

En Chine, la superficie des provinces n'est pas en rapport avec la population. Il y a une différence considérable entre les grandes et les petites provinces. Il

y en a de grandes, comme Sze-Choun qui a 70 millions d'habitants et 148 districts de 403.000 kilomètres carrés, et d'autres, comme Sinkiang (Turkstan chinois), avec 1.641.000 kilomètres carrés pour 2 millions et demi d'habitants, Chinghai avec les 728.000 kilomètres carrés pour 700.000 habitants (*Annales* 1933 du Sun Pao). Au contraire, de petites provinces n'ont que 30.000 kilomètres carrés avec de 20 à 30 millions d'habitants (Kiangsou, Chikiang). L'étendue considérable de la province est un obstacle à l'unité nationale de la Chine, surtout quand le Gouvernement central n'est pas encore assez fort. Peu de temps après la République chinoise, la Chine s'est unifiée, mais ce n'était pas une union très solide. Les provinces éloignées du Gouvernement central avaient une attitude d'indépendance. La cause en est que les communications sont difficiles. Si le Gouvernement provincial n'obéit pas au Gouvernement central, ce dernier ne peut pas sévir. De plus, dans les provinces, il y a une population souvent importante et une certaine richesse, et elles peuvent entretenir leurs troupes elles-mêmes. La grande province a toujours 100 ou 150.000 soldats, et la petite en a 60 ou 50.000. C'est pour le Gouvernement central une grande difficulté d'administrer, de s'occuper des finances et de diriger l'armée. Pour éviter les difficultés, on a proposé d'effectuer la modification de la province.

Tout à l'heure, on a vu que les communications sont difficiles à cause de la trop grande superficie des provinces. En outre, le chef-lieu n'est pas justement au milieu ou dans un endroit favorable de la province.

C'est pourquoi, même dans une province, l'administration et l'ordre des districts placés à proximité du chef-lieu sont toujours meilleurs que dans les districts éloignés. Quelquefois, il y a une différence considérable. En outre, les limites des provinces ne sont pas des frontières naturelles, c'est-à-dire qu'au point de vue des limites naturelles, il faudrait parfois faire deux provinces, là où on n'en a qu'une seule, ou bien il faudrait établir une seule province, là où on en a à diviser deux.

Depuis les dernières années de la dynastie des Tsing, on a proposé d'établir et de modifier quelques provinces, mais ce ne fut qu'une tentative, et cela ne s'est pas réalisé. Pendant les premières années de la République, plusieurs auteurs firent des thèses concernant la modification des provinces. Mais à ce moment-là, le Gouvernement central voulait concentrer des pouvoirs et il ne s'est pas occupé des lieux. On n'a pas non plus fait attention à la politique géographique et à la vie réelle du peuple.

Les provinces, les Taos et les districts avaient suivi le système de la dynastie précédente.

Les Thuins des Chings et les Taos des Tang étaient toujours établis d'après les limites naturelles, bien que cet ancien système ne puisse plus s'appliquer aujourd'hui, mais l'esprit scientifique des anciens gouverneurs nous a fait faire une expérience. Si nous voulons étudier la question de la modification de la province, nous devons abandonner complètement l'ancienne idée de frontières provinciales et les modifier tout entières. Nous ne devons pas seulement ap-

précier les faits historiques ou la situation actuelle de notre pays, mais aussi veiller à son développement industriel dans l'avenir. L'article 17 du « Principe de l'établissement de l'Etat » dit : « Les Gouvernements centraux et locaux doivent appliquer le système de balance des pouvoirs, si la politique a un caractère unitaire national, elle doit appartenir au Gouvernement central; si la politique a un caractère local, elle doit appartenir au Gouvernement local; la politique ne tend ni à la concentration, ni à la décentralisation ». Le caractère local est celui où dans la même province, ou la même région, il y a une situation géographique et une vie populaire semblables.

Quant à la superficie provinciale actuelle, elle doit être diminuée et surtout on doit faire disparaître les anciennes frontières provinciales. Ainsi, on pourra bien diriger la province, éviter le militarisme provincial et s'occuper des intérêts nationaux du peuple chinois.

§ II. — L'ESSAI DE CONCENTRATION DES ADMINISTRATIONS PROVINCIALES.

Dans le système provincial actuel, outre la difficulté de l'étendue considérable de la province et de la marche lente de la politique par l'influence du Comité, on en a trouvé encore une : c'est que les divers départements peuvent, d'une part, entrer en relations avec les ministères intéressés, d'autre part, commander directement les sous-préfets. A cause de cette indépendance des départements à l'égard du Gouvernement provincial, celui-ci n'a presque rien à

faire. Pour développer l'administration locale, maintenir l'avis unique du Gouvernement, augmenter l'énergie administrative, tous les départements et autres organes doivent se concentrer dans le Gouvernement provincial. En 1932, on a publié les règlements de la concentration administrative du Gouvernement provincial. D'après l'art. 4 de ces règlements, tous les actes et correspondances sont envoyés et reçus par le secrétariat, faits par les chefs des départements intéressés, signés par le président et contre-signés par les divers chefs, individuellement ou collectivement. D'après l'art. 5, depuis l'application de ces règlements, les divers départements et autres organes provinciaux ne peuvent plus s'adresser directement aux ministères ou aux Yuans, ni aux sous-préfets ou aux maires ou aux bureaux intéressés. Ils doivent agir au nom du Gouvernement provincial. Et en voici les avantages :

- 1° Diminuer les difficultés administratives;
- 2° Pouvoir établir un plan ou un projet unique;
- 3° Pouvoir éviter un travail double et le conflit d'attributions;
- 4° Pouvoir éviter les organes faisant double emploi.

Maintenant, il y a déjà quelques provinces qui appliquent ces règlements; on y a trouvé beaucoup d'avantages.

Section IV

La critique du système provincial actuel

Le système du gouverneur était le système politique appliqué avant le Gouvernement de Nankin, qu'on a déjà expliqué dans le chapitre I^{er}, section IV. Depuis l'établissement du Gouvernement de Nankin, on a modifié le système du gouverneur en celui du Comité, c'est-à-dire sous l'influence politique du système du parti du Koumintang.

Maintenant nous allons d'abord étudier les caractéristiques du système actuel de la province et, ensuite, nous en ferons une critique.

§ I. — LES CARACTÉRISTIQUES DU SYSTÈME PROVINCIAL ACTUEL.

Le système provincial actuel diffère beaucoup de l'ancien, ainsi que de celui d'Europe et d'Amérique. Nous allons parler de ses caractéristiques spéciales comme suit :

1° *L'unité de législation et d'administration.* — La séparation des pouvoirs est un grand principe de la démocratie, soit d'après le système central, soit d'après le système local; il y a, d'une part, toujours une Assemblée ou un Conseil comme organisation législative et, d'autre part, une personnalité ou un Comité comme organisation exécutive. Toutes les affaires importantes doivent être discutées et votées par le premier et exécutées par le deuxième. Avant l'établissement du Gouvernement national de Nankin,

la province avait aussi un gouverneur et un Conseil (Assemblée) provincial comme les organisations exécutive et législative. Quant au système provincial actuel, il ne comprend qu'un Comité politique du Gouvernement provincial; celui-ci joue un grand rôle à la fois de législation et d'exécution, c'est-à-dire qu'il est en même temps le législateur et l'exécuteur (administrateur). C'est contraire au principe de la séparation des pouvoirs, surtout contraire au principe du Koumintang (cinq pouvoirs séparés).

2° *Le système du Comité remplace le système du gouverneur.* — Sous le Gouvernement de Pékin, le système du gouverneur existait; ce dernier était le chef administratif de la province. Ses attributions, d'après les lois, lui permettaient d'agir selon son gré. Dans le système actuel, les commissaires du Comité sont au nombre de 7 à 9; toutes les affaires politiques doivent être décidées par le Comité avant d'être exécutées. La raison de ce changement de l'ancien système fut que le rôle du gouverneur était trop étendu; son action contre le gouverneur central était trop facile et favorisait le militarisme provincial. Avec le système actuel, on peut éviter le militarisme provincial et, d'autre part, on peut avoir à sa disposition des hommes politiques éminents.

§ II. — LA CRITIQUE
DU SYSTÈME PROVINCIAL ACTUEL.

Le système provincial actuel d'après les expériences de ces dernières années, n'est pas meilleur que l'ancien. Nous en allons étudier successivement :

I. — *Le défaut de l'organisation.* — a) D'après les lois organiques de la province, le président peut exécuter les décisions du Comité provincial. Les décisions de ce genre ne concernent que les attributions des départements civils, des finances, d'éducation et des travaux publics. Les différents départements peuvent diriger leurs affaires en même temps que le président qui exécute les décisions du Comité. Il y a là une contradiction; b) Le président a le pouvoir d'exécuter un coup d'Etat en cas de besoin. Mais il n'y a pas de définition, ni de limitation du « Coup d'Etat », le président, à son gré, joue un grand rôle sous le couvert d'un coup d'Etat. En apparence, le pouvoir du président n'est pas moins grand que celui de l'ancien gouverneur. Mais, par suite de l'obstruction du Comité, son pouvoir est en réalité beaucoup moindre.

II. — *Le rôle du Comité est trop étendu.* — L'ancien système provincial séparait les organisations législative et exécutive. Dans le système actuel, le Comité est à la fois l'organisation législative et exécutive; il décide, il exécute; aucun organe égal n'a de contrôle sur lui, et l'opinion du peuple ne peut pas se manifester. Le budget provincial est voté par le Comité

au gré de ce dernier. Ces dernières années, le budget provincial, en général, n'a pas été limité. Si les dépenses dépassent le budget en augmentant l'impôt, le peuple n'a pas le moyen de l'empêcher. C'est pourquoi l'organisation actuelle peut devenir une dictature de l'administration provinciale. Si le président joue un rôle militaire, il peut surtout devenir le dictateur individuel. Le droit du peuple n'a aucune garantie. Ajoutons que, le Comité peut décider et disposer des affaires concernant le domaine provincial, puis il peut en disposer à son gré. Quant à la nomination et à la révocation des fonctionnaires provinciaux, elles sont décidées par le Comité; le membre du Comité peut employer un personnel particulier.

III. — *Les désavantages réels.* — En réalité, malgré le système du Comité, il y a un certain nombre de commissaires qui sont les hauts officiers avec une force spéciale. Les commissaires sont toujours d'accord avec le président; il en résulte que le système du gouverneur continue. Si les commissaires ne sont pas en relation avec le président, derrière eux il y a une autre force politique. Dans ce cas, ils sont, soit contre le président et s'organisent à part, soit avec le président pour consolider leur situation. Il est rare qu'ils tiennent le juste milieu. Ajoutons que les décisions du Comité sont toujours proposées par le président ou par le chef du département intéressé et expliquées par eux, elles sont toujours votées. Les autres membres ne veulent ni ne peuvent s'y opposer, car les décisions proposées par les départements inté-

ressés paraissent toujours raisonnables; le temps fait défaut pour trouver des raisons contraires, et surtout les membres craignent que les autres n'aillent contre leurs propositions par représailles. Le système fait que les commissaires sont les uns contre les autres ou qu'ils sont toujours d'accord et que le Comité ne présente plus aucun intérêt.

IV. — *La responsabilité n'est pas bien définie.* —

Dans le système du Comité, les affaires marchent bien ou mal, il est difficile de savoir quelle est la responsabilité de chacun. Si les affaires marchent mal, les gens avertis invoquent le système du Comité et partagent la critique. Si, au contraire, les affaires vont bien, on ne peut savoir grâce à qui. Par exemple, la nomination du sous-préfet est faite par le Comité et proposée par le chef du département civil. En réalité, le chef du département civil joue un rôle important (1). Si le sous-préfet dirige bien la politique de son district, le chef du département civil est fier d'avoir proposé sa nomination. Au contraire, si le sous-préfet dirige mal, il rejette la responsabilité de sa nomination sur le Comité.

V. — *Les autres désavantages.* — a) Les dépenses du gouvernement provincial sont considérables. Car on doit payer les traitements et les frais pour plusieurs commissaires du Comité.

(1) Car les autres commissaires ne connaissent pas ou ne connaissent pas bien les personnes proposées par le chef du département civil, aussi ils ne peuvent les juger, en enfin le vote a toujours lieu.

b) L'administration fonctionne très lentement. Car chaque question, sauf un coup d'Etat, doit être discutée par le Comité.

§ III. — UNE OPINION SUR LE SYSTÈME PROVINCIAL ACTUEL.

Dans le système actuel, le Gouvernement provincial est sous la direction du Yuan exécutif, les droits dont disposent les ministères et les gouvernements provinciaux sont égaux. La situation du Gouvernement provincial est très élevée au point de vue du système local. Il n'est pas facile d'exécuter sur lui une surveillance. Mais les droits de direction et de surveillance sont de bons moyens pour augmenter l'utilité administrative. Si l'organe supérieur ne peut pas développer et faire valoir les droits de sa direction et de sa surveillance, la politique ne peut pas bien marcher. Dans ce cas-là, le Gouvernement provincial doit changer sa position, c'est-à-dire qu'il ne doit pas être sur le même pied que les ministères. A mon avis, d'abord, il faut réduire l'étendue de la province; ensuite, il faut mettre le Gouvernement provincial sous la direction du ministère de l'Intérieur. Voici pour quelles raisons :

I. — *Au point de vue du caractère des attributions.*
— Le rôle du ministère de l'Intérieur est de se charger des affaires intérieures, le rôle du Gouvernement provincial est de se charger de celles du civil. Le genre de leurs attributions est à peu près pareil. C'est pourquoi le Gouvernement provincial doit être soumis

au ministère de l'Intérieur. Et surtout, dans les pays civilisés (comme le département de France) les gouverneurs ou les préfets sont toujours sous la direction du ministère de l'Intérieur.

II. — *Au point de vue du travail.* — En dessous du Yuan exécutif, il y a des ministères, des gouvernements provinciaux et des maires. Ses attributions sont trop nombreuses pour lui, et il très difficile de diriger, et surtout il se trouve toujours des difficultés concernant la direction et la surveillance. En outre, sous le ministère de l'Intérieur, en ce moment, il n'y a que la préfecture de la police de Nankin ; il a beaucoup de temps pour s'occuper des affaires. Si l'on met la direction du Gouvernement provincial sous le ministère de l'Intérieur, il y aura une amélioration du travail.

III. — *Au point de vue de l'expérience.* — Nous citons un exemple, la Haute Cour provinciale appartient au ministère de la Justice. C'est pourquoi on peut bien développer le droit de direction et de surveillance. Au contraire, si elle appartient au Yuan exécutif, peut-être que ses affaires ne marcheront pas bien comme aujourd'hui. Donc, on voit par cet exemple que le Gouvernement provincial doit appartenir au ministère de l'Intérieur.

IV. — *Au point de vue du grade de fonctionnaire.* — La situation du Ministre de l'Intérieur est plus élevée que celle du président du Gouvernement provincial, il n'y a aucune difficulté pour que le Gouvernement provincial appartienne à son ministère.

CHAPITRE II

LE DISTRICT

Le district est la base de la circonscription administrative locale en Chine; nous l'avons déjà expliqué dans la première partie. D'après la loi organique du district (publiée le 5 juin 1929 et modifiée le 7 juillet 1930), tous les districts conservent leurs territoires (art. 1^{er}). S'il y a modification ou abolition, en cas de besoin, il faut que le Gouvernement provincial s'adresse au Ministère de l'Intérieur pour transmettre un rapport exposant ses raisons au Yuan exécutif, en demandant au Gouvernement national son approbation et sa publication. Les districts se divisent, selon l'étendue de leurs territoires, leurs affaires, leur population et leurs finances en trois classes (art. 4). Chaque district établit son Gouvernement qui, sous la direction et sous le contrôle du Gouvernement provincial, dirige l'administration et contrôle l'autonomie locale (art 3).

Le Gouvernement du district peut, dans les limites des lois et des règlements d'Etat et de la province, publier des arrêtés et des règlements. Sous le contrôle du sous-préfet d'une part, il y a un secrétaire et des

chefs de sections et de bureaux; d'autre part, il y a des chefs de cantons (de 7 à 10).

Nous allons maintenant étudier dans ce chapitre :

- I. — Le Gouvernement du district;
- II. — Le Conseil du district;
- III. — Les subdivisions du district;
- IV. — Les nouvelles lois autonomes du district.

Section I

Le Gouvernement du district

Nous divisons cette section en quatre paragraphes :

- 1° Le sous-préfet;
- 2° Les divers sections et bureaux du district;
- 3° La conférence politique et la conférence administrative du district;
- 4° Les règlements généraux, administratifs du Gouvernement du district (ou sous-préfecture).

§ I. — LE SOUS-PRÉFET.

On étudiera successivement :

- 1° La nomination;
- 2° Les attributions;
- 3° Les récompenses;
- 4° Les sanctions du sous-préfet.

I. — *La nomination du Sous-Préfet* (1).

Le sous-préfet est le chef politique du district; il est nommé par le Gouvernement provincial sur la

(1) La révocation du sous-préfet est traitée dans le même paragraphe, 4° partie. « Les sanctions du sous-préfet ».

proposition du département civil qui choisit deux candidats remplissant les conditions exigées d'après la décision du Comité (art. 2). La durée de son mandat est de 3 ans, s'il administre bien son district, il peut être renommé.

II. — *Les attributions du Sous-Préfet.*

Les attributions du sous-préfet sont les suivantes :

- 1° Contrôler et surveiller tous ses sous-agents;
- 2° Proposer les nominations du secrétaire et des chefs de section au département civil et proposer les nominations des chefs de bureaux au Gouvernement provincial;
- 3° Nommer les sous-agents des bureaux et les employés;
- 4° Présider la conférence politique et la conférence administrative du district.

III. — *Les récompenses du Sous-Préfet.*

D'après l'art. 2 du règlement des récompenses et des sanctions du sous-préfet (publié par le Ministère de l'Intérieur le 28 janvier 1929) on divise les récompenses en cinq catégories :

- 1° Avancement;
- 2° Augmentation du traitement;
- 3° Inscription au grand prix d'honneur;
- 4° Inscription au prix d'honneur;
- 5° Félicitations.

Selon l'art. 4 de ce règlement, si le sous-préfet remplit une des conditions suivantes, le département civil peut lui donner les récompenses :

1° Suivre le principe politique du Koumitang et avoir bien rempli ses fonctions ;

2° Dans un cas d'extrême gravité, avec son génie et ses capacités, avoir pu garder l'ordre dans son district ;

3° Avoir saisi le chef des révoltés et conjuré le grand danger ;

4° Bien organiser les secours en cas de sinistre et assurer les vivres aux sinistrés dans son district ;

5° Bien organiser les Sociétés de secours et prendre soin des pauvres gens ;

6° Organiser la police et la milice avec un bon résultat ;

7° Développer l'éducation avec succès ;

8° Maintenir la voirie en parfait état dans le plus bref délai ;

9° Terminer le recensement dans son district dans le plus bref délai ;

10° Evaluer rapidement la superficie des champs ;

11° Faire exécuter aux fermiers la plantation d'au moins trois mille arbres avec succès ;

12° Organiser avec succès la coopération des fermiers et des ouvriers ;

13° Garder le plus étroit contact avec le peuple et lui donner une instruction de quatre pouvoirs (élection, révocation, initiative, référendum) ;

14° Bien organiser les cours d'eau ;

15° Bien organiser la salubrité publique ;

16° Faire cesser la superstition sociale et corriger les mauvaises mœurs.

D'après l'art. 5 de ce règlement, l'avancement du sous-préfet est demandé par le département civil, fixé par le Gouvernement provincial et approuvé par le ministère de l'Intérieur. D'après l'article 6 de ce règlement, l'augmentation du traitement est demandée par le département civil, accordée par le Gouvernement provincial et enregistrée par le Ministère de l'Intérieur. D'après l'art. 7 de ce règlement, les autres récompenses sont accordées par un décret du département civil.

IV. — *Les sanctions du Sous-Préfet.*

D'après l'art. 3 de ce règlement, il y a six catégories de sanctions :

- 1° Révocation ;
- 2° Suspension ;
- 3° Réduction du traitement ;
- 4° Insertion d'une grande faute ;
- 5° Insertion d'une faute ;
- 6° Blâme.

D'après l'art. 8, le sous-préfet sera l'objet d'une sanction s'il se trouve dans un des cas suivants :

- 1° S'il est contre le principe politique du Kou-mintang ;
- 2° S'il est contre la loi et convaincu de prévarication par un témoignage exact ;
- 3° S'il est négligent dans l'exécution des lois, des décrets ou des instructions ;
- 4° S'il néglige de prévenir le danger, augmentant ainsi la gravité de ce dernier ;
- 5° Si sa conduite laisse à désirer ;

6° S'il néglige les affaires de police, favorisant le banditisme ;

7° S'il néglige les affaires de l'autonomie locale, si son administration est mauvaise et si l'opinion se tourne contre lui ;

8° S'il néglige de secourir les sinistrés ou détourne la somme destinée aux secours ;

9° Si le recensement et la réparation des voies ne sont pas terminés dans un délai fixé et cela sans raisons ;

10° S'il néglige l'administration scolaire ;

11° S'il néglige l'administration sanitaire ;

12° S'il néglige de surveiller ses subalternes et provoque des incidents.

D'après l'article 9 de ce règlement, la révocation du sous-préfet est demandée par le département civil, fixée par le Gouvernement provincial et enregistrée par le Ministère de l'Intérieur. D'après l'art. 10 de ce règlement, la suspension du sous-préfet est proposée par le département civil, fixée par le Gouvernement provincial et enregistrée par le Ministère de l'Intérieur. D'après l'art. 11 de ce règlement, la réduction du traitement du sous-préfet est demandée par le département civil, accordée par le Gouvernement provincial et enregistrée par le Ministère de l'Intérieur. D'après l'art. 12 de ce règlement, les autres sanctions sont accordées par le décret du département civil. D'après l'article 13 de ce règlement, l'inscription au prix d'honneur est équivalente à l'insertion de la faute commise ; deux inscriptions au prix

d'honneur équivalent à une insertion de la grande faute commise, et deux insertions de la faute commise équivalent à une inscription au grand honneur.

§ II. — LES DIVERS SECTIONS ET BUREAUX DU GOUVERNEMENT DU DISTRICT

Le Gouvernement du district a un secrétaire, une ou deux sections (selon le besoin), quatre bureaux :

- 1° Le bureau de la sûreté publique ;
- 2° Le bureau des finances ;
- 3° Le bureau des travaux publics ;
- 4° Le bureau de l'éducation.

En cas de besoin on peut ajouter les bureaux de la salubrité publique, des terrains, des sociétés et de l'alimentation. Chaque section a un chef, deux ou quatre agents. Le nombre de sections et des sous-agents des sections est réglé par le Gouvernement provincial et enregistré par le ministère de l'Intérieur. Les nominations de secrétaire, des chefs de sections et des bureaux, des sous-agents des sections, nous les avons déjà indiquées dans les attributions du sous-préfet, au premier paragraphe. Maintenant nous allons étudier les attributions du secrétaire, des sections et des bureaux.

I. — *Les attributions du Secrétaire*

Les attributions du secrétaire du Gouvernement du district sont :

- 1° Les affaires urgentes et importantes ;
- 2° Les documents ;

- 3° L'enregistrement des nominations et des révocations des agents et des employés;
- 4° Le garde des sceaux;
- 5° Les affaires concernant la conférence politique du district;
- 6° Autres affaires n'intéressant pas les sections.

II. — *Les attributions de la première Section*

Les attributions de la première section du Gouvernement du district sont :

- 1° La sûreté publique;
- 2° L'éducation;
- 3° L'autonomie locale et l'élection;
- 4° La milice locale;
- 5° Les coutumes;
- 6° Les religions;
- 7° Les cérémonies;
- 8° Les secours sociaux;
- 9° La presse;
- 10° La conservation des antiquités;
- 11° La réception et l'envoi des lettres officielles;
- 12° Autres affaires.

III. — *Les attributions de la deuxième Section*

Les attributions de la deuxième section du Gouvernement du district sont :

- 1° Les finances;
- 2° Les travaux publics;
- 3° L'industrie et le commerce;
- 4° Les mesures;

- 5° Le budget;
- 6° La conservation des meubles publics;
- 7° La statistique;
- 8° La rédaction et la conservation des documents;
- 9° Les comptes;
- 10° Les affaires quotidiennes.

IV. — *Les attributions du bureau de la Sûreté publique*

Le bureau de la sûreté publique est l'organe de police le plus haut dans le district. Dans chaque canton du district, il y a une branche du bureau de la sûreté publique, à sa tête un chef qui est nommé par le Gouvernement sur la proposition du sous-préfet. Quant aux attributions du bureau de la sûreté publique, elles consistent à s'occuper :

- 1° Du contrôle sur les petits bureaux secondaires de la sûreté publique;
- 2° Du recensement;
- 3° De la police;
- 4° Des incendies;
- 5° Des épidémies;
- 6° De la salubrité publique;
- 7° Des sinistrés;
- 8° De la protection des forêts, de la pêche et de la chasse.

V. — *Les attributions du bureau des Finances*

Le bureau des finances du district est chargé de :

- 1° Recevoir les impôts;

- 2° Recevoir les dettes publiques;
- 3° Diriger le domaine public;
- 4° Diriger les autres finances locales.

VI. — *Les attributions du bureau
des Travaux publics*

Le bureau des travaux publics s'occupe :

- 1° Du terrain;
- 2° De l'agriculture;
- 3° Des mines;
- 4° Des forêts;
- 5° Des cours d'eau;
- 6° D'autres affaires concernant les travaux publics.

VII. — *Les attributions de l'Education*

Le bureau de l'éducation s'occupe :

- 1° Des écoles;
- 2° Des musées;
- 3° Des terrains sportifs;
- 4° Des jardins publics;
- 5° D'autres affaires de la civilisation et de la Société.

§ III. — LA CONFÉRENCE POLITIQUE

ET LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE DU DISTRICT

La conférence politique est réglée dans les lois organiques du district, publiées par le Gouvernement national.

La conférence administrative du district est fixée dans les règlements spéciaux publiés par le ministère

de l'Intérieur. La première comprend le sous-préfet et ses agents. C'est une conférence qui s'ouvre souvent. La deuxième comprend non seulement les agents du sous-préfet, mais aussi les chefs des cantons, les chefs des associations et les membres envoyés par le département civil. C'est une conférence pour développer toutes les administrations du district, et elle a lieu deux fois par an. Donc, nous allons étudier ces deux conférences séparément.

I. — *La conférence politique du District*

A) Les membres de cette conférence sont (art. 21 de la loi organique du district):

- 1° Le sous-préfet;
- 2° Le secrétaire et les chefs des sections;
- 3° Les chefs des bureaux.

Le sous-préfet est le président de cette conférence.

B) Les affaires qui doivent être décidées par cette conférence sont (art. 22 de la loi organique du district):

- 1° Le budget et le rapport financier;
- 2° Les dettes publiques;
- 3° La disposition du domaine public;
- 4° La direction de la régie.

En cas de besoin, le sous-préfet peut faire d'autres propositions à cette conférence.

Les règlements de la séance sont fixés par la conférence.

II. — *La conférence administrative du District*

A) Les membres de cette conférence sont (art. 2 du règlement de la conférence administrative):

1° Le sous-préfet, le secrétaire, les chefs des sections et des bureaux;

2° Les chefs des cantons;

3° Les chefs des associations, invités par le sous-préfet;

4° Les membres envoyés par le département civil.

D'après l'art. 4 de ce règlement, la conférence a un président et un vice-président. Le premier est d'office le sous-préfet; le deuxième est élu par les membres présents. D'après l'art. 5 de ce règlement, cette conférence a lieu deux fois par an; le jour de l'ouverture de cette conférence est réglé par le Gouvernement du district, à condition d'établir un rapport au département civil, aux fins d'enregistrement.

B) Les limites des décisions de cette conférence sont:

1° Les propositions du sous-préfet;

2° Les propositions des membres présents;

3° Les propositions de diverses associations locales avec la recommandation de trois membres présents.

D'après l'art. 17 et l'art. 8, la majorité absolue pour l'ouverture de la séance et le rôle du président pendant l'égalité de pour et de contre, sont tout à fait les mêmes que ceux de la conférence administrative du département civil. D'après l'art. 9, les décisions de cette conférence sont exécutées au choix par le

sous-préfet. D'après l'art. 10, après la clôture de cette conférence, les décisions doivent être envoyées au département civil aux fins d'enregistrement. Le budget des frais de cette conférence est préparé par le sous-préfet et approuvé par le département civil.

§ IV. — LE RÈGLEMENT GÉNÉRAL ADMINISTRATIF DU GOUVERNEMENT DU DISTRICT

Le règlement général administratif est celui qui fait appliquer la loi organique du district (art. 1^{er}). L'exécution de la politique du district, sauf les indications de la loi organique, doit être d'après ce règlement (art. 2). La partie la plus importante de ce règlement concerne les règlements du travail; nous allons étudier ci-dessous :

1° D'après l'art. 13, l'horaire du travail quotidien du Gouvernement du district est fixé par le Gouvernement provincial;

2° Le congé du sous-préfet doit être autorisé par le Gouvernement provincial et le département civil; il est remplacé provisoirement par le secrétaire, mais si son congé dépasse un mois, il doit être remplacé par un membre nommé par le Gouvernement provincial (art. 14);

3° Le congé des agents doit être autorisé par le sous-préfet, lequel peut désigner quelqu'un en remplacement. Si le secrétaire et les chefs de sections demandent un congé de plus d'un mois, le sous-préfet doit établir un rapport au département civil, aux fins d'enregistrement (art. 15);

4° On divise les actes notariés des agents en trois sortes :

- A) Le plus important,
- B) Le moins important,
- C) L'ordinaire.

Le travail le plus important ne peut pas dépasser un jour, le moins important ne peut dépasser trois jours, et l'ordinaire ne peut pas dépasser sept jours. Dans les cas particuliers, les agents peuvent demander un ajournement au sous-préfet (art. 16);

5° Le Gouvernement du district peut, en cas d'instruction supérieure difficile à exécuter, demander une solution à son organe supérieur, mais il ne peut pas laisser aller sans raison (art. 17);

6° Les actes notariés, devant être expédiés, doivent être gardés secrets par les agents (art. 18).

Section II

Le Conseil provisoire du district

Chaque district a son Conseil provisoire avant d'établir son Conseil officiel. Un jour le Conseil officiel s'établira, le premier va disparaître. C'est un organe représentatif du peuple du district.

Maintenant, nous allons d'abord étudier le Conseil provisoire dans la loi organique de district du 5 juin 1929, ensuite dans la loi organique et la loi de l'élection du Conseil provisoire du 1^{er} février 1935.

§ I. — LE CONSEIL PROVISOIRE
DANS LA LOI ORGANIQUE DE DISTRICT DE 1929

Les conseillers du district sont élus par le peuple. La durée de leur mandat est de trois ans. Chaque année le renouvellement a lieu par tiers. Les attributions du Conseil provisoire sont, pour le district :

- 1° Discuter et voter le budget et la dette publique ;
- 2° Discuter les règlements spéciaux ;
- 3° Proposer au Gouvernement du district les affaires politiques ;
- 4° Examiner les propositions du sous-préfet.

§ II. — LA LOI ORGANIQUE DU CONSEIL PROVISOIRE
DU DISTRICT DE 1935

Nous allons étudier successivement :

- 1° Les attributions ;
- 2° Le nombre des candidats conseillers ;
- 3° La durée et les fonctions ;
- 4° La session et la séance ;
- 5° Les décisions ;
- 6° La garantie et les sanctions du Conseil provisoire ;
- 7° Les employés du Conseil.

I. — *Les attributions*

Les attributions du Conseil provisoire du district, d'après l'art. 2, consistent :

- 1° A préparer et à perfectionner l'autonomie du district ;

2° Voter le budget et vérification du rapport financier du district ;

3° Voter l'impôt et le contrat en augmentant la dépense du trésor du district ;

4° Voter la direction et la disposition du domaine du district ;

5° Etablir les comptes des finances du district ;

6° Voter les règlements spéciaux du district ;

7° Faire les propositions au Gouvernement du district, pour la création et l'annulation de la politique concernant ce district ;

8° Voter les propositions du sous-préfet ;

9° Interpeller le sous-préfet ;

10° Recevoir les requêtes du peuple ;

11° Remplir quelques autres attributions.

II. — *Le nombre des conseillers*

Le nombre des candidats sera proportionnel à la population. D'après l'article 3, le conseiller sera élu directement par les citoyens du district. Le district qui aura moins de 50.000 habitants aura sept conseillers, celui qui en aura plus de 50.000 et moins de 100.000 aura neuf conseillers, celui qui aura plus de 100.000 et moins de 150.000 en aura onze, celui qui aura plus de 150.000 et moins de 200.000 en aura treize. Pour plus de 200.000, on ajoutera un candidat par 50.000 habitants. Mais le total ne pourra pas dépasser vingt.

En dehors des conseillers élus, le sous-préfet pourra nommer des conseillers techniques comme

conseillers du district, mais le nombre de ceux-ci ne pourra pas dépasser un cinquième des conseillers élus.

III. — *La durée et la fonction.*

La durée du mandat du conseiller sera de deux ans (art. 4). Si le conseiller élu démissionne ou est révoqué, le candidat le remplacera d'après l'ordre de l'élection. Mais la durée de ses fonctions expirera à la date où cessent celles de son prédécesseur (art. 5). Les conseillers ne pourront pas être à la fois agents de la sous-préfecture et de l'organe inférieur de cette dernière (art. 6). Les fonctions du conseiller seront gratuites; mais pendant la session, il pourra être payé (art. 7).

IV. — *La séance.*

Le Conseil aura un président et un vice-président élus par les conseillers en scrutin secret; si le président ou le vice-président ne peuvent pas être en fonction, on devra élire quelqu'un en remplacement (art. 6). Pendant la séance du Conseil, le président présidera; à défaut du président, ce sera le vice-président; à défaut des deux, on élira une personne comme président provisoire (art. 7). La première séance sera convoquée par le sous-préfet (art. 10).

Le Conseil s'ouvrira tous les six mois; mais sur la demande du sous-préfet ou d'un tiers des conseillers; la séance extraordinaire devra être convoquée. La durée de la session ordinaire et de la session extraordinaire ne pourra dépasser un mois (art. 11).

A l'ouverture de la séance, il devra y avoir un nombre de membres présents formant une majorité absolue. Les décisions devront être votées par la majorité absolue des membres présents. Si le pour et le contre sont égaux, le président prendra la décision (art. 12). Le conseiller ne devra pas participer au vote, s'il y a des décisions qui le concernent lui-même (art. 13).

Pendant la séance du Conseil, on pourra inviter le sous-préfet à rendre compte ou à répondre aux questions (art. 14).

V. — *Les décisions.*

Les décisions du Conseil devront être envoyées au sous-préfet pour les faire exécuter ; si le sous-préfet ne les exécute pas, ou bien s'il le fait injustement, le Conseil pourra demander au Gouvernement de prendre une résolution (art. 15).

Si le sous-préfet considère qu'une décision n'est pas bonne, il devra la renvoyer avec explication au Conseil pour demander un deuxième vote. Si les deux tiers des membres présents votent encore la même décision, le sous-préfet devra l'exécuter (art. 16).

VI. — *La garantie et les sanctions.*

Les conseillers ne seront pas responsables de leurs paroles et de leurs décisions hors du Conseil (art. 17). Le conseiller, à l'exception du flagrant délit, ne pourra pas être saisi ou enfermé sans autorisation du Conseil

pendant la session (art. 18). Quant aux sanctions, si le conseiller viole les lois ou manque à ses fonctions, il sera révoqué par les citoyens du district.

VII. — *Les employés du Conseil.*

Le Conseil provisoire du district pourra avoir un chef-clerc, quatre clercs qui, sous la direction du président, dirigeront l'inscription des documents, des comptes, des affaires quotidiennes. Pendant la session du Conseil, il pourra, selon le besoin, avoir des employés (art. 20).

§ III. — LA LOI CONCERNANT L'ÉLECTION
DU CONSEIL PROVISOIRE DU DISTRICT.

La loi concernant l'élection du conseiller provisoire est une partie des lois organiques du Conseil provisoire du district. Nous divisons cette loi de la façon suivante :

- I. — Les conditions pour être éligible;
- II. — L'élection;
- III. — Les listes et l'inscription de l'électeur;
- IV. — Le scrutin;
- V. — Le dépouillement du scrutin;
- VI. — Le résultat de l'élection;
- VII. — Le vote nul;
- VIII. — Les conflits d'élection.

I. — *Les conditions pour être éligible.*

Tout citoyen étant électeur et ayant 25 ans ,pourra être éligible comme conseiller provisoire, s'il remplit une des conditions suivantes (art. 3) :

1° Avoir reçu une instruction autonome avec un certificat ;

2° Avoir été reçu dans un examen ordinaire avec un certificat ;

3° Avoir été instituteur ;

4° Avoir fini ses études à l'école secondaire ;

5° Avoir travaillé avec succès dans les bureaux de secours ou de bienfaisance ;

6° Avoir été membre actif dans une association professionnelle depuis plus d'un an.

Au contraire, on n'aura pas le droit d'être électeur ni éligible si l'on se trouve dans l'un des cas suivants (art. 4) :

1° Etre inapte ;

2° Privé du droit de faire valoir son patrimoine.

En outre, les droits pour être électeur et éligible seront suspendus si l'on se trouve dans l'un des cas suivants (art. 5) :

1° Etre agent public de ce district ;

2° Etre militaire ou agent de police en activité.

De plus, les droits pour être électeur et éligibles seront suspendus si l'on se trouve dans l'un des cas suivants :

1° Etre instituteur (de l'école) ;

2° Etre étudiant à la Faculté ;

3° Etre bonze ou curé.

II. — *L'élection.*

D'après l'art. 3 de la loi organique du Conseil provisoire, l'élection des conseillers provisoires se fera

d'après la proportion de la population du district qu'on divisera en quelques circonscriptions électorales. La proportion du nombre des conseillers et la division des circonscriptions électorales seront préparées par le sous-préfet, approuvées et publiées par le chef du département civil. On distingue ici :

A) Le contrôleur supérieur et le Comité de l'élection;

B) Le jour de l'élection.

A) *Le contrôleur supérieur et le Comité de l'élection.*

Le chef du département civil sera le contrôleur supérieur de l'élection.

Les élections seront dirigées par le Comité de l'élection dont le président sera le sous-préfet et dont un commissaire sera élu par les chefs du quartier, de la petite ville et du village, et, parmi eux, le règlement du travail sera fixé par le département civil.

B) *Le jour de l'élection.* — Le jour de l'élection sera fixé au dimanche ou à un jour férié et sera annoncé par le contrôleur supérieur sur la demande du Comité de l'élection. L'élection du conseiller aura lieu le même jour dans toutes les circonscriptions électorales.

III. — *La Liste et l'Inscription.*

A) *La liste.* — Le Comité de l'élection devra d'après les circonscriptions électorales, établir la liste électorale avant l'élection.

B) *L'inscription*. — Dix jours avant l'inscription, le Comité devra publier les noms des électeurs devant les bureaux du quartier, de la petite ville et du village. Le citoyen pourra demander des modifications au bureau cinq jours après la publication de la liste, s'il trouve qu'il y a des fautes ou des oublis.

Cinq jours avant l'inscription, le Comité devra publier les règlements d'inscription dans toutes les subdivisions du district. Le délai d'inscription sera de dix jours. Au moment de l'inscription, si l'électeur remplit les conditions exigées, l'agent du bureau lui délivrera, après vérification, une carte d'électeur avec sa signature. Le citoyen pourra demander une solution au Comité de l'élection à partir de la date de la vérification, s'il considère que la vérification de l'agent du bureau n'est pas juste.

Le Comité dirigera l'établissement de la liste électorale trente jours avant l'élection dans les divers bureaux des subdivisions du district, dont les chefs seront « agents d'inscription ». Voici en quoi consistent les travaux de l'agent d'inscription :

- 1° Vérifier si les citoyens qui viennent s'inscrire, remplissent les conditions exigées ;
- 2° Conserver la liste électorale ;
- 3° Diriger les autres affaires concernant l'inscription.

IV. — *Le Scrutin*.

Le Comité établira les bureaux des scrutins dans les bureaux des subdivisions du district. Ce seront les chefs des bureaux des subdivisions qui dirigent en

même temps les bureaux des scrutins. Les attributions de ces « agents des bureaux des scrutins » consisteront à :

1° Diriger l'ouverture et la fermeture du bureau de scrutin ;

2° Désigner les contrôleurs du scrutin ;

3° Délivrer les scrutins aux électeurs ;

4° Conserver l'urne et les listes des scrutins ;

5° Maintenir l'ordre dans le bureau du scrutin ;

6° Veiller aux autres affaires concernant les scrutins.

Le Comité devra faire les listes électorales et préparer les urnes en les délivrant dans les bureaux des scrutins. On devra indiquer le nom, le sexe, l'âge et l'adresse sur la liste. Le Comité devra, d'après la formule, faire imprimer les scrutins et les délivrer aux bureaux des scrutins. Ne pourront être électeurs que ceux dont les noms figurent sur la liste de leur circonscription électorale d'origine, mais il n'y aura pas de restriction pour être éligible. Personne ne pourra entrer dans le bureau des scrutins en dehors des électeurs, des contrôleurs et de l'agent du bureau des scrutins.

Les opérations du scrutin seront les suivantes :

1° L'électeur devra se présenter lui-même pour recevoir le bulletin ; il devra présenter sa carte d'électeur au contrôleur et signer sur la liste des électeurs ;

2° Chaque électeur aura un bulletin. L'élection sera à scrutin secret et uninominal ;

3° L'électeur ne pourra parler à personne, sauf

pour demander une explication concernant les opérations de scrutin à l'agent du bureau de scrutin ;

4° L'agent du bureau de scrutin devra montrer publiquement l'urne avant le dépôt du bulletin de l'électeur. Aussitôt, il fermera l'urne, et il ne pourra plus l'ouvrir jusqu'au dépouillement du scrutin ;

5° Le bulletin devra être écrit et remis par l'électeur lui-même ; s'il ne peut écrire, il pourra demander à un agent provisoire du bureau d'écrire pour lui, mais sous les yeux du contrôleur ;

6° L'électeur devra se retirer aussitôt après la remise du bulletin.

En outre, si l'électeur fraude pour remplacer quelqu'un ou violer les lois, l'agent du bureau de scrutin pourra suspendre le vote, à condition d'établir un rapport au Comité.

Chaque bureau de scrutin aura six contrôleurs, désignés par l'agent du bureau parmi les électeurs : trois des plus âgés et trois des plus jeunes.

V. — *Le dépouillement du scrutin.*

Après le vote, l'agent du bureau et les contrôleurs devront opérer le dépouillement du scrutin. Après quoi, le résultat de l'élection et les bulletins devront être envoyés au Comité pour être vérifiés et publiés.

Pendant la vérification de l'élection, le contrôleur supérieur, ou son délégué, devra être présent et surveiller. De plus, c'est aussi à ce moment qu'on devra compter sur la liste du scrutin le nombre des bulletins et le nombre des signatures des électeurs présents.

Le bulletin sera nul dans l'un des cas suivants :

- 1° S'il n'est pas adapté à la formule;
- 2° S'il porte autre chose d'écrit;
- 3° Si l'écriture en est illisible;
- 4° Si ce n'est pas le bulletin officiel.

VI. — *Le résultat de l'élection.*

Sera élu celui qui aura la majorité relative dans sa circonscription. Si deux candidats élus ont le même nombre de voix, l'élection se fera par le tirage au sort. Ceux qui auront le moins de voix restent candidats. Leur nombre sera le même que celui des élus.

Le Comité devra publier les noms de ceux qui sont élus et ceux des candidats avec le nombre de leurs voix séparément devant les diverses subdivisions, en même temps, il devra en aviser les élus.

L'élu qui désirera être ou non en fonction devra répondre au Comité dans le délai de cinq jours à partir de celui où il aura reçu l'avis du Comité. En cas de non réponse dans les cinq jours, on considèrera qu'il ne désirera pas être en fonction. Si l'élu désire être en fonction, le contrôleur supérieur lui délivrera un certificat d'élu.

VII. — *Le vote et l'élu invalidés.*

A) *Le vote nul.* — La nouvelle élection devra avoir lieu dans un délai de 10 jours à partir du moment où le vote aura été déclaré nul.

Le vote sera déclaré nul dans l'un des cas suivants :

Lorsqu'il aura été reconnu judiciairement :

1° Qu'il y aura plus d'un tiers des électeurs qui n'auront pas rempli les conditions du vote ;

2° Que l'élection se sera faite en violant les lois.

B) *Invalidation de l'élu.* — Si l'élu est invalidé ou qu'il ne désire pas être en fonction, les candidats pourront le remplacer.

Il y aura invalidation dans l'un de cas suivants :

1° S'il y a décès ;

2° S'il est prouvé par jugement que l'élu ne remplit pas les conditions exigées ;

3° Si l'on a reconnu par jugement que les voix de l'élu ont été fraudées.

VIII. — *Les conflits d'élection.*

L'électeur pourra faire appel à la justice, au tribunal, dans un délai de cinq jours à partir de celui de la publication des noms des élus, s'il considère que l'agent du bureau ou les contrôleurs ont fraudé ou violé les lois.

L'électeur pourra demander que justice lui soit rendue comme on l'a indiqué ci-dessus, s'il considère que l'élu ne remplit pas les conditions exigées, ou que le nombre des voix n'est pas exact, ou encore que celui qui devra être élu n'a pu l'être.

Les conflits d'élection devront être réglés avant tout et sans délai ; ils seront réglés en une seule fois.

Le crime d'élection devra être puni par les lois criminelles.

§ IV. — LA COMPARAISON ENTRE LES CONSEILS DU DISTRICT D'APRÈS LA LOI DE 1929 ET D'APRÈS LA LOI DE 1935.

La loi de 1929 est la loi organique du district, la loi de 1935 est la loi organique du Conseil provisoire du district. Il y a une différence en ce qui concerne le Conseil provisoire du district. Nous allons faire la comparaison ci-dessous.

I. — *Les attributions*

Le Conseil provisoire du district d'après la loi de 1929, n'a que quatre attributions (art. 26) :

1° Discuter et voter le budget, le rapport financier et la dette publique ;

2° Discuter et voter les règlements spéciaux du district ;

3° Faire les propositions concernant la politique du district au Gouvernement du district ;

4° Discuter les propositions du sous-préfet.

Mais, outre ces quatre attributions, d'après l'article 2 de la loi de 1935, le Conseil provisoire du district aura encore les attributions suivantes :

1° Préparer et terminer l'autonomie du district ;

2° En discuter et en voter l'impôt et faire le contrat concernant l'augmentation des dépenses du district ;

3° Vérifier les comptes ;

4° Discuter et voter la direction et les dispositions du domaine du district ;

5° Faire les interpellations au sous-préfet;

6° Recevoir les demandes du peuple.

Ainsi on remarque que le Conseil provisoire de 1935 aura plus d'attributions que le Conseil de 1929.

II. — *La durée de mandat*

D'après la loi de 1929, la durée du mandat du conseiller est de trois ans; chaque année il y a un renouvellement par tiers. La durée du mandat du conseiller, d'après la loi de 1935, sera de deux ans.

Section III

La subdivision du district

Chaque district, d'après la loi organique du district de 1929, selon sa population et la dimension de son territoire, se partage en quelques cantons (Tchu) à l'exception de ses coutumes spéciales ou bien des limites de son territoire ou bien encore de sa situation particulière. Chaque canton est divisé en un nombre de petites villes (1) ou villages variant entre 10 et

(1) Le sens de « petite ville » et de « village », en français et en chinois, est tout à fait différent. En chinois, la ville, c'est un certain lieu avec un nombre déterminé d'habitants et des magasins, les maisons sont plutôt bien arrangées. Quant au village, le nombre des habitants est indifférent, mais inférieur à celui d'une ville, mais il n'y a pas de magasins (parfois une ou deux petites boutiques), les maisons sont moins bien et, surtout, les habitants sont paysans. En France, pour les Chinois, il n'y a pas de village, car même dans un village on trouve des magasins. C'est la petite ville au sens chinois. En un mot, ce qui différencie la ville et le village, au sens chinois, c'est la preuve que la première est pour le commerce et le deuxième pour l'agriculture.

50. Chaque village doit avoir au moins 100 familles (foyers), celui qui a moins de 100 familles, doit adhérer à un autre village pour en constituer un. La petite ville doit avoir au moins une population de 100 familles. Celle qui a moins de 100 familles doit appartenir au village. Mais si elle a une situation particulière dans un endroit, elle pourra être un village ou une petite ville, malgré sa population inférieure à 100 familles. La petite ville et le village ne peuvent pas avoir plus de 1.000 familles. Cinq familles forment un Ling et 25 familles deviennent un Lieu.

Maintenant, dans ce paragraphe, nous allons avoir trois parties : 1° le canton; 2° la petite ville et le village; 3° le Lieu et le Ling.

§ I. — LE CANTON

Chaque canton a son bureau pour diriger l'administration de son territoire. Le chef du canton contrôle et surveille les affaires concernant l'autonomie du canton, il est élu par les habitants de ce canton. Après qu'a eu lieu l'élection du chef cantonal, il faut faire faire un rapport au département civil de la province par le sous-préfet. Les habitants du canton ont le droit d'initiative et de référendum sur le règlement public de ce canton. Ils ont également des droits sur les affaires autonomes. Si le chef du canton dépasse ses attributions ou dirige mal les affaires de son territoire, les habitants pourront le révoquer et en élire un autre pour le remplacer. Lorsque les habitants élisent le chef, ils élisent aussi cinq ou sept commissaires du contrôle pour organiser la

Commission du contrôle du canton. Les attributions de la Commission du contrôle consistent à : 1° contrôler les finances du canton; 2° surveiller le chef du canton.

Les sous-agents du bureau du canton sont nommés par le sous-préfet sur la proposition du chef du canton. Le nombre des employés du canton est fixé par le sous-préfet. Il y a la conférence du bureau du canton dont les membres sont : 1° le chef du canton; 2° les sous-agents du bureau; 3° les chefs des petites villes et des villages dans ce canton. La conférence sera ouverte au moins une fois par mois, convoquée par le chef du canton, et lui la présidera. Quant aux attributions de cette conférence elles consistent : 1° à discuter les finances du bureau cantonal;

2° A discuter la disposition du patrimoine public du canton;

3° A discuter, à voter et à modifier les contrats publics cantonaux et les règlements spéciaux du canton.

§II. — LA PETITE VILLE ET LE VILLAGE

Chaque petite ville ou village a son bureau, à la tête duquel se trouve un chef qui contrôle et surveille les affaires autonomes dans sa ville ou son village. Il y a, dans chaque ville ou village, un sous-chef pour aider le chef. Mais si la ville ou le village a plus de 500 foyers il peut y avoir plus d'un sous-chef. Les chefs de ville ou de village peuvent aussi désigner les chefs du Lieu pour les aider à diriger les affaires de leurs bureaux. Les chefs et les sous-chefs sont élus par l'assemblée générale des habitants de la ville ou

du village, après l'élection un rapport est établi par le chef du canton et transmis au sous-préfet. Si les chefs et les sous-chefs dépassent leur pouvoir ou remplissent mal leurs fonctions ils peuvent être révoqués par l'assemblée générale des habitants de la ville ou du village et une nouvelle élection des chefs aura lieu.

Lorsque l'Assemblée d'une ville ou d'un village élit les chefs de cette ville ou de ce village, elle élit aussi trois ou cinq membres comme commissaires du contrôle pour organiser le comité de ce contrôle, ses attributions sont : 1° contrôler les finances de la ville ou du village; 2° constater et contrôler l'excès du pouvoir ou la violation des lois des chefs.

§ IV. — LE LIEU ET LE LING

Au-dessous de la ville et du village, les subdivisions dont le Lieu (25 foyers) et le Ling (5 foyers). Chacun a son chef qui dirige les affaires autonomes. Ces chefs sont élus par l'assemblée des habitants. Après avoir élu des chefs, il faut qu'un rapport soit fait par les chefs de la ville ou du village et transmis par le chef du canton au sous-préfet. L'Assemblée des habitants du Ling et du Lieu a aussi le droit de révoquer leurs chefs. Si les chefs d'une ville ou d'un village considèrent que les chefs du Lieu ou du Ling dépassent leur pouvoir ou manquent à leurs fonctions, ils peuvent proovquer l'Assemblée des habitants pour en réélire d'autres. Après la révocation des chefs du Lieu ou du Ling, un rapport du bureau de la ville ou du village doit être adressé au sous-préfet par les soins du bureau du canton.

Section IV

La nouvelle loi autonome du district

La nouvelle loi autonome du district est faite d'après le projet de la nouvelle constitution de 1934. Il y a beaucoup de changements dans cette loi. Nous allons maintenant l'étudier d'abord, puis nous la comparerons avec celle de l'autonomie actuelle du district.

§ I. — LA CIRCONSCRIPTION AUTONOME ET LES AFFAIRES CONCERNANT L'AUTONOMIE DU DISTRICT

D'après l'article 1^{er} de cette loi, le district sera le point de départ de l'autonomie; il conservera son territoire actuel. Toute modification ou toute abolition du district devront être approuvées par le Gouvernement national (art. 2). Sous la direction du district, il y aura des villages ou petites villes, en-dessous des villages ou des petites villes il y aura des Lieus et des Lings, un Ling se composera de 10 foyers, et 10 Lings deviendront un Lieu (100 foyers) et enfin 10 Lieus deviendront un village ou une petite ville (1.000 foyers). Malgré tout, la division et l'organisation du village et de la petite ville pourront être modifiées selon la situation géographique et les coutumes locales. L'endroit où siègera le Gouvernement du district, pourra être divisé en quartiers qui seront les mêmes degrés que le village ou la petite ville, ainsi que les organisations (art. 3). Quant aux affaires concernant l'autonomie elles comprendront pour le district :

- 1° Le recensement et l'inscription des habitants;
- 2° L'administration des terres;
- 3° Les finances;
- 4° Les communications ou moyens de transport, l'utilisation des eaux et autres travaux publics;
- 5° Les régies et les coopérations;
- 6° La sûreté;
- 7° L'éducation et la civilisation;
- 8° La salubrité publique;
- 9° Les assistances et les secours;
- 10° La conservation et l'aménagement du domaine public;
- 11° La conservation des mouvements anciens et des curiosités locales;
- 12° Et autres attributions le concernant.

§ II. — LE CITOYEN ET L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU DISTRICT

Les conditions du citoyen seront les mêmes que celles de la ville (art. 6, 7 de la loi organique municipale de 1930). Quant à l'Assemblée générale du district, elle sera organisée par les citoyens du district, pour user de leurs droits à l'élection, à la révocation, à l'élaboration et au référendum des lois (art. 9). L'Assemblée générale aura lieu une fois tous les trois ans, en cas de besoin, une Assemblée générale extraordinaire pourra être ouverte. L'Assemblée générale aura lieu le même jour dans les différentes villes ou villages (art. 10). Elle sera convoquée par le sous-préfet, comme l'Assemblée générale extraordinaire, mais en cas d'élection ou de révocation du sous-préfet

ou au cas où l'absence du sous-préfet sera nécessaire, l'Assemblée sera convoquée par le président du Conseil du district. En plus, s'il y a plus d'un vingtième de la totalité des citoyens dans chaque tiers des villages, petites villes et des quartiers du district, qui le demanderont, le sous-préfet ou le président du Conseil du district devra convoquer l'Assemblée générale extraordinaire (art. 11). Les décisions de l'Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire seront applicables, s'il y a le vote de la majorité absolue des citoyens présents parmi chaque dixième de la totalité des citoyens dans la moitié des quartiers, des villages et des petites villes du district (art. 12).

§ III. — LE CONSEIL ET LE GOUVERNEMENT DU DISTRICT

Le Conseil du district sera organisé par les conseillers élus par l'Assemblée générale du district.

A) *Le nombre des conseillers* (art. 14). — Le nombre des conseillers sera presque le même que celui du Conseil provisoire; mais si le district de ce dernier a une population dépassant 200.000 habitants il pourra ajouter un conseiller par 50.000 habitants, toutefois le nombre total ne peut dépasser 20, et pour le district du premier, si sa population dépasse 200.000, il pourra ajouter un conseiller par 30.000 habitants, mais le nombre total des conseillers ne pourra dépasser 30.

On attache moins d'importance au nombre des habitants que pour le conseil provisoire.

B) *La durée du mandat.* — La durée du mandat du conseiller provisoire sera de deux ans; mais celle du conseiller officiel sera de 3 ans.

C) *Les attributions* (art. 16). *la fonction* (art. 17, 18), *la session et la séance* (art. 21, 22, 23, 24), *les décisions, la garantie, les sanctions* (art. 25, 26, 27), *et les bureaux* (art. 28), seront tout à fait pareils à ceux du Conseil provisoire, seulement le Conseil officiel ne jouira plus du droit de la préparation et de la perfection de l'autonomie, car à ce moment là l'autonomie sera déjà chose faite.

Le Gouvernement du district

Un sous-préfet, à la tête du Gouvernement, sera élu par l'Assemblée générale du district, mais la nomination sera faite par le Gouvernement provincial sur le rapport de l'Assemblée générale du district. Les candidats sous-préfets devront avoir le certificat de l'examen du Gouvernement central ou être pressentis (questionnés) par ce dernier (art. 30).

Voici les attributions du sous-préfet :

1° Sous le contrôle du Gouvernement provincial, il dirigera l'autonomie du district;

2° Sous la direction du Gouvernement provincial, il exécutera les ordres du Gouvernement central et provincial (art. 31);

3° En cas de nécessité, le sous-préfet pourra demander au Gouvernement provincial de mobiliser les troupes provinciales ou nationales, ou bien demander directement ces troupes aux chefs (art. 34).

La durée du mandat du sous-préfet sera de 3 ans; il pourra être réélu (art. 35). Si le sous-préfet viole les lois ou manque à ses fonctions, il pourra être révoqué par l'Assemblée générale du district (art. 36). Si la révocation du sous-préfet est votée, le sous-préfet devra démissionner, le Conseil du district en choisira un provisoirement et convoquera l'Assemblée générale pour élire dans un délai d'un mois au plus tard, le nouveau sous-préfet, dont la durée du mandat comptera à partir du jour de son élection. Si le sous-préfet est révoqué à la suite d'une indiscipline, on appliquera la même règle que ci-dessus (art. 37).

Les attributions du Gouvernement du district seront :

1° La publication du budget, du rapport financier et des règlements spéciaux votés par le Conseil du district;

2° La publication des arrêtés du district dans les limites des lois et des règlements centraux et provinciaux.

L'organisation du Gouvernement du district, sauf les règlements du sous-préfet, dont nous avons parlé plus haut, sera divisé en section (art. 38) :

1° *La première section.* — Elle dirigera le recensement des habitants et l'administration du terrain;

2° *La deuxième section.* — Elle dirigera les finances, le domaine public, la régie et la coopération;

3° *La troisième section.* — Elle s'occupera de l'industrie, des communications, du service des eaux et des travaux publics;

4° *La quatrième section.* — Elle s'occupera de la sûreté publique ;

5° *La cinquième section.* — Elle s'occupera de l'éducation, de la civilisation, de la conservation des monuments et des endroits pittoresques ;

6° *La sixième section.* — Elle dirigera les œuvres d'assistances, de secours et de salubrité publique.

Les sections indiquées ci-dessus pourront, en cas de besoin, ou d'après la situation financière, être remaniées, soit en bureaux, soit en un nombre moindre de sections, par décision du Conseil du district et avec l'approbation du Gouvernement provincial (art. 39).

Chaque section aura un chef, et deux à cinq sous-agents. En dehors des sections, le Gouvernement aura un secrétaire et de un à quatre assistants, pour garder les sceaux, diriger les affaires importantes, les documents, les affaires quotidiennes, et autres attributions qui ne concerneront pas ces sections (articles 40 et 41).

En cas de besoin, le Gouvernement pourra nommer des conseillers techniques et des employés (article 42).

L'organisation de la police et les milices du district sera réglée par le Gouvernement provincial sur la demande du Gouvernement du district (art. 43).

En cas de besoin, le sous-préfet pourra convoquer la conférence administrative du district, dont le président sera le sous-préfet et dont les membres seront le secrétaire, les chefs des sections, les chefs des quartiers, des villages et des petites villes intéressées (art. 45).

§ IV. — LES FINANCES DU DISTRICT

I. — Les recettes du district d'après l'article 47, proviendront :

1° D'un pourcentage de plus de 70 % sur l'impôt foncier ;

2° D'un pourcentage de 30 % sur les taxes commerciales ;

3° Du domaine public du district ;

4° De la régie du district ;

5° Les autres recettes selon les lois doivent appartenir au district.

Si ces recettes ne sont pas suffisantes pour ses dépenses, le district pourra demander une subvention provinciale ou nationale.

II. — Les proportions des dépenses, les dispositions du domaine public et de la régie.

A) Les propositions des dépenses.

D'après l'article 48, parmi les recettes totales, il faudra avoir au moins un pourcentage de 60 % pour les frais d'éducation, de civilisation, des travaux publics, de salubrité publique, d'hôpitaux, d'assistance et de secours, ces sommes ne devront pas être affectées à une autre œuvre.

B) Les dispositions du domaine public et de la régie.

D'après l'article 49, le domaine public et la régie du district ne devront pas être vendus ou changés sans les décisions du Conseil du district et l'approbation du Gouvernement provincial.

§ V. — LES SUBDIVISIONS DU DISTRICT
D'APRÈS LES NOUVELLES LOIS

Les subdivisions du district d'après la nouvelle loi organique seront différentes de celles qui ont été faites d'après la loi organique du district. Nous allons maintenant les comparer pour en saisir les différences.

I. — *Les subdivisions.* — D'après la loi organique du district de 1929, le district comprend : 1° le canton ; 2° la petite ville ou village ; 3° le Lieu ; 4° le Ling. D'après la nouvelle loi, le district comprendra : 1° le quartier, le village ou la petite ville ; 2° le Lieu ; 3° le Ling. La seule différence est dans la suppression du canton et dans la création du quartier pour la ville où siégera la sous-préfecture.

II. — *La population.* — D'après la loi de 1929, la population du village ou de la petite ville ne peut dépasser 1.000 foyers, mais d'après la nouvelle loi, la population du village ou de la petite ville pourra avoir 2.000 foyers ; comme résultat, on supprime les cantons et on englobe le village et la petite ville. En plus, d'après la loi de 1929, 5 foyers deviennent un Ling et 5 Lings deviennent un Lieu (25 foyers). Mais d'après la nouvelle loi, un Ling comprendra 10 foyers, un Lieu comprendra 10 Lings (100 foyers), et un village ou une petite ville comprendra 10 Lieux (1.000 foyers). L'unité de la population sera plus grande qu'auparavant et les subdivisions fondamentales (Ling et Lieu) seront plus près de la sous-préfecture.

III. — *Le village et la petite ville.* — A) L'Assemblée générale du village ou de la petite ville. — D'après le règlement applicable de la loi organique du district en 1929, l'Assemblée générale des habitants du village ou de la petite ville a deux sessions par an, et chacune dure au plus six jours (art. 25 et 26). La séance extraordinaire aura lieu sur la demande du $1/10^{\circ}$ du nombre total des habitants. Les décisions seront prises par plus de la moitié des habitants présents à l'Assemblée générale (art. 22). Mais d'après la nouvelle loi, l'Assemblée générale des habitants du village ou de la petite ville aura une session par an, dont la durée ne sera pas limitée. La séance extraordinaire aura lieu sur la demande du $1/20^{\circ}$ du nombre total des habitants (art. 51). Les décisions de toutes les Assemblées seront applicables, s'il y a $1/10^{\circ}$ du nombre total des habitants présents à l'Assemblée, et si l'on a le consentement de plus de la moitié des habitants présents (art. 52).

B) *Les chefs du village et de la petite ville.* — D'après le règlement de la loi organique du district, les chefs du village ou de la petite ville sont nommés par le sous-préfet sur la demande du chef de canton, et ils sont choisis parmi les membres élus en nombre double par l'Assemblée du village ou de la petite ville, puis un rapport est établi au département civil provincial (art. 45 dans la loi organique du district). La durée du mandat de ces chefs est d'un an (art. 37). Pour être élus, ces chefs doivent remplir les conditions suivantes (à part celles qui sont semblables) :

1° avoir 25 ans; 2° avoir passé un examen de fonctionnaire public, un examen ordinaire et un supérieur; 3° avoir travaillé dans la partie du Koumintang; 4° avoir été en fonction publique dans un organe inférieur du Gouvernement national. Mais, les chefs, d'après la nouvelle loi, seront élus par les habitants; la durée de leur mandat sera de deux ans (art. 56). Les conditions pour être élu sont (à part celles qui sont semblables) : 1° avoir 30 ans; 2° avoir été en service dans une association professionnelle pendant plus d'un an. La conférence du bureau du village ou de la petite ville, d'après la loi organique du district, a lieu au moins une fois par mois. Mais d'après la nouvelle loi, la date de cette conférence ne sera pas arrêtée.

C) *Le Comité de contrôle du village ou de la petite ville.* — D'après le règlement de la loi organique de 1929, la séance du Comité est ouverte une fois par mois (art. 55). La durée du mandat du contrôleur est d'un an. Mais d'après la nouvelle loi, la séance du Comité ne sera pas fixée, la durée du mandat du contrôleur sera de deux ans (art. 62). En plus, le contrôleur pourra seul exercer ses fonctions sur les finances de son village (ou de sa petite ville), puis s'adresser au Gouvernement du district s'il considère que les recettes et les dépenses ne sont pas exactes (art. 61).

CHAPITRE III

LA VILLE MODERNE

Nous avons déjà indiqué ce qui concerne l'histoire de la création des villes modernes en Chine depuis l'établissement du Gouvernement national à Nankin, dans la première partie de cette thèse. Maintenant, nous allons étudier dans ce chapitre l'organisation de la ville.

D'après la loi organique municipale de 1930, on distingue deux sortes de villes : 1° celles qui appartiennent au Yuan exécutif ; 2° celles qui appartiennent au Gouvernement provincial.

La ville appartient au Yuan exécutif, si elle remplit une des conditions suivantes :

- 1° Etre la capitale ;
- 2° Avoir plus d'un million d'habitants ;
- 3° Avoir une situation spéciale concernant la politique et l'économie.

Si une ville remplit la deuxième ou la troisième condition, et si elle est chef-lieu de province, elle appartient au Gouvernement provincial.

La ville appartient au Gouvernement provincial si elle remplit une des conditions suivantes :

1° Avoir une population de plus de 300.000 habitants;

2° Avoir une population de plus de 200.000 habitants, mais avec des impôts commerciaux et fonciers dans une proportion de plus de la moitié des recettes entières de la ville.

Les divisions et les modifications doivent être accordées dans les conditions suivantes :

1° Les divisions et les modifications de la ville qui appartient au Yuan exécutif, doivent être demandées par ce dernier et approuvées par le Gouvernement national;

2° Les divisions et modifications de la ville qui appartient au Gouvernement provincial, doivent être demandées par ce dernier, transmises par le Yuan exécutif, et approuvées par le Gouvernement national.

Chaque ville se compose d'une municipalité et d'un Conseil provisoire pour diriger l'administration et faire les législations municipales.

La ville est divisée en plusieurs arrondissements et subdivisions que nous étudierons plus tard.

Nous divisons ce chapitre en 3 sections : 1° la municipalité; 2° Le Conseil provisoire municipal; 3° les subdivisions de la ville.

Section I

La municipalité

La municipalité se compose d'un maire, de deux adjoints; celle qui appartient au Yuan exécutif a un secrétaire général, et celle qui appartient au Gouver-

nement provincial a un secrétaire. En outre, elle se compose de divers bureaux dont chacun a un chef. La municipalité peut selon la loi grouper les dettes publiques pour les travaux publics. Elle peut aussi, d'après les lois et les règlements, diriger son administration, contrôler ses organes inférieurs et autonomes, publier les arrêtés et les règlements spéciaux. Elle organise la conférence politique municipale pour faire marcher ses affaires. Elle peut, si elle en a besoin, nommer les conseillers techniques et choisir les employés.

Maintenant, nous allons nous occuper 1° du maire et du secrétaire général; 2° des divers bureaux; 3° de la conférence politique municipale.

§ I. — LE MAIRE ET LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Nous divisons ce paragraphe en deux parties : 1° le Maire; 2° le Secrétaire général.

I. — *Le Maire.*

Le Maire est le chef de l'administration municipale. Le Maire de la ville qui appartient au Yuan exécutif, est nommé par le Gouvernement national sur la proposition du Yuan exécutif. Il a le même grade que celui de chef du département provincial. Le Maire de la ville qui appartient au Gouvernement provincial, est nommé par le Gouvernement national et proposé d'abord par le Gouvernement provincial, ensuite, par le Yuan exécutif. Il a, soit le grade du

chef du département provincial, soit du sous-préfet, tout dépend de leur importance.

Quant à ses attributions, elles sont les suivantes :

- 1° Commander et contrôler ses agents;
- 2° Proposer au Yuan exécutif ou au Gouvernement provincial de nommer le secrétaire général, le secrétaire et les chefs des bureaux;
- 3° Nommer les sous-agents;
- 4° Faire les propositions au Conseil provisoire municipal;
- 5° Convoquer la conférence municipale et la présider.

II. — *Le Secrétaire général.*

Le Secrétaire général est nommé pour la ville qui appartient au Yuan exécutif ou qui est une ville très importante. Son grade est un peu inférieur à celui du maire. Dans son secrétariat, il y a quelques secrétaires et plusieurs sous-agents qui sont sous sa direction. Quant à la ville qui appartient au Gouvernement provincial, il y a un Secrétaire.

Les attributions du secrétariat sont les suivantes :

- 1° Diriger les documents;
- 2° Diriger les services ordinaires;
- 3° Exercer les affaires qui sont en dehors des bureaux et des sections;
- 4° Présenter la conférence politique.

§ II. — LES DIVERS BUREAUX.

La municipalité comprend les bureaux suivants : 1° bureau général; 2° de la sûreté publique; 3° des finances; 4° des travaux publics. D'après l'art. 15 de la loi organique municipale, la municipalité peut, en cas de besoin, avec l'approbation de son organisation supérieure, établir les bureaux suivants : 1° de l'éducation; 2° de la salubrité publique; 3° des terrains; 4° de l'utilité publique; 5° des ports. Chaque bureau a son chef. Le chef du bureau de la ville qui appartient au Yuan exécutif, a un grade un peu inférieur à celui du maire ou du sous-préfet. Le chef du bureau de la ville qui appartient au Gouvernement provincial a un grade égal à celui du sous-préfet ou inférieur à celui du sous-préfet. Le nombre des agents de chaque bureau (ou section) (1), sauf la fixation de cette loi, doit être réglé dans la loi organique municipale qui est faite par son organisation supérieure.

On aura à étudier successivement ces bureaux indiqués ci-dessus.

I. — *Le Bureau des sociétés (Bureau général).*

D'après l'art. 8 de la loi organique municipale, alinéas 1 à 10, les attributions de ce bureau sont les suivantes :

1° Le recensement et l'inscription des actes civils;

(1) D'après l'article 17, la ville qui appartient au Gouvernement provincial selon les nécessités financières peut, à l'exception du bureau de la sûreté publique, réorganiser ses bureaux en sections.

2° Les secours et l'assistance aux enfants, aux vieillards, aux pauvres et aux sinistrés ;

3° Le dépôt, la préparation, et la balance de l'alimentation ;

4° L'amélioration et la protection de l'agriculture, du commerce et de l'industrie.

5° L'administration du travail ;

6° La protection et la limitation du déboisement, de l'élevage, des pêches et de la chasse ;

7° Le contrôle des affaires concernant l'utilité publique, qui est exécuté par les civils ;

8° L'organisation et les indications concernant les Sociétés de coopération et les affaires de collaboration ;

9° L'amélioration des coutumes ;

10° L'instruction et la civilisation.

II. — *Le Bureau de la sûreté publique.*

Chaque ville a un bureau de la sûreté publique pour maintenir la tranquillité et l'ordre de la ville. Mais si la ville où siège la capitale ou le chef-lieu de la province n'organise pas ce bureau, on y établit une préfecture de police pour la capitale et un organe spécial de police pour le chef-lieu.

D'après l'art. 8 de la loi organique municipale, alinéas 11 à 14, le bureau de la sûreté publique s'occupe de :

1° La sûreté générale ;

2° L'incendie ;

3° La salubrité publique ;

4° L'installation et la limitation des hôpitaux, des marchés, des abattoirs et des salles de spectacle.

III. — *Le Bureau des finances.*

D'après l'art. 8, alinéas 15 à 18 de la loi organique municipale, le bureau des finances s'occupe de :

- 1° Les recettes et les dépenses;
- 2° La préparation du budget et du rapport financier;
- 3° La direction et les dispositions du domaine public municipal;
- 4° La direction de la régie municipale;
- 5° L'administration du terrain.

IV. — *Le Bureau des travaux publics.*

D'après l'art. 18, alinéas 19 à 22 de la loi organique municipale, le bureau des travaux publics s'occupe de :

- 1° La construction et la réparation des bâtiments publics, des jardins publics, des terrains sportifs et du cimetière;
- 2° La direction et la limitation des bâtiments privés;
- 3° La direction des ponts et chaussées;
- 4° La direction de la navigation, des ports, des bateaux, etc...

V. — *Les bureaux qu'on créera d'après les besoins.*

Ce sont :

- 1° Le bureau de l'éducation qui dirige l'instruction et les civilisations;

2° Le bureau de la salubrité publique qui s'occupe de l'hygiène publique municipale et l'installation et la limitation des hôpitaux, des marchés, des abattoirs et des salles de spectacle ;

3° Le bureau des terrains qui s'occupe de l'administration des terrains ;

4° Le bureau de l'utilité publique qui s'occupe du contrôle de l'utilité publique dirigée par le civil, et la direction de la régie municipale ;

5° Le bureau des ports qui s'occupe de la direction de la navigation, des ports et des bateaux.

§ III. — LA CONFÉRENCE POLITIQUE MUNICIPALE.

D'après l'art. 24 de la loi organique municipale, on organise la conférence politique pour faire marcher l'administration de la ville. Les membres de cette conférence sont les suivants :

1° Le maire ;

2° Les adjoints ;

3° Les chefs des bureaux ou des sections ;

4° Les délégués du Conseil provisoire municipal au nombre de 3 à 5.

Le secrétaire général ou les secrétaires doivent y assister.

Cette conférence s'ouvre au moins une fois par mois ; elle est convoquée et présidée par le maire. Quant à ses attributions, elles concernent :

1° Les règlements du secrétariat et des bureaux ou des sections ;

° Les règlements spéciaux municipaux ;

- 3° Le budget et le rapport financier ;
- 4° Les finances et les dettes publiques ;
- 5° La direction du domaine public et les travaux publics en régie ;
- 6° Les conflits d'attributions entre les bureaux ou les sections ;
- 7° La proposition du maire ;
- 8° Autres affaires importantes.

Section II

Le Conseil provisoire municipal

Chaque ville (ville moderne) a son Conseil provisoire avant d'établir son Conseil officiel comme organe représentatif des habitants de la ville. Le but de ce conseil est tout à fait le même que celui du Conseil du district. On étudiera d'abord le Conseil dans la loi organique de la ville du 20 mai 1930 ensuite la loi organique du Conseil provisoire du 1^{er} février 1935.

§ I. — LE CONSEIL PROVISOIRE MUNICIPAL DANS LA LOI ORGANIQUE DE LA VILLE

Il y a un Conseil provisoire dans la ville ; il comprend des conseillers élus par les citoyens de cette ville. La durée de leur mandat est de trois ans, chaque année il y a renouvellement par tiers. La fonction du conseiller est gratuite. Les attributions du Conseil consistent à voter :

- 1° Les règlements spéciaux pour cette ville ;
- 2° Le budget et les dettes municipales ;

3° Les dispositions du domaine public et la régie municipale;

4° Les attributions en dehors des trois attributions précédentes.

Pendant les vacances du Conseil municipal, les affaires des deux premières peuvent être votées par la conférence politique municipale et doivent ensuite être approuvées par le Conseil municipal. La création ou annulation de certaines mesures prises par la ville, peuvent être envoyées pour être discutées au Conseil par la Mairie, ou encore proposées par le Conseil à la Mairie. Le Conseil comprend un président et un vice-président élus par les conseillers. La durée du mandat de tous les deux est d'un an, mais ils peuvent être réélus. Le Conseil a deux sessions ordinaires chaque années, mais sur la demande d'un cinquième des conseillers ou en cas de besoin et avec l'approbation du maire, il y aura une session extraordinaire.

§II. — LA LOI ORGANIQUE DU CONSEIL PROVISOIRE MUNICIPAL DE 1935.

Nous allons étudier successivement :

- a) Les attributions;
- b) Le nombre des candidats;
- c) La durée, la fonction;
- d) Les sessions, les séances, les décisions;
- e) La garantie et les sanctions.

a) *Les attributions*

Les attributions du Conseil provisoire municipal sont tout à fait les mêmes que celles du Conseil provisoire du district, mais dans les limites de la ville.

b) *Le nombre des conseillers*

D'après l'article 3, les conseillers sont élus directement par des citoyens de la ville. La proportion des candidats est établie d'après la population.

Pour la ville de 300.000 habitants : neuf conseillers ; si la population d'une ville dépasse 300.000 habitants, un conseiller en plus par 50.000 habitants, mais ils ne doivent pas dépasser le nombre de 30, à l'exception des conseillers élus, le maire peut nommer des conseillers techniques comme conseillers mais leur nombre ne peut pas dépasser un cinquième des conseillers élus. (Tout à fait comme le Conseil provisoire du district).

c) *La durée, la fonction, etc...*

La durée du mandat du conseiller provisoire municipal est d'un an (art. 4). Les vacances aux postes de conseiller, la fonction gratuite, l'élection du président et du vice-président, l'ouverture des séances, les décisions, l'absence du Conseil, l'invitation du maire, le veto du maire, la garantie et les sanctions des conseillers, tout cela se fait exactement comme dans le district (voir les articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, de la loi organique du Conseil du district de 1935, en pages 138, 139, 140).

La première séance est convoquée par le maire (art. 10). Le Conseil ouvre sa session ordinaire tous les trois mois, mais sur la demande du maire ou d'un tiers des conseillers, la session extraordinaire doit être convoquée. Mais tous les deux sessions ne peuvent pas dépasser 20 jours (art. 11).

§ III. — LA COMPARAISON ENTRE LA LOI DE 1930 ET CELLE DE 1935 CONCERNANT LE CONSEIL PROVISOIRE MUNICIPAL.

Le Conseil provisoire d'après la loi organique municipale de 1930 est différent du Conseil provisoire d'après la loi de 1935. Nous allons donc faire une comparaison :

1° *Au point de vue de la durée du mandat.* — D'après la loi de 1930, la durée du mandat du conseiller est de 3 ans, et d'après les lois de 1935, la durée du mandat du conseiller sera d'un an. Chaque année d'après la loi de 1930, il y a un renouvellement du tiers des conseillers, mais cette règle n'existera pas dans la loi de 1935;

2° *Au point de vue de la fonction.* — La fonction du conseiller provisoire municipal de 1930 est gratuite, mais le conseiller de 1935 pourra toucher une certaine somme;

3° *Au point de vue de la session.* — Le Conseil de 1930 a deux sessions ordinaires par an, mais celui de 1935 aura une session tous les trois mois;

4° *Au point de vue de la séance extraordinaire.* —

La séance extraordinaire est ouverte sur la demande du cinquième du nombre total des conseillers et convoquée par le président. Quant à la séance extraordinaire du Conseil provisoire municipal de 1935, elle sera ouverte sur la demande du tiers de la totalité des conseillers ou sur celle du maire.

Section III

Les subdivisions municipales

L'organisation des subdivisions de la ville moderne est différente de celle des autres villes et des districts. Nous diviserons cette section en paragraphes comme suit : 1° les subdivisions de la ville et les conditions du citoyen; 2° l'arrondissement; 3° le Fang; 4° le Lieu et le Ling; 5° la comparaison de l'autonomie du district et celle de la ville.

§ I. — LES SUBDIVISIONS DE LA VILLE ET LES CONDITIONS DES CITOYENS

I. — *Les subdivisions de la ville*

Chaque ville est divisée en arrondissements (ou sections): Fang, Lieu et Ling, sauf dans certains cas particuliers. Le Ling est le point de départ de l'autonomie municipale. Chaque Ling se compose de 5 foyers. Chaque Lieu se compose de 5 Ling (25 foyers). Chaque Fang se compose de 20 Lieux (500 foyers) et chaque arrondissement se compose de 10 Fangs (5.000 foyers).

Quant à l'organisation du Conseil municipal, elle est étudiée dans la section de la ville (section IV, Chap. IV).

II. — *Les conditions des citoyens*

Pour participer à l'Assemblée des habitants de la ville ou à celle du Fang, et pour avoir le droit d'élire et de révoquer les fonctionnaires, de légiférer et de faire un référendum aux lois, il faut remplir une des conditions suivantes :

1° Etre chinois, sans considération de sexe;

2° Avoir demeuré dans cet arrondissement sans interruption depuis plus d'un an ou avoir eu son domicile plus de deux ans;

3° Etre âgés de 20 ans;

4° Après avoir prêté serment et s'être fait inscrire.

Si l'on se trouve dans l'un des cas suivants, on ne peut pas exercer ses droits de citoyen.

1° S'il est prouvé par les tribunaux qu'on a agi contre le Gouvernement;

2° Etre un fonctionnaire ou un bourgeois indélicat, jugé par les tribunaux;

3° Avoir perdu ses droits civiques et n'être pas encore réhabilité;

4° N'avoir pas le droit de diriger son patrimoine (interdiction);

5° Fumer l'opium ou une drogue du même genre.

L'habitant aura le droit du citoyen, dès qu'il sera inscrit, peu importe l'endroit de l'arrondissement pourvu qu'il reste dans le même arrondissement. Quant à prêter serment, il doit apposer sa signature

sur la formule de ce serment au bureau du Fang, sous la surveillance de l'agent de l'arrondissement. La formule du serment est la suivante : « Je soussigné, « déclare en toute sincérité, prêter serment devant « le public, remplir toutes mes obligations de citoyen, « rester fidèle à ma patrie, et travailler pour elle, « appliquer les « trois principes du peuple » et la « constitution de cinq pouvoirs séparés », faire que « la Nation soit forte et durable, et enfin maintenir « la paix du monde ».

§ II. — L'ARRONDISSEMENT

I. — *Le bureau de l'arrondissement*

Chaque arrondissement a son bureau, avec un chef pour diriger les affaires autonomes de sa circonscription. Le bureau exécute : 1° les décisions de l'Assemblée générale des habitants de cet arrondissement ; 2° les décisions de la conférence des représentants d'arrondissement ; 3° les recettes, les dépenses, les deniers, les domaines publics et les régies ; 4° les affaires proposées par la municipalité ; 5° les autres affaires doivent être traitées par lui conformément aux lois et aux règlements. Le chef de l'arrondissement est élu par l'Assemblée générale des habitants de cet arrondissement, la durée de son mandat est d'un an, mais il peut être réélu. S'il est révoqué, son successeur peut rester en fonction pendant le reste de la durée du mandat de son prédécesseur. Après l'élection du chef de l'arrondissement, il faut qu'un rapport soit adressé par le maire à son

organe supérieur (le Yuan exécutif ou le Gouvernement provincial). Si le chef d'arrondissement ne peut pas diriger ses affaires par suite d'empêchement pendant deux mois, il sera remplacé par une personne choisie par les chefs des Fangs parmi eux. Si l'absence du chef dépasse deux mois, à moins de choisir un remplaçant, une autre élection doit avoir lieu. Le bureau d'arrondissement peut avoir un certain nombre d'adjoints, à la fin de chaque mois, le bureau doit envoyer un rapport sur ce qui a été fait à la municipalité.

II. — *L'Assemblée générale des habitants d'arrondissement*

L'Assemblée générale des habitants d'arrondissement est destinée à appliquer les droits d'élection, de révocation de projet de lois et enfin de référendum. L'Assemblée générale a lieu le même jour dans les différents Fangs de l'arrondissement, une fois par an, au plus 6 jours, sur la convocation du chef d'arrondissement.

L'Assemblée générale extraordinaire aura lieu, s'il y a des affaires importantes ou particulières. Si l'on discute la révocation du chef, l'Assemblée générale extraordinaire sera convoquée par le président de la conférence des représentants d'arrondissement. Les règlements de l'Assemblée générale sont faits par le Gouvernement municipal et les sceaux sont délivrés par le Yuan exécutif ou par le Gouvernement provincial.

III. — *La conférence des représentants d'arrondissement*

La conférence des représentants d'arrondissement est un organe qui exécute sa fonction pendant les vacances de l'Assemblée générale, comme la Commission départementale pour le Conseil général en France. Elle est organisée par les représentants élus par l'Assemblée générale. La fonction de représentant est gratuite. Chaque Fang en élit deux, et ceux-ci sont renouvelés par moitié chaque année. Si les représentants outrepassent leurs droits, les habitants des Fangs peuvent les révoquer. La conférence a son président élu par les représentants, parmi eux. Elle a les attributions suivantes : 1° vérifier le budget et le rapport financier d'arrondissement ; 2° discuter et voter les propositions envoyées par la municipalité ou par le bureau d'arrondissement ; 3° discuter et voter les propositions des bureaux des Fangs et des représentants ; 4° discuter et voter les affaires qui lui appartiennent.

Avant l'ouverture des séances, il faut inviter le chef d'arrondissement, les contrôleurs ainsi que les chefs des Fangs, afin qu'ils puissent y assister.

IV. — *Les contrôleurs de l'arrondissement*

Chaque arrondissement doit avoir deux contrôleurs, choisis au cours de la première séance de la conférence des représentants. La durée du mandat du contrôleur est d'un an, mais il peut être réélu. Après la clôture de la conférence, ils remplissent

leurs attributions : 1° si les recettes et les dépenses du bureau d'arrondissement ne sont pas équilibrées ou 2° pour une cause anormale, ou 3° si le bureau n'exécute pas bien les décisions de l'Assemblée générale, ou 4° celles de la conférence des représentants, ou bien 5° si le chef d'arrondissement ou ses adjoints dépassent leurs pouvoirs, les contrôleurs doivent adresser le président de la conférence des représentants pour convoquer la conférence. Les contrôleurs peuvent aussi, à leur gré, vérifier ou examiner les comptes, ou les affaires dont ils ont à s'occuper.

§ III. — LE FANG.

Le bureau du Fang.

Chaque Fang (quartier) a son bureau, avec un chef y dirigeant toutes les affaires autonomes. Ses attributions sont : 1° exécuter les décisions de l'Assemblée du Fang ; 2° exécuter et préparer le budget et le rapport des comptes ; 3° percevoir les recettes, les dépenses, les deniers publics, le domaine public et la régie, etc. ; 4° exécuter les propositions de la mairie ou de l'arrondissement. La durée de mandat de chef du Fang est d'un an, mais il peut être réélu. Si pour une raison quelconque, le chef du Fang ne peut rester en fonction, son successeur doit y rester jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur. Sa fonction est gratuite, mais dans certains cas, les frais du bureau lui sont payés. Les recettes et les dépenses du Fang doivent être publiées une fois tous les trois

mois. Le bureau du Fang doit avoir la Commission d'arbitrage qui est organisée par un certain nombre de commissaires élus par les habitants pendant la séance de l'Assemblée du Fang. Les attributions de la Commission sont de faire cesser les conflits civils ou les conflits criminels si, selon les lois, les plaintes peuvent être retirées.

II. — *L'Assemblée générale du Fang.*

L'Assemblée générale du Fang est un organe législatif, convoqué par le chef du Fang, deux fois par an. La première Assemblée se tient un mois avant l'expiration du mandat du chef du Fang. S'il y a une question spéciale à examiner, une séance extraordinaire aura lieu. Le président de l'Assemblée est, d'office, le chef du Fang; mais dans certains cas, si le chef doit s'absenter (en cas de révocation du chef du Fang) le président est élu par les habitants présents. Les règlements de la réunion sont fixés par la mairie qui lui délivre également le sceau. Quant aux attributions de l'Assemblée générale, elles sont : 1° élire et révoquer le chef du Fang ou les autres employés du bureau; 2° discuter et voter les règlements particuliers du Fang; 3° discuter et voter le budget et le rapport financier du Fang; 4° discuter et voter les propositions du bureau du Fang; 5° discuter et voter les propositions du Lieu et du Ling et des habitants du Fang.

.III. — *Le Comité de contrôle du Fang*

C'est un organe de contrôle sur le bureau du Fang. Il se compose de trois à cinq membres élus par l'assemblée du Fang. Si les contrôleurs outrepassent leurs pouvoirs, ou s'ils s'en détournent, ils peuvent être révoqués par l'assemblée du Fang. D'autre part, pendant l'élection des contrôleurs, a lieu aussi l'élection des candidats contrôleurs. Les attributions des contrôleurs sont : 1° surveiller les finances du Fang ; 2° dénoncer le détournement de pouvoir du chef ou d'autres employés du Fang. Le Comité tient chaque mois une séance ordinaire ; en cas de besoin, une séance extraordinaire aura lieu ; elles sont convoquées par le président.

Tous les membres peuvent être successivement présidents d'après leur rang d'élection. La durée de leur mandat (contrôleurs) est d'un an, mais ils peuvent être réélus. Les employés actifs du Fang ne peuvent pas être élus comme contrôleurs ou candidats contrôleurs. La fonction du contrôleur est gratuite. Les règlements de réunion et d'exécution sont fixés par lui-même. Le sceau est délivré par la mairie.

§ IV. — LIEU ET LING

Le Ling est le point de départ de l'autonomie municipale. Chaque Ling comprend au moins trois foyers et au plus sept foyers. Le Lieu comprend quinze foyers au moins et trente-cinq foyers au plus. Si le nombre des foyers n'atteint pas ou dépasse ce chiffre,

il faut les réorganiser. Chaque Ling ou Lieu a son assemblée des habitants. L'habitant qui y demeure plus de six mois sans interruption, ou qui a un domicile pendant plus d'un an dans le même district, qui a 20 ans et tous les droits du citoyen, sans distinction de sexe, peut se présenter à l'assemblée. L'assemblée est convoquée par le chef du Ling ou du Lieu sur la demande de trois foyers pour le Ling et de quinze foyers pour le Lieu. L'assemblée est convoquée par leur chef. S'il y a des frais nécessaires, l'assemblée peut prendre une décision sur cette question. Le chef du Ling ou du Lieu est élu par l'assemblée; ses attributions sont: 1° exécuter les affaires autonomes d'après les lois; 2° exécuter les propositions des bureaux du Fang et de l'arrondissement, et enfin de la mairie. Leur mandat dure un an, ils peuvent être réélus. S'ils dépassent leurs pouvoirs, ils peuvent être révoqués par le consentement de la majorité absolue de l'assemblée et sur la proposition d'un tiers de cette dernière. Le règlement de réunion de l'assemblée est fixé par la mairie. Ses sceaux sont délivrés par le bureau du Fang.

§ V. — LA COMPARAISON DE L'AUTONOMIE DU DISTRICT ET CELLE DE LA VILLE

Le système autonome de la ville est beaucoup plus compliqué que celui du district, en raison de la population et du territoire. Généralement la population d'une ville est plus importante que celle d'un district et le territoire d'un district est beaucoup plus étendu

que celui d'une ville. C'est pourquoi nous allons consacrer ce paragraphe à faire une comparaison entre les deux au point de vue autonome.

1° *La subdivision.* — La ville est divisée en arrondissements, en Fangs, en Lieus et en Lings. Le district est divisé en cantons, en petites villes ou villages, en Lieus et en Lings. Le Ling et le Lieu sont les bases également pour la ville et pour le district.

2° *La population.* — Le nombre des habitants de la ville est toujours fixé; quant à celui du district, il n'a pas de limitation.

Dans toutes les subdivisions, à partir de la ville jusqu'au Ling, le nombre des habitants est toujours fixé. Dans les subdivisions du district, comme les Lings, Lieus et petites villes, le nombre est aussi fixé, mais non les autres, c'est-à-dire les cantons et districts.

3° Dans les subdivisions au-dessous des cantons du district et dans les arrondissements de la ville ainsi que dans leurs organes subordonnés, il y a toujours l'assemblée générale et la Commission du contrôle. Mais il n'y en a pas dans le canton.

CHAPITRE IV

LES SYSTÈMES SPÉCIAUX LOCAUX

Section I

Le système de la Mongolie

On divisera cette section en deux paragraphes : 1° l'histoire générale de la Mongolie ; 2° son organisation politique.

§ I. — L'HISTOIRE GÉNÉRALÉ DE LA MONGOLIE

Les Mongols sont les descendants de la dynastie des Yuan (1277-1367). En 1368, ces derniers furent remplacés par la dynastie des Ming. A peu près 270 ans plus tard, ceux-ci furent remplacés par la dynastie des Tsing (1644-1911). Depuis l'époque Tsing, la Mongolie appartient toujours à la Chine.

La Mongolie est divisée en Mongolie extérieure et Mongolie intérieure ; cette différence est faite par l'immense désert du même nom. Au sud du désert jusqu'à la grande muraille, c'est la Mongolie intérieure, et au nord c'est la Mongolie extérieure. Elle conserve actuellement encore son système aristocratique et sa religion de Lama.

Depuis la déclaration de l'indépendance de la Mongolie extérieure, en février 1921, les troupes de la Russie soviétique sont entrées en Mongolie; les relations entre la Mongolie extérieure et la Chine sont coupées provisoirement. En 1922 et 1923, le Gouvernement de Pékin avait demandé à Moscou de retirer ses troupes, mais il n'y eut pas de résultat. La Conférence sino-russe de 1924 n'en eut pas davantage.

Depuis l'établissement des « Régions spéciales » de la Mongolie intérieure, il y a des progrès considérables dans la culture. On a établi aussi de petits districts et des districts. En 1928, le Gouvernement national a réorganisé les régions spéciales en quatre provinces (Jehol, Tchahar, Su-Yuan et Ningsha). La plupart de ces provinces sont déjà établies en district.

Dans le Gouvernement national, il y a un comité de la Mongolie et du Thibet qui s'occupe de :

- 1° L'administration de la Mongolie et du Thibet;
- 2° Le président dirige les affaires du Comité et contrôle ses sous-agents et organes;
- 3° Le vice-président et le commissaire aident le président;
- 4° Le commissaire doit, tour à tour, visiter ces deux régions chaque année.

§ II. — L'ORGANISATION DE LA MONGOLIE

Dans ce paragraphe, l'organisation de la Mongolie, c'est celle de la Mongolie intérieure que nous allons étudier. La Mongolie intérieure est divisée en Ming

et Chi. Le Ming est la circonscription de haute classe, le Chi est sous l'ordre du Ming. D'après la loi organique de la Mongolie du 12 octobre 1931, les Mings et les Chis spéciaux appartiennent directement au Yuan exécutif. Si les Mings et les Chis spéciaux ont des affaires concernant les provinces, ils doivent discuter avec le Gouvernement provincial. Si les Chis ont des affaires concernant les districts, ils doivent discuter avec les Gouvernements des districts. Au contraire, si les provinces ou les districts, dans la Mongolie, ont des affaires concernant les Mings ou les Chis, ils doivent discuter avec ces derniers. Quant aux armées, affaires étrangères et administration d'état, elles sont groupées sous la direction du Gouvernement national. Maintenant, nous allons étudier successivement le Ming et le Chi.

I. — *Le Ming*

Chaque Ming a ses chefs et sous-chefs ainsi que les adjoints. Le chef du Ming peut avoir un ou deux secrétaires personnels. Le bureau du chef du Ming comprend deux sections : 1° section des affaires générales ; 2° section de la politique. Chaque section a un chef dont le grade est le même que celui du sous-préfet. Le nombre des sous-agents et le règlement du travail sont préparés par le Comité de Mongolie et du Thibet, et fixés par le Yuan exécutif. En cas de besoin, le Chef du Ming peut demander d'établir l'organe spécial du Yuan exécutif en passant par le Comité de Mongolie et du Thibet.

Chaque Ming organise la conférence des représentants choisis par les conférences des représentants des Chis. Le nombre en est : 1° trois pour le grand Chi ; 2° deux pour le Chi moyen ; 3° un pour le petit Chi. La durée de leur fonction est d'un an. Les attributions des représentants du Ming sont les suivantes :

- 1° La législation du Ming ;
- 2° Le plan ou le projet du Ming ;
- 3° Les affaires doivent être discutées et vérifiées ;
- 4° Le contrôle du Ming ;
- 5° Autres affaires.

Cette conférence a ses représentants permanents au nombre de cinq à neuf, élus par les représentants et parmi eux.

II. — *Le Chi*

Il y a, à la tête du Chi, un chef qui dirige les affaires du Chi et ses agents et organes intéressés. Chaque Chi a ses commissaires dont le nombre est : 1° six pour le grand Chi ; 2° quatre pour le Chi moyen ; 3° deux pour le petit Chi. S'il y a des postes vacants de commissaires, la conférence des représentants du Chi et le chef du Chi en choisissent un nombre double et demandent au Comité de la Mongolie et du Thibet en passant par le Ming pour demander les nominations du Yuan exécutif. Toutes les affaires importantes doivent être décidées par la conférence administrative du Chi, qui est organisée par le chef et les commissaires du Chi. Le chef est le président de cette conférence. Le bureau du Chi est

divisé en deux sections, comme celle du Ming. Le nombre des adjoints et les règlements du travail sont fixés par le Chi, approuvés par le Yuan exécutif, transmis d'abord par le Ming, ensuite par le Comité de la Mongolie et du Thibet. Le chef du Chi peut avoir un secrétaire personnel. En cas de besoin, le bureau du chef peut établir l'organe spécial, à condition d'être approuvé par le Yuan exécutif et transmis par le chef du Ming et le Comité de la Mongolie et du Thibet. Si c'est un Chi spécial, il peut demander directement au Comité. Chaque Chi a sa conférence de représentants dont les attributions et l'organisation sont les mêmes que celles de la conférence du Ming.

Section II

Les systèmes spéciaux du district

Il y a trois systèmes spéciaux différents concernant les districts: 1° le district-type; 2° le district expérimental; 3° le petit district.

§ I. — LE DISTRICT-TYPE

En souvenir du président SUN YAT SEN, le seul grand révolutionnaire de la Chine et le premier Président de la République, le Gouvernement national a établi le district Chung-Shan où le Président est né, comme district-type de la Chine. Le 14 janvier 1932, on a publié la loi principale organique du Comité politique de ce district. Nous allons en étudier l'organisation.

A) *Le Comité politique*

Le Comité politique de ce district, d'après la décision (établir le district du Chung-Shan, comme le seul district-type en Chine) du Conseil des ministres du Gouvernement national, devient l'organe de la politique et du contrôle. Le Comité est organisé par cinq commissaires, nommés par le Gouvernement national. Le président qui dirige le Comité est désigné parmi les commissaires qu'on a indiqués ci-dessus. Le Comité doit ouvrir ses séances au moins deux fois par an, en établissant le plan politique de ce district. La fonction des commissaires est gratuite. Mais ils peuvent toucher une certaine somme de frais de déplacement.

Le Comité a un secrétaire et un certain nombre de sous-agents nommés par le Comité. Les décisions du Comité doivent être envoyées directement à la sous-préfecture; de plus, une note doit être adressée au Gouvernement provincial de Kwangtong.

B) *Le sous-préfet*

Le sous-préfet de ce district est nommé par le Gouvernement provincial de Kwangtong pendant l'ère d'enseignement politique. Il cumule sa fonction avec celle de président du Comité. Les conditions pour être sous-préfet de ce district sont beaucoup plus sévères que celles des autres districts. Le sous-préfet actuel, M. TANG TSO-YI, était un ancien ami du président SUN et était ex-président du Conseil de Chine.

§ II. — LE DISTRICT EXPÉRIMENTAL

D'après le principe politique du Koumintang, le district est la base de la politique et le point de départ de l'autonomie locale. C'est pourquoi on a proposé de réduire les pouvoirs de la province et d'augmenter ceux du district. On a créé quelques districts dit « expérimentaux » pour améliorer et développer la politique du district, comme un essai de sciences dans un laboratoire. Maintenant, il y a déjà cinq districts dit « expérimentaux ». Ce sont : 1° Kiangning ; 2° Langchi ; 3° Chow-Ping ; 4° Ho-tze ; 5° Ting-Hsien. Toutes les affaires y sont plus avancées et plus développées que dans les autres. Nous allons étudier successivement : 1° les rapports entre le district expérimental et le Gouvernement provincial ; 2° la nomination des sous-préfets ; 3° les attributions ; 4° l'organisation des districts expérimentaux.

I. — *Les rapports entre les districts et le Gouvernement provincial*

Il y a deux points à expliquer :

1° *L'organe des projets du district.* — Dans le district de Kiangning, à la tête de la sous-préfecture, il y a un Comité politique qui doit indiquer et contrôler la politique du district. Le district de Langchi en a un aussi. Mais ce qui les différencie, c'est que les commissaires du Comité de Kiangning sont au nombre de neuf à treize nommés par le Gouvernement provincial, et que les commissaires nomment un pré-

sident et un vice-président parmi eux-mêmes. Quant aux commissaires de Langchi, ce sont ceux du Comité provincial, plus le secrétaire général du Gouvernement provincial et le sous-préfet de ce district.

Les trois autres districts n'ont pas de Comité; ils sont sous le contrôle direct de l'« *Institut* de la politique du district ». Toutes les affaires seront traitées après l'autorisation de l'« *Institut* » et enregistrées par le Gouvernement provincial sur la demande de l'« *Institut* ».

2° *L'organe supérieur d'administration du district.*

— Les cinq districts sont sous le contrôle direct du Gouvernement provincial, ils ne sont pas sous la surveillance des divers départements provinciaux. Ce n'est pas seulement pour augmenter les pouvoirs du district, mais au point de vue pratique, cela convient mieux.

II. — *Les nominations des sous-préfets*

On ne nomme pas les sous-préfets de la même manière que dans les autres districts.

Mais on doit les choisir avec plus de soin. 1° Le sous-préfet doit être choisi par l'organe politique du district expérimental; 2° le sous-préfet candidat doit avoir des relations directes avec l'organe politique du district; 3° pour être sous-préfet de ce district, il faut remplir des conditions plus sévères que pour les autres. Dans les districts de Kiangning et de Langchi, les sous-préfets sont choisis par le Comité et nommés par le Gouvernement provincial. Dans les trois autres

districts, les sous-préfets sont les directeurs du bureau de l' « Institut », ils cumulent les fonctions de sous-préfet avec leur qualité de directeurs. C'est pourquoi les sous-préfets sont choisis par le président de l' « Institut » et nommés par le Gouvernement provincial.

III. — *Les attributions*

Bien que les districts portent le titre d' « expérimental », leurs attributions ne sont pas tout à fait les mêmes. Nous allons donner une explication d'après leurs lois organiques.

1° *Kiangning*. — D'après la loi organique de ce district, le Gouvernement du district peut publier les actes et faire les règlements spéciaux avec l'approbation du Comité politique de ce district. C'est-à-dire que le pouvoir du Gouvernement du district n'est pas limité par les lois centrales et provinciales. Le Comité politique est l'organe législatif le plus haut du district. S'il vote une loi, il n'est pas nécessaire qu'il ait l'autorisation du Gouvernement provincial.

2° *Langchi*. — D'après la loi organique de ce district, toutes les politiques doivent être préparées énergiquement d'après les politiques centrales et provinciales, et d'après la situation locale et le degré d'instruction du peuple. Nous pouvons savoir que le district prend soin des lois centrales et provinciales, il ne veut pas modifier les lois centrales et provinciales par son idée indépendante.

3° *Chowping et Ho-tze.* — D'après la loi organique provisoire de ce district, le Gouvernement du district, sous la direction de l'Institut et le Gouvernement provincial de Shangtong, dirige l'administration, contrôle l'autonomie et améliore la situation du peuple. D'autre part, d'après la loi organique du district de Chowping, le Gouvernement du district peut s'adresser à l'« Institut » pour modifier les lois et les règlements, s'il les considère comme difficiles à appliquer.

4° *Ting-Hsien.* — Le sous-préfet dirige généralement l'administration du district, contrôle ses organes et ses agents, exerce ses droits d'après les lois et les plans approuvés par l'« Institut ».

IV. — *L'organisation des Gouvernements des districts expérimentaux*

Au point de vue de la concentration des pouvoirs, les mêmes règles sont applicables aux cinq districts. Mais au point de vue organique, il y a une différence entre eux. Nous allons l'expliquer ci-dessous.

1° *Kiangning et Langchi.* — Ces deux districts ont six sections dont chacune est sous la direction du sous-préfet : A) sections civile ; B) des finances ; C) de la sûreté publique ; D) des travaux publics ; E) de l'éducation ; F) des terrains. Il y a un chef pour chacune. Mais la différence entre ces deux districts est que le secrétaire et les chefs des sections du district du Kiangning sont nommés par le sous-préfet et enregistrés par le Gouvernement provincial. Les

autres agents sont nommés directement par le sous-préfet sans être enregistrés par le Gouvernement provincial. Quant aux nominations du secrétaire et des chefs de section du district de Langchi, elles sont faites par les départements provinciaux intéressés, sur la proposition du sous-préfet.

2° *Chowping et Ho-Tze*. — Chacun de ces deux districts a, sous les ordres du sous-préfet, un secrétaire et un chef pour chacune des cinq sections. En outre, le premier a plus d'un bureau de la sûreté publique, et le deuxième n'en a pas. Quant aux nominations du secrétaire, des chefs des sections, des membres techniques et des inspecteurs (pour surveiller les écoles); elles sont faites par l'Institut, sur la proposition du sous-préfet de ces districts. Les autres agents sont nommés par le sous-préfet et enregistrés par l'Institut.

3° *Ting-Hsien*. — Sous la direction du sous-préfet de ce district, il y a un secrétaire général, six chefs des sections: A) de l'éducation; B) de l'agriculture; C) de l'économie; D) de la sûreté publique; E) de la salubrité publique; F) des communications. En plus il y a deux bureaux: 1° de la police; 2° des finances. Les nominations des chefs des bureaux et des sections sont faites par le Gouvernement provincial, sur la proposition du sous-préfet et du président de l'Institut. Le secrétaire général et les autres agents sont nommés par le président de l'Institut et enregistrés par le Gouvernement provincial sur la proposition du sous-préfet.

§ III. — LE PETIT DISTRICT

Dans les provinces, s'il y a des endroits où le district n'est pas encore établi, on peut créer un bureau de petit district jusqu'à ce que les circonstances permettent au district de s'établir. En ce qui concerne l'établissement, la modification et la division du petit district, il faut avoir un plan et donner des explications, qui seront envoyées par le Gouvernement provincial au ministère de l'Intérieur et renvoyées au Yuan exécutif en demandant au Gouvernement national l'autorisation de le publier. Les frais de bureau sont payés par le Trésor provincial. Mais en cas de besoin, celui-ci peut demander une subvention au Gouvernement national par correspondance des ministères de l'Intérieur et des Finances.

A) *Les membres du bureau*

Le bureau a un seul chef qui, sous la direction et la surveillance du Gouvernement provincial, dirige l'administration de son petit district. Les conditions pour être chef du bureau sont les suivantes :

- 1° Etre âgé au moins de 30 ans ;
- 2° Avoir un diplôme du lycée ou avoir appartenu à l'administration pendant au moins trois ans ;
- 3° Connaître les principes politiques du Koumintang ainsi que la situation exacte du petit district.

La nomination est proposée par le département civil, faite par le Comité provincial, et un rapport est adressé au ministère de l'Intérieur. Le bureau peut

avoir ses adjoints dont les nominations sont les mêmes que celles de chef du bureau.

B) *Les attributions*

Le bureau du petit district a les attributions suivantes :

1° Il peut prendre des arrêtés et des règlements spéciaux, à condition de se conformer aux lois et aux règlements provinciaux et nationaux ;

2° Il peut faire marcher l'autonomie locale dans son petit district.

CHAPITRE V

LES VILLES DE NANKIN ET DE CHANGHAI

Section I

L'organisation de la ville de Nankin

La ville de Nankin appartient directement au Yuan exécutif. Le maire est nommé par le Gouvernement national sur la proposition du Yuan exécutif. La mairie de cette ville se compose des bureaux suivants :

- 1° Le secrétariat;
- 2° Le bureau général;
- 3° Le bureau des finances;
- 4° Le bureau des travaux publics;

En outre, la ville a une préfecture de police et un Comité des travaux publics.

§ I. — LE SECRÉTARIAT

Le secrétariat a un secrétaire général, sous les ordres du maire qui dirige l'administration de son secrétariat et contrôle ses agents (art. 4).

Le secrétariat a de un à trois secrétaires qui sont sous les ordres du secrétaire général et du maire, et

s'occupent de tous les documents et actes notariés de la mairie.

Il y a trois sections dans le secrétariat. Chaque section a un chef qui est sous les ordres de secrétaire général et du maire, dirigeant les affaires de sa section. On aura à étudier les organisations et les attributions de ces trois sections.

I. — *La première section*

La première section est divisée en quatre sous-sections.

A) *La première sous-section.* — Les attributions de cette sous-section sont les suivantes :

- 1° Elaborer les lettres et les actes ;
- 2° Etablir les comptes rendus des séances ;
- 3° Inscrire les nominations et les révocations des agents de la mairie ;
- 4° Inscrire les travaux des agents ;
- 5° Recevoir et expédier les documents ;
- 6° Ecrire, vérifier et faire imprimer les circulaires.

B) *La deuxième sous-section.* — Les attributions de cette sous-section sont les suivantes :

- 1° Etablir le budget et le rapport financier de la mairie ;
- 2° Diriger les recettes et les dépenses ;
- 3° Conserver et garder l'argent.

C) *La troisième sous-section.* — Les attributions de cette sous-section sont les suivantes :

- 1° Les réparations;
- 2° Les achats;
- 3° La direction, le choix et le renvoi des employés.

D) *La quatrième sous-section.* — Les attributions de cette sous-section sont les suivantes:

- 1° Les affaires de l'étranger ne concernant pas la diplomatie;
- 2° Les contrats avec les étrangers.

II. — *La deuxième section*

La deuxième section est divisée en trois sous-sections.

A) *La première sous-section.* — Les attributions de cette sous-section sont les suivantes:

- 1° Vérifier les budgets et les rapports financiers de la mairie et de ses organes inférieurs;
- 2° Vérifier les demandes d'argent extraordinaires.

B) *La deuxième sous-section.* — Les attributions de cette sous-section sont les suivantes:

- 1° Elle s'occupe de grouper les documents concernant les statistiques;
- 2° Etablir les tableaux.

C) *La troisième sous-section.* — Les attributions de cette sous-section sont les suivantes:

- 1° Etablir les divers rapports;
- 2° Conserver les tableaux et les livres;
- 3° S'occuper des autres affaires qui doivent être traitées.

III. — *La troisième section*

La troisième section est divisée en deux sous-sections.

A) *La première sous-section.* — Les attributions de cette sous-section sont les suivantes :

1° Le contrôle et l'inscription des hôpitaux, des pharmacies, des docteurs, des pharmaciens, des sages-femmes, etc... ;

2° Les statistiques des décès et des naissances ;

3° D'autres administrations de la pharmacie, de la médecine et de l'hygiène.

B) *La deuxième sous-section.* — Les attributions de cette sous-section sont les suivantes :

1° La propriété et l'ordre des rues, des cours d'eau ;

2° L'établissement et les restrictions des marchés, des abattoirs et des salles de spectacles ;

3° Quelques autres administrations concernant l'hygiène.

Le secrétariat a des sous-agents au nombre de 32 à 40. Il peut aussi, selon ses besoins, nommer de un à trois ingénieurs, de dix à quinze employés et de vingt à trente autres subalternes.

§ II. — LE BUREAU GÉNÉRAL

Le bureau général a un chef qui est sous les ordres du maire tout en dirigeant l'administration de son bureau. Ce bureau est divisé en trois sections, à la tête de chacune est un chef qui est sous les ordres

du chef de bureau tout en dirigeant les affaires de sa section.

Nous allons étudier les trois sections de ce bureau.

I. — *La première section*

Elle est divisée en deux sous-sections.

A) *La première sous-section.* — Les attributions de cette sous-section sont tout à fait les mêmes que celles de la sous-section de même titre de la première section du secrétariat.

B) *La deuxième sous-section.* — Les attributions de cette sous-section sont les suivantes :

- 1° Les comptabilités ;
- 2° Les comptes ;
- 3° Les services journaliers ;
- 4° Les autres affaires l'intéressant.

II. — *La deuxième section*

La deuxième section est divisée en trois sous-sections.

A) *La première sous-section.* — Les attributions de cette sous-section sont les suivantes :

- 1° Le recensement et les actes civils ;
- 2° L'amélioration des mœurs ;
- 3° Le contrôle des associations du peuple et des salles de spectacles.

B) *La deuxième sous-section.* — Les attributions de cette sous-section sont les suivantes :

- 1° Le contrôle de l'alimentation ;

2° L'organisation et l'indication des sociétés coopératives et des mutualités;

3° L'établissement et le contrôle des organes de secours et de bienfaisance.

C) *La troisième sous-section.* — Ses attributions sont les suivantes:

1° L'amélioration et la protection de l'agriculture, de l'industrie et du commerce;

2° La protection et les récompenses des travaux de reboisement, d'élevage, de pêche, de chasse, etc...;

3° Le contrôle des services d'utilité publique dirigés par le peuple;

4° Le recensement, l'inscription et l'administration du travail.

III. — *La troisième section*

La troisième section est divisée en trois sous-sections.

A) *La première sous-section.* — Ses attributions sont les suivantes:

1° Le contrôle et la réorganisation des lycées, des écoles normales, des écoles professionnelles, des écoles primaires et secondaires, et des jardins d'enfants;

2° Le développement de l'instruction obligatoire.

B) *La deuxième sous-section.* — Ses attributions sont les suivantes:

1° La direction et l'amélioration des écoles populaires, des bibliothèques et autres organisations concernant l'éducation sociale;

2° Le développement de la civilisation et des arts;

3° La surveillance des spectacles.

C) *La troisième sous-section.* — Ses attributions sont les suivantes :

1° L'inspection et les moyens d'enseignement des écoles ;

2° La préparation de l'éducation sociale ;

3° L'édition et la vérification des journaux et revues scientifiques.

Le bureau général a des attributions beaucoup plus considérables que les autres. Il s'occupe à la fois de la sécurité publique, de l'éducation et des services d'utilité publique. C'est pourquoi il a plus d'agents et d'employés que les autres bureaux. Il a de 40 à 58 agents. Il a aussi de un à trois inspecteurs qui, sous la direction du chef de bureau, inspectent les écoles communales. Il a un directeur et de un à trois subalternes s'occupant des statistiques communales, toujours sous la direction du chef de bureau. Ce bureau peut, selon les besoins, nommer de vingt à trente subalternes et choisir de quinze à vingt autres employés.

§ III. — LE BUREAU DES FINANCES

Le bureau des finances de la mairie de Nankin a un chef, un secrétaire et plusieurs sous-agents. Il est divisé en trois sections dont chacune comprend trois ou quatre sous-sections. A la tête de la section ou de la sous-section il y a un chef. On aura donc à étudier successivement les trois sections et leurs sous-sections.

I. — *La première section*

La première section du bureau des finances est divisée en trois sous-sections.

A) *La première sous-section.* — Ses attributions sont presque les mêmes que celles de la première et de la deuxième sous-section de la première section du bureau général; c'est-à-dire qu'elle doit diriger les correspondances et les services généraux.

B) *La deuxième sous-section.* — Ses attributions sont les suivantes :

1° L'établissement et la vérification du budget et du rapport financier de la ville;

2° L'établissement des statistiques financières.

C) *La troisième sous-section.* — Ses attributions sont les suivantes :

1° Les recettes et les dépenses de la ville;

2° Les dettes municipales et les crédits municipaux.

II. — *La deuxième section*

La deuxième section du bureau des finances est divisée en trois sous-sections :

A) *La première sous-section.* — Elle est chargée des affaires concernant le recensement, la perception et l'inscription de tous les impôts municipaux.

B) *La deuxième sous-section.* — Elle est chargée :

1° Du recensement;

2° De la direction;

3° De la perception des loyers ;

4° Des dispositions du domaine public.

C) *La troisième sous-section.* — Elle est chargée de :

1° L'inspection et de la perception des impôts et des loyers du domaine public ;

2° De la conservation, de la réception et de l'expédition des documents et des feuilles d'impôts.

III. — *La troisième section*

La troisième section du bureau des finances est divisée en quatre sous-section, plus une brigade.

A) *La première sous-section.* — Elle doit s'occuper :

1° Du cadastre ;

2° De la transmission des terrains ;

3° De la délivrance et de l'inscription des actes de mesure du terrain bâti.

B) *La deuxième sous-section.* — Elle doit s'occuper :

1° De la délivrance, de la vérification et de la conservation des baux et de la mise en valeur des terres, de la location, des prêts sur gages et de la vente du terrain ;

2° De l'établissement des divers tableaux et des registres.

C) *La troisième sous-section.* — Elle est chargée des affaires qui concernent la vérification et le recensement des actes de vente des terrains.

D) *La quatrième sous-section.* — Elle est chargée de toutes sortes de mesures sur les terrains municipaux.

E) *La brigade des mesures des terrains.* — Elle est chargée de mesurer tous les terrains de la ville.

Le bureau des finances a de 45 à 60 sous-agents dirigeant les services des sections et des sous-sections.

La brigade des mesures a un chef, deux sous-chefs et de 70 à 90 arpenteurs.

Le bureau des finances peut encore, selon ses besoins, nommer de 40 à 56 subalternes et de 100 à 130 petits employés.

§ IV. — LE BUREAU DES TRAVAUX PUBLICS

Le bureau des travaux publics de la ville de Nankin a un chef, sous la direction du maire. Il est divisé en deux sections dont chacune est subdivisée en trois sous-sections. Chaque section ou sous-section a son chef qui dirige ses services sous les ordres directs ou indirects du chef de bureau. Nous allons donc étudier les deux sections et leurs sous-sections.

I. — *La première section*

La première section du bureau des travaux publics se subdivise en trois sous-sections.

A) *La première sous-section.* — Elle a les mêmes attributions que la première et la deuxième sous-sections de la première section du bureau général,

c'est-à-dire qu'elle dirige les services généraux du bureau.

B) *La deuxième sous-section.* — Elle doit s'occuper de la vérification, de l'inscription, de la direction et du contrôle :

1° Du service du gaz ; 2° de l'eau ; 3° de l'électricité ; 4° du téléphone ; 5° des autobus ; 6° des rivières ; 7° des ports ; 8° des communications ; 9° des bâtiments publics ; 10° des jardins publics ; 11° des terrains sportifs ; 12° des cimetières ; 13° des véhicules, et 14° des bateaux.

C) *La troisième sous-section.* — Elle s'occupe de :

1° La vérification des plans des bâtiments publics et privés ;

2° La visite de tous les bâtiments ;

3° L'inscription des entreprises des travaux de construction ;

4° L'inscription et la délivrance des licences de travail des ingénieurs et des géomètres ;

5° La direction et le contrôle du chemin de fer et des ports.

II. — *La deuxième section*

La deuxième section du bureau des travaux publics comprend trois sous-sections.

A) *La première sous-section* doit faire :

1° Les projets et les plans de rues, des égouts, des ponts, des cours d'eau, des jardins, des marchés, etc... ;

2° Les projets, les plans et l'estimation de prix de tous les bâtiments publics, etc..., places, etc...

B) *La deuxième sous-section.* — Elle doit s'occuper de la construction, de la réparation et du maintien des travaux publics indiqués par la première sous-section.

C) *La troisième sous-section.* — Cette sous-section s'occupe de l'expédition, de la conservation et du transport de tous les matériaux de construction.

Le bureau des travaux publics a de trois à cinq ingénieurs de 1^{re} classe qui établissent les plans ou projets, et vérifient et contrôlent tous les travaux publics municipaux, de 12 à 15 ingénieurs de 2^e classe, de 7 à 10 ingénieurs de 3^e classe et de 25 à 36 petits ingénieurs. En plus, il y a quatre à six futurs ingénieurs.

Le bureau des travaux publics peut, selon ses besoins, nommer de 12 à 17 sous-agents, de 20 à 28 subalternes, et enfin de 20 à 24 petits employés.

§ V. — LA PRÉFECTURE DE POLICE DE NANKIN

Nous trouvons encore à Nankin un organe spécial qui est différent de ceux des autres villes. C'est la Préfecture de Police.

Etant donné l'importance de la ville de Nankin, on y a établi la Préfecture de Police. Cet organe est indépendant de la mairie de la ville; il relève directement du ministère de l'Intérieur. Il est chargé de la

police générale de la ville, mais en même temps il doit aider à l'administration municipale de Nankin.

La Préfecture de Police de Nankin peut, pour exécuter les lois ou décrets ou d'après les lois ou décrets, publier des règlements de police spéciale, mais à condition d'établir un rapport au ministère de l'Intérieur et d'avoir l'approbation de ce dernier.

La Préfecture de Police peut aussi suspendre ou annuler les dispositions ou les actes de ses organes inférieurs, si elle les considère comme contraires aux lois, ou nuisibles à l'intérêt général, ou encore comme abus de pouvoir. Le préfet de police est nommé par le Gouvernement national, sur la proposition du ministre de l'Intérieur. Il administre toutes les affaires de sa préfecture et contrôle tous ses organes et agents.

A côté du préfet il y a deux ou quatre secrétaires et, sous sa direction, il y a trois sections et deux bureaux. Les trois sections comprennent :

- 1° Une section générale ;
- 2° Une pour la tranquillité de la ville ;
- 3° Une section disciplinaire.

Les deux bureaux sont ceux :

- 1° De l'inspection ;
- 2° De l'enseignement.

Chaque section ou bureau a son chef et des sous-agents. En plus, la ville de Nankin est divisée en sept circonscriptions de police, à la tête de chacune desquelles il y a un commissaire qui est sous la direction du préfet.

§ VI. — LE COMITÉ DES TRAVAUX PUBLICS
DE NANKIN

Parmi les organes spéciaux de Nankin, à part la préfecture de police, on trouve encore le Comité des travaux publics, tous les travaux publics de cette ville sont dirigés par cinq membres désignés par le Gouvernement national sur la proposition du Comité central des travaux publics. En janvier 1929, le Gouvernement national a publié le règlement organique de ce Comité, d'après lequel, il y a un président, quatre commissaires en service ordinaire et un certain nombre de simples commissaires, un secrétaire général, quelques secrétaires et des sous-agents. D'après les règlements applicables, les attributions de ce Comité consistent à :

1° Etablir tous les projets des travaux ou de l'économie ;

2° Discuter les projets établis par les commissaires techniques ou les conseillers ;

3° Vérifier les projets des travaux exécutés par la mairie de Nankin.

Dans le Comité il y a deux groupes de commissaires techniques :

1° Le groupe de la construction des travaux qui doit s'occuper de classer les circonscriptions, d'établir les plans des routes vicinales, des cours d'eau ; des sports, de préparer et de vérifier tous les grands travaux de Nankin ;

2° Le groupe de redressement de l'économie qui doit préparer les finances, aménager les terrains

améliorer l'industrie, le commerce, l'agriculture et les forêts, ainsi que toutes les affaires concernant les coopératives.

Tous les projets, après la décision de la séance des commissaires en service ordinaire, seront envoyés à la mairie en vue de leur exécution.

Section II

La ville de Changhaï

§ I. — L'HISTOIRE DE LA VILLE

Depuis 1849 et d'après le traité anglo-chinois de Nankin, Changhaï était une des cinq villes commerciales. Depuis l'établissement de la République chinoise, à Changhaï, il y a toujours un général, un Tao-Ying et un sous-préfet sous la direction du général résident et du Gouvernement de la province Kiangsou.

Quelques années avant l'établissement du Gouvernement national de Nankin, on avait organisé un bureau de la ville de Changhaï, avec un chef qui est le plus haut administrateur municipal de Changhaï. Depuis que la capitale chinoise siège à Nankin, en mai 1927, on avait organisé Changhaï comme ville spéciale, sous le contrôle du Yuan exécutif. D'après la loi organique municipale de 1930, Changhaï changea son titre de « ville spéciale » contre celui de « ville appartenant au Yuan exécutif ».

§ II. — L'ORGANISATION DE LA VILLE

La ville de Changhaï a un maire qui est nommé par le Gouvernement national sur la proposition du Yuan exécutif. Le maire de Changhaï a le même rang que celui de Nankin, et en ce qui concerne la police, le premier joue un rôle plus important que le dernier. Il dirige l'administration municipale et contrôle ses organes et ses agents. Dans la mairie il y a deux adjoints qui aident le maire et élaborent les règlements spéciaux de la ville. En plus, il y a deux commissaires techniques qui, sous les ordres du maire, dirigent les services spéciaux et l'inspection des travaux publics. La mairie de Changhaï comprend les organes suivants :

- 1° Le secrétariat ;
- 3° Le bureau de la sûreté publique ;
- 2° Le bureau général ;
- 4° Le bureau des finances ;
- 5° Le bureau des travaux publics ;
- 6° Le bureau de l'éducation ;
- 7° Le bureau de la salubrité publique ;
- 8° Le bureau de l'utilité publique ;
- 9° Le bureau des terrains ;
- 10° L'organe de la police spéciale.

Nous allons donc étudier successivement ces organes.

I. — *Le secrétariat*

Le secrétariat a un secrétaire-général, six secrétaires, deux secrétaires adjoints, et un chef pour cha-

cune des trois sections qui le composent; de 36 à 40 sous-agents. Comme attributions le secrétariat doit diriger les correspondances, les services généraux et les affaires qui n'appartiennent pas aux autres organes.

II. — *Le bureau général*

Le bureau général a un chef, un secrétaire, un chef de section pour chacune des quatre sections qui le composent, de 25 à 35 sous-agents, de deux à trois ingénieurs de première classe, et de 6 à 10 de deuxième classe. Quant aux attributions de ce bureau, elles sont les suivantes :

- 1° Le recensement et l'inscription des actes civils;
- 2° L'organisation de l'assistance et des secours ordinaires et extraordinaires;
- 3° L'organisation et la balance de l'alimentation;
- 4° L'amélioration et la protection de l'agriculture, de l'industrie et du commerce;
- 5° L'administration du travail;
- 6° La protection et la surveillance du reboisement, de l'élevage, de la pêche, de la chasse, et de l'amélioration des espèces;
- 7° L'organisation et l'indication des sociétés coopératives;
- 8° L'amélioration des mœurs.

III. — *Le bureau de la sûreté publique*

Le bureau de la sûreté publique a un chef, deux secrétaires, un chef de section pour chacune des trois sections. Un inspecteur-chef, de 28 à 36 inspecteurs,

de 50 à 60 sous-agents, sept commissaires dans les sept circonscriptions de police, 23 sous-commissaires. Un chef de police marine, un chef d'espionnage et enfin un chef général des agents de police. Il doit s'occuper de :

1° La sûreté publique; 2° des incendies.

IV. — *Le bureau des finances*

Le bureau des finances a un chef, un secrétaire, trois chefs de sections, pour trois sections de trente-cinq à quarante-cinq sous-agents. Ce bureau doit s'occuper :

1° Des recettes, des dépenses et de l'établissement du budget;

2° De la direction et des dispositions du domaine public.

V. — *Le bureau des travaux publics*

Ce bureau a un chef, cinq chefs de section (cinq sections), un chef de l'Office des matériaux, de dix à quinze sous-agents, de huit à douze ingénieurs de 1^{re} classe et de vingt-cinq à trente-cinq ingénieurs de 2^e classe. Il s'occupe des affaires suivantes :

1° La construction et la réparation des bâtiments, jardins, terrains sportifs et cimetières publics;

2° L'indication et la surveillance des bâtiments privés;

3° Les travaux des ponts et chaussées, des égoûts et des digues, jetées...

4° Des cours d'eau et des ports.

VI. — *Le bureau de l'éducation*

Le bureau de l'éducation a un chef, deux commissaires spéciaux, 4 chefs des sections (4 sections) de 25 à 35 sous-agents, 4 inspecteurs, de 12 à 16 sous-inspecteurs. Le bureau de l'éducation s'occupe des :

- 1° Ecoles municipales;
- 2° De la civilisation.

VII. — *Le bureau de la salubrité publique*

Ce bureau a un chef, 3 chefs de section (3 sections) de 6 à 18 sous-agents, de 3 à 9 ingénieurs de première classe et de 20 à 40 ingénieurs de 2^e classe.

Il est chargé de :

- 1° L'hygiène publique;
- 2° L'établissement et la surveillance des hôpitaux, des pharmacies, des abattoirs et des salles de spectacles.

VIII. — *Le bureau de l'utilité publique*

Dans ce bureau, il y a 1 chef, 1 secrétaire, 4 chefs des sections (quatre sections) de 20 à 30 sous-agents, de 6 à 10 ingénieurs de 1^{re} classe, et de 15 à 25 ingénieurs de 2^e classe. Ce bureau doit s'occuper :

- 1° Des services des eaux, de l'électricité et des communications;
- 2° Du contrôle des services d'utilité publique dirigés par le peuple ou par d'autres organes;
- 3° De la direction de la régie.

IX. — *Le bureau des terrains*

Le bureau des terrains a 1 chef, 4 chefs des sections (quatre sections), de 16 à 24 sous-agents, de 4 à 6 ingénieurs de 1^{re} classe, de 16 à 24 ingénieurs de 2^e classe. Il doit s'occuper de l'administration des terrains.

X. — *L'organe de la police spéciale*

Cet organe a 1 chef, 1 sous-chef, 1 directeur de cabinet, 3 secrétaires, 2 chefs des sections (2 sections). En plus, il y a un certain nombre de sous-agents, des électriciens, des subordonnés, etc... Il doit s'occuper :

1° Du commandement et de la préparation des troupes spéciales municipales ;

2° De la préparation de la mobilisation des milices municipales ;

3° D'autres services concernant la tranquillité et la sûreté publiques.

CONCLUSION

Nous avons vu dans l'introduction de ce travail les notions générales du droit administratif de la Chine, l'histoire et l'organisation du Gouvernement national, les principes du système local de la constitution provisoire et la constitution nouvelle. La première partie est un aperçu, nous avons vu les anciens systèmes locaux en Chine. La deuxième passe en revue l'organisation locale actuelle et nous montre qu'elle est encore loin d'être satisfaisante, malgré les changements nombreux qui ont été successivement apportés; cependant il faut reconnaître que chaque fois qu'on a apporté ces nouveaux changements on a réalisé un progrès. En ce moment nous pouvons prévoir la tendance de la politique locale de la Chine.

Ce sera :

- 1° La réduction de l'étendue de la province;
- 2° La diminution des pouvoirs du gouvernement provincial;
- 3° L'augmentation des pouvoirs du sous-préfet et du maire;
- 4° La concentration administrative de toutes les classes des organisations locales.

Nous voulons croire que le moment n'est pas éloigné ou nous verrons la Chine unifiée et jouissant d'un système d'autonomie bien établi.

BIBLIOGRAPHIE

A. — OUVRAGES FRANÇAIS

- J. BARTHÉLEMY et DUEZ. — Traité de droit constitutionnel, nouvelle édition Paris 1933.
- H. BERTHÉLEMY. — Traité élémentaire de droit administratif, 13^e édition Paris 1933.
- DUGUIT. — Traité de droit constitutionnel, 2^e édition, 5 vol. Paris 1924-1930.
- ESMEIN. — Eléments de droit constitutionnel français et comparés, 8^e édition Paris 1927.
- HAURIOU. — Précis de droit constitutionnel, 2^e édition Paris 1929.
- HAURIOU. — Précis élémentaire de droit administratif et de droit public, 12^e édition Paris 1933.
- HSU HON HAO. — Administration provinciale en Chine, Nancy 1931.
- JÈZE. — Principes généraux de droit administratif, 2^e édition Paris 1925-1926.
- KU YEN JU. — Le régime actuel de l'indépendance administrative décentralisée en Chine, Nancy 1931.
- L. ROLLAND. — Précis de droit administratif, 4^e édition Paris 1932.

B. — OUVRAGES CHINOIS

CHOW KONG. — Le Rit dans la dynastie des Chow (Chow-Li).

SUN.-YAT-SEN. — Le principe de l'établissement de l'Etat,
Kwangchow 1924.

SUN-YAT-SEN. — Les trois principes du peuple.

WANG-TAO. — L'histoire du système local en Chine, Pékin
1917.

WANG-TZE-CHI. — Le droit constitutionnel comparé, Chan-
ghaï 1927.

CHANG-RIT. — La municipalité comparée, Changhaï 1931.

CHAO-SUN. — Le droit administratif, Changhaï 1934.

C. — RECUEILS JURIDIQUES CHINOIS

Les livres des lois et des règlements de la politique intérieure,
Nankin 1931.

Les lois et les règlements du Gouvernement national, Nan-
kin 1930.

Le projet de la Constitution chinoise de 1934, Changhaï 1934.

Les règlements et les lois autonomes, Changhaï 1931.

D. — REVUES CHINOISES

Les opinions politiques, Nankin 1935.

Les opinions publiques, Nankin 1933.

Les opinions du peuple, Pékin 1933.

La Revue mensuelle du Temps, Nankin 1935.

Les nouvelles nationales de la semaine, Pékin 1933.

Les *Annales du Sun Pao* (journal de Changhaï), Changhaï
1933.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — <i>Notions générales sur le système politique chinois et l'organisation du Gouvernement national de Chine</i>	7
I. La Chine a toujours été un pays unitaire....	7
II. Le mouvement de décentralisation en Chine en 1920	8
III. L'autonomie locale de la province de Hou-Nan.	9
IV. L'histoire et l'organisation du Gouvernement national en Chine	11
V. Le système local actuel	14
VI. Le futur système local d'après le projet de la constitution de 1934	17
VII. Plan du travail	23

PREMIÈRE PARTIE

GÉNÉRALITÉS HISTORIQUES SUR LE SYSTÈME LOCAL

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'histoire de l'ancien système local avant 1911</i>	27
<i>Section I.</i> — Définition de quelques-unes des dénominations usitées par le système administratif local	27

	Pages
§ I. Le Thuin, le Hsien (district) et le Kouo.	27
§ II. Le Fou, le Chow, le Lou et le Sun (province)	30
<i>Section II. — L'histoire de l'ancien système local depuis le Ching au Tsing (240 av. J.-C.-1911).</i>	32
§ I. Le système local sous la dynastie des Ching et des Han (246 av. J.-C.-217)..	32
§ II. Le système local sous la dynastie des Tsin, des Tang et des Song (265-1276).	34
§ III. Le système local sous la dynastie des Yuan, des Ming et des Tsing (1277-1911)	36
<i>Section III. — L'ancien système municipal de la dynastie des Chow (1145-247 av. J.-C.).....</i>	38
§ I. Les fonctions municipales	39
§ II. Les interdictions municipales.....	41
§ III. Les particularités de l'administration municipale	42
<i>Section IV. — Les système municipaux des dynasties qui suivirent les Chow jusqu'à celle des Tsing</i>	44
§ I. Les capitales sous les dynasties des Ching jusqu'aux Tsing	44
§ II. La ville de Hanchow sous la dynastie des Song du Sud (1127-1276)	46
<i>CHAPITRE II. — L'histoire de l'ancien système local depuis 1911</i>	47
<i>Section I. — Le système local en Chine de 1911 à 1927</i>	47
§ I. La province	48
I. Le système provincial général.....	48
II. Le système provincial spécial de Hounan	52

	Pages
§ II. Le Tao et le district.....	58
I. Les systèmes du Tao et du district.....	58
II. Le système général du district.....	60
III. Le système du district de la province de Hou-Nan	61
§ III. La ville	62
I. Généralités historiques sur le système municipal en Chine de 1908 à 1928.....	63
II. Le système municipal de 1921 réglé par le ministère de l'Intérieur.....	66
III. Le système municipal de 1921 pour la ville de Kwangchow.....	74
IV. Le système municipal de la province de Hou-Nan	79
V. Le système municipal de 1925 des villes de Changhai et de Wousong..	80
<i>Section II. — L'histoire du système local depuis 1927 jusqu'à nos jours</i>	85
§ I. La province.....	86
A) Les modifications des provinces.....	86
B) Le changement du système politique de la province	86
§ II. Le district	87
§ III. La ville	88
I. La création des villes modernes.....	88
II. Le système municipal de 1928.....	89

DEUXIÈME PARTIE

LE SYSTÈME LOCAL ACTUEL EN CHINE

CHAPITRE PREMIER. — <i>La province</i>	97
<i>Section I. — Le Gouvernement provincial.....</i>	98
§ I. Les notions générales du Gouverne- ment provincial	98

	Pages
§ II. Le Comité politique provincial.....	99
§ III. La présidence provinciale	100
§ IV. Le secrétariat du Gouvernement provin- cial	100
<i>Section II. — Les divers départements et organes du Gouvernement provincial.....</i>	<i>101</i>
§ I. Le département civil	102
I. Les attributions du département civil.	102
II. Le contrôle du chef du département civil sur les sous-préfets.....	102
III. Les pouvoirs du chef du département civil sur la police	103
IV. La conférence administrative du dé- partement civil	105
§ II. Les autres départements et organes du Gouvernement provincial	107
I. Le département des finances.....	107
II. Le département de l'éducation.....	108
III. Le département des travaux publics.	108
IV. Le département de l'industrie.....	109
V. Le Comité des sanctions des fonc- tionnaires locaux	109
<i>Section III. — Le mouvement de la modification des provinces et l'essai de la concentration des administrations provinciales</i>	<i>110</i>
<i>Section IV. — La critique du système provincial actuel</i>	<i>115</i>
§ I. Les caractéristiques	115
§ II. La critique	117
§ III. Une opinion	117
CHAPITRE II. — <i>Le District</i>	122
<i>Section I. — Le Gouvernement du district.....</i>	<i>123</i>

	Pages
§ I. Le sous-préfet	123
I. La nomination du sous-préfet.....	123
II. Les attributions du sous-préfet.....	124
III. Les récompenses du sous-préfet.....	124
IV. Les sanctions du sous-préfet	126
§ II. Les divers sections et bureaux du district	128
§ III. La conférence politique et la conférence administrative du district	131
§ IV. Le règlement général administratif du Gouvernement du district.....	134
<i>Section II. — Le Conseil provisoire du district....</i>	<i>135</i>
§ I. Le Conseil provisoire du district d'après la loi organique du district de 1929....	136
§ II. La loi organique du Conseil provisoire du district de 1935.....	136
§ III. La loi concernant l'élection du Conseil provisoire du district	140
§ IV. La comparaison entre les Conseils du district d'après la loi de 1929 et d'après la loi de 1935.....	148
<i>Section III. — Les subdivisions du district.....</i>	<i>149</i>
§ I. Le canton	150
§ II. La petite ville et le village.....	151
§ III. Le Lieu et le Ling.....	152
<i>Section IV. — La nouvelle loi autonome du district.</i>	<i>153</i>
§ I. La circonscription autonome et les af- faires concernant l'autonomie du dis- trict	153
§ II. Le citoyen et l'assemblée générale du district	154
§ III. Le Conseil et le Gouvernement du district	155
§ IV. Les finances du district	159
§ V. Les subdivisions du district d'après les nouvelles lois	160

CHAPITRE III. — <i>La ville moderne</i>	163
<i>Section I.</i> — La municipalité	164
§ I. Le maire et le secrétaire général.....	165
§ II. Les divers bureaux	167
§ III. La conférence politique municipale....	170
<i>Section II.</i> — Le Conseil provisoire municipal....	171
§ I. Le Conseil provisoire municipal dans la loi organique de la ville.....	171
§ II. La loi organique du Conseil provisoire municipal de 1935	172
§ III. La comparaison entre la loi de 1930 et celle de 1935, concernant le Conseil provisoire municipal	174
<i>Section III.</i> — Les subdivisions municipales.....	175
§ I. Les subdivisions de la ville et les con- ditions des citoyens	175
§ II. L'arrondissement	177
§ III. Le Fang	180
§ IV. Le Lieu et le Ling	182
§ V. La comparaison de l'autonomie du dis- trict et celle de la ville.....	183
CHAPITRE IV. — <i>Les systèmes spéciaux locaux</i>	185
<i>Section I.</i> — Le système de la Mongolie.....	185
§ I. L'histoire générale de la Mongolie.....	185
§ II. L'organisation de la Mongolie.....	186
<i>Section II.</i> — Les systèmes spéciaux du district...	189
§ I. Le district-type	189
§ II. Le district expérimental	191
§ III. Le petit district	196
CHAPITRE V. — <i>Les villes de Nankin et de Changhaï.</i>	198
<i>Section I.</i> — L'organisation de la ville de Nankin.	198

	Pages
§ I. Le secrétariat	198
§ II. Le bureau général	201
§ III. Le bureau des finances	204
§ IV. Le bureau des travaux publics.....	207
§ V. La Préfecture de Police de Nankin....	209
§ VI. Le Comité des travaux publics de Nankin	211
<i>Section II. — La ville de Changhaï</i>	<i>212</i>
§ I. L'histoire de la ville	212
§ II. L'organisation de la ville.....	213
 CONCLUSION	 218
 BIBLIOGRAPHIE	 219

VU:

Nancy, le 1^{er} Juillet 1935.

Le Doyen du la Faculté de Droit,

SENN.

Nancy, le 29 Juin 1935.

Le Président de la Thèse,

LALOUEL.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER:

Nancy, le 2 Juillet 1935.

Le Recteur de l'Académie,

BRUNTZ.

Président du Conseil de l'Université.

